

## sem

Athènes.....	2
Athens, Greece: Against the Touristization of Exarcheia.....	2
Besançon.....	2
Besançon, France : Beau comme des structures de l'Etat qui partent en fumée .....	2
Cherruex.....	4
Cherruex, France : La mairie déconnectée.....	4
Dordogne.....	5
Coulounieix-Chamiers (Dordogne) : L'équipement d'Orange en feu, de nombreuses entreprises sans téléphone ni internet.....	5
Florence.....	6
Florence, Italie : Déclaration publique de Paska et des nouvelles du procès contre Ghespe.....	6
France.....	8
Plutôt foutre le feu à ce monde que céder à l'euphorie nationaliste.....	8
Des mauvais moments pour les bleus (mi-juillet 2018).....	10
Que brûlent les feux de joie, que brûle la France.....	14
Tout niquer devient Mondial.....	15
14 juillet et finale de foot : A bas la France !.....	16
Ca brûle à l'intérieur : dans les méandres de la médecine transphobe.....	28
Paul Boyé Technologies : Des profiteurs de la guerre et de la répression.....	29
[Affaire Benalla] Nous le savions : la police est une milice !.....	31
Gard.....	33
Saint-Jean-du-Gard (Gard) : Incendie d'une antenne relais... juste avant la finale !.....	33
Saint-Jean-du-Gard, France : Quelques précisions au sujet de l'incendie d'une antenne-relais TDF le 14 juillet dernier.....	34
Saint-Hippolyte-du-Fort, France : Pour le maire, la fête est gâchée – 15 juillet 2018.....	34
Haïti.....	35
Haïti : Trois jours d'émeutes contre le gouvernement et sa hausse du prix de carburants.....	35
Italie.....	36
Tâtonner dans le noir.....	36
Jura.....	38
Jura Bernois, Suisse : Sabotage d'éoliennes au parc du Mont-Crosin et du Mont-Soleil.....	38
Lecce.....	38
Lecce (italie) les infiltrés.....	39
Loire.....	39
Charlieu (Loire) : Tags anti-police sur la façade de la mairie.....	39
Lyon.....	40
« Une zone de guerre » : à Lyon, la justice réprime les débordements de la finale à coup de prison ferme... 40	
P-S.....	47
Notes.....	47
Marseille.....	48
Marseille : Bruler Engie.....	48
Mexique.....	48
[Mexico]Les autorités pénitentiaires saccagent et détruisent la bibliothèque autonome Xosé Tarrío dans la prison nord . Répression contre le collectif CIMARRON.....	48
Paris.....	50
Etampes (Essonne) : Pas par hasard.....	50
[Keufmobile en feu] Dernier engagé : pas de nouvelles de l'aménagement de peine.....	51
Coupe du Monde 2018 : la joie et la rage mêlées sur les Champs-Élysées.....	51
Claudio Lavazza transféré en France.....	54
Yvelines : Les festivités continuent.....	54
Suisse.....	55
Sabotage contre le projet de camp fédéral au Grand Saconnex.....	55
Toulouse.....	55
Toulouse : une instruction en cours pour une action au siège de l'UMP en 2015.....	55
USA.....	56
Pennsylvania: Sabotage at Mariner East 2 Pipeline Construction Site.....	56

USA : Call for International Solidarity with Prison Strike 2018.....	57
Uk.....	57
Infos à propos de l'ancien policier infiltré Mark Kennedy.....	57
Vallée.....	59
Clavière (Italie) le lieu autogéré « chez Jésus » menacé d'expulsion.....	59
Solidarité avec les 4 nouvelles personnes arrêtées à Briançon.....	60
Comme une odeur de couvre feu...texte d'un gardé à vue.....	61
Texte d'un 2ème gardé à vue le mardi 17 juillet 2018.....	62
Hautes Alpes (05) Désormais les sept de Briançon( 3+4).....	63
Zad.....	64
Communiqué suite à l'action du jeudi 12 juillet sur la rd 81.....	64

## Athènes

### [Athens, Greece: Against the Touristization of Exarcheia](#)

Exarcheia, Summer 2018. The touristization of the neighborhood is a reality. While thousands of locals and immigrants live in miserable conditions on the street, the empty houses of the area are filled with tourists via airbnb. The Exarcheia neighborhood, its political structures, its people and even the conflicts with the police that invade it are becoming a spectacle. Everything is being turned into an alternative fantasy that will transform Exarcheia into a kind of urban zoo, offering bargain hunting tourists adventure, pleasure, inexpensive entertainment and narcotics. Through its depoliticization, Exarcheia will become an alternative paradise for tourists that will naturally serve to stimulate the Greek economy in order for the redevelopment steamroller to flatten anything that resembles insurrection, anarchy and freedom.

Starting a campaign of actions and interventions against touristization and the 'regeneration' of the neighborhood, we placed 2 banners in Patission and Tzavella.

**Anarchists Against the Gentrification of Exarcheia**

[source](#)

via: [mpalothia](#).

## Besançon

### [Besançon, France : Beau comme des structures de l'Etat qui partent en fumée ...](#)

**« La nuit du 17 au 18 juillet 2018 a été brûlante à Besançon », titre l'Est Républicain. En effet, deux structures de l'Etat ont perdu au total une dizaine de véhicules dans les flammes.**

A La City, cinq véhicules de la Communauté d'Agglomération du Grand Besançon [1] sont partis en fumée. Un autre a été endommagé par les flammes.

En lisant la brève du journal des matons « Actu Pénitentiaire », on apprend également qu'aux environs de 4h, les policiers sont alertés par des riverains que les flammes sont en train de ravager plusieurs véhicules du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation [2] garés sur le parking intérieur de leur siège avenue Clémenceau. Au total, cinq voitures du SPIP sont incendiées et les bureaux situés juste à côté ont vu leurs vitres exploser et la façade noircie sous l'effet des flammes et de la chaleur.



Au SPIP

idem

Rappelons que le 26 janvier dernier, en pleine grève des matons, une armoire locale de raccordement à la fibre optique située avenue Villarceau, entre la maison d'arrêt et le SPIP, a été incendiée. Une centaine d'utilisateurs ont été privés d'internet pendant 24h.



Les carcasses de véhicules de la CAGB

Notes :

**[1] Des raisons de s'en prendre à la CAGB il en existe des milliers. Parmi elles: aménagement des quartiers pour la spéculation immobilière; responsable de la mise en place du tramway en 2013 et tout ce que cela implique en matière d'embourgeoisement des divers secteurs de la ville (constructions d'éco-quartiers, de centres commerciaux), de renforcement et de généralisation du contrôle et de la surveillance; Refoulement des pauvres et autres indésirables à l'extérieur de la ville (dans des bleds paumés) afin de faire place net à des futurs habitant.e.s plus aisé.e.s. Actuellement, elle construit à Chamars, en face du comico, un lieu d'accueil pour les touristes en lieu et place d'un abri qui a longtemps été occupé par des sans-papiers. Par ailleurs, elle mène une guerre sans merci à l'affichage sauvage, dans sa logique d'aseptisation totale de la ville et des rapports humains... Rappelons aussi que son président n'est autre que le maire de Besançon, Jean-Louis Fousseret.**

**[2] Au sujet du SPIP, on pourra relire l'article publié dans le bulletin anarchiste [Lucioles n°20](#), décembre 2014 « SPIP: des matons sans uniforme » :**

[...] Mais qu'est-ce que le SPIP ? Ce service dépend de l'Administration Pénitentiaire (AP) et ses conseillers sont formés à l'École Nationale de l'AP d'Agen. Sur les bancs, ils coudoient les surveillants avec qui ils travailleront après, en prison. En effet, les conseillers du SPIP sont de vrais alter-ego des matons, le visage « gentil » de cette machine à broyer les personnes qu'est la prison. Et, tout comme les matons, ils sont indispensables à son bon fonctionnement.

Le but de l'État est d'enfermer toujours plus de monde (comme le montre bien le plan visant à construire 13000 places de plus en taule). Pour cela ils doivent garantir le calme dedans, avec les chantages sur la « bonne conduite », et aussi étendre la prison dehors, avec les « mesures alternatives ».

En taule, ce sont les conseillers du SPIP qui valident les projets de « réinsertion » des détenus. De ce fait, ils ont un grand pouvoir pour ce qui concerne l'acceptation ou pas, de la part du juge, des demandes de libération anticipée ou d'aménagement de peine. Dehors, leur fonction est « l'assistance et le contrôle » des personnes qui ont écopé de sanctions pénales alternatives à l'incarcération, comme la mise à l'épreuve, la liberté conditionnelle, le travail d'intérêt général et autres aménagements de peine (par exemple le placement sous surveillance électronique). Ce sont eux également qui signalent les personnes qui ne respectent pas leurs obligations « alternatives », en les envoyant au trou.

Le SPIP a donc un rôle central dans cette « individualisation de la peine » qui est à la base d'un système de prix et chantages liés aux « alternatives » à l'enfermement pur et simple. Un système qui casse la solidarité entre détenus et pousse chacun à intégrer l'idée que la peine est nécessaire et qu'on ne peut s'en sortir qu'en collaborant avec ses propres bourreaux. [...]

## Cherrueix

### Cherrueix, France : La mairie déconnectée

**Lundi 9 juillet 2018, la mairie de Cherrueix, près de Dol-de-Bretagne, s'est aperçue qu'elle n'avait plus le téléphone et que sa connexion à internet était fortement perturbée.**

C'est en allant voir l'armoire téléphonique, située dans le bourg, que Jean-Michel Taillebois, adjoint



au maire, a constaté que **les portes ont été forcées et abîmées. De nombreux fils téléphoniques ont été arrachés à l'intérieur.**

Ce mercredi 11 juillet, l'opérateur Orange qui est en charge de la remise en service du réseau, n'était toujours pas intervenu.

Ceci est un bel exemple simple et efficace pour débrancher, ne serait-ce que pour un court moment, les communications de la domination.

[Reformulé de la presse locale, 11.07.2018]

## Dordogne

### **Coulounieix-Chamiers (Dordogne) : L'équipement d'Orange en feu, de nombreuses entreprises sans téléphone ni internet**

*Sud-Ouest / jeudi 19 juillet 2018*

**Un sous-répartiteur a été incendié. Les dégâts sont importants.** Le retour à la normale est prévu pour mercredi 25 juillet.

N'en voulez pas à vos interlocuteurs installés à Créa@vallée si depuis lundi, ils ne prennent pas vos appels. Ce n'est pas qu'ils sont partis en vacances. Plus prosaïquement, **560 clients Orange de la zone d'activités de Coulounieix-Chamiers sont privés de téléphone et d'ADSL depuis quatre jours. Dans la nuit de dimanche à lundi, un sous-répartiteur situé près du pont sur lequel passe l'A89 a été incendié. L'armoire a été entièrement détruite.**

Cette situation pénalise nombre de professionnels qui se trouvent, de fait, injoignables. Les bâtiments équipés de la fibre limitent la casse : le réseau n'étant pas le même, leurs occupants profitent toujours d'Internet (c'est par exemple le cas du pôle interconsulaire).

Mais les entreprises et les commerces se contentant de l'ADSL se retrouvent « seuls au monde », pour reprendre la formule mi-amusée, mi-agacée du patron de Patapain.

« Les clients ne peuvent pas nous joindre, je ne peux pas passer de commande à l'entrepôt et le terminal de paiement sature. »

Il était justement en train d'explorer une solution pour décharger l'appareil afin d'accepter à nouveau les cartes bancaires. Du moins en partie puisque tant que la ligne n'est pas rétablie, les cartes à autorisation systématique ne passent pas.

Au 15, l'hôtel voisin, ce sont surtout les clients qui sont pénalisés : « Les représentants aiment bien pouvoir utiliser le Wifi le soir pour transférer leurs données », dit le gérant.

Mercredi, Orange prévoyait le retour à la normale pour mercredi 25 juillet. « On a commandé une nouvelle armoire, on attend de la réceptionner. Une fois qu'on l'aura, il faudra recréer tout le réseau, c'est-à-dire **reconstruire les lignes une par une.** »

Avec les tests dans la foulée et même avec « des équipes mobilisées », il faudra donc encore tenir une semaine. À la suite de cet acte de vandalisme, Orange a déposé plainte.

\*\*\*\*\*

*Sud-Ouest / vendredi 20 juillet 2018*

[...] À la zone Créa@vallée, à Coulounieix-Chamiers en Dordogne, une partie des 560 clients d'Orange privés depuis lundi de téléphone et d'ADSL pourrait retrouver ces services dans la journée de vendredi.



Orange reste sur un retour total à la normale pour mercredi, mais le calendrier pourrait s'accélérer. L'opérateur a réceptionné le sous-répartiteur et a pu l'installer jeudi. Des travaux de génie civil ont été effectués. Des premiers raccordements devraient être réalisés ce jour.

Orange a prévu de mobiliser une équipe ce week-end ainsi que des sous-traitants : « On fait le maximum pour aller le plus vite possible », explique-t-on au sein de l'entreprise. La tâche se révèle fastidieuse car il faut reconstruire les lignes une par une.

Une partie de la zone d'activités Cré@vallée paie un acte de vandalisme commis dans la nuit de dimanche à lundi près du pont du Cerf à Coulounieix-Chamiers, dans l'agglomération de Périgueux. Une armoire a été incendiée.

L'ampleur des dégâts a totalement privé de téléphone, voire d'Internet (passent entre les gouttes ceux disposant de la fibre), des entreprises, des commerces, mais **également le pôle interconsulaire (CCI, Chambre des métiers, Chambre d'agriculture).**

## Florence

### [Florence, Italie : Déclaration publique de Paska et des nouvelles du procès contre Ghespe](#)

Aujourd'hui, 4 juillet, il y a eu la première audience du procès contre Ghespe [pour [l'engin explosif posé devant une librairie fasciste de Florence, le 31 décembre 2016; NdT.](#)]. Elle a peu duré, car les juges ont accepté la demande d'unifier son procès avec l'autre [une quarantaine d'autres compas, dont Paska et Giovanni, eux aussi actuellement en taule, sont inculpé.e.s de [différents actes d'insoumission](#), que Paska liste ci-dessous; NdT.]; ils ont donc simplement renvoyé l'audience au 12 juillet, date de début du procès pour tou.te.s les autres.



Les matons qui l'escortaient ont fait leur possible pour empêcher la communication entre lui et nous, faisant barrage avec leurs corps pour lui gêner la vue des nombreux.ses compas présent.e.s dans la salle. En tout cas, il ne peut pas ne pas avoir entendu les salutations, la chaleur et les cris de liberté qui lui ont été dédiés.

Nous renouvelons l'appel à une présence au tribunal le 12 juillet, pour passer le bonjour à Giova; il est probable que Ghespe sera lui aussi présent, à ce point.

Merci à tou.te.s ceux et celles qui sont venu.e.s d'un peu partout, du Nord, du Sud et de l'étranger : votre force et votre soutien sont d'une valeur incalculable.

Voici une déclaration de Paska, emprisonné dans la prison de Castrogno (Teramo), qui vient d'arriver :

### **La répression n'attaque pas, attaquons-la !**

Salut à toutes et tous,

je me suis enfin décidé à écrire moi aussi quelques lignes sur ce petit manège répressif qui nous frappe, nous anarchistes, et qui est en train de garder en taule moi-même et deux autres compagnons.

Cela fait désormais 11 mois que nous sommes empêtrés dans leurs cages : pour Ghespe ça a été 11 mois en prison, pour moi 7 mois de prison et 4 avec assignation à résidence et retour obligatoire à la maison la nuit, pour Giova 2 mois de taule et 8 entre contrôle judiciaire, retour à la maison la nuit et pointages au comico.

Mais la « fameuse » opération Panico, entamée en janvier 2016 et qui a commencé à frapper le 31 janvier 2017, a en plus « fait cadeau » de jours de prison, d'assignations à résidence, d'obligations de rester à domicile, de retours obligatoires au domicile la nuit, de pointages, d'interdictions de territoire de la ville de Florence ou du quartier Galluzzo, là où il y avait le squat La Riottosa, expulsée avec une autre occupation anarchiste de la ville, Villa Panico.

Tout cela pour une série d'événements qui ont eu lieu en ville : un assaut au siège du groupe néonazi Casa Pound, deux engins explosifs placés devant les locaux de fascistes (dont un lors de la Saint-Sylvestre de 2016, quand un démineur a perdu une main et un œil – d'où l'accusation de tentative de meurtre pour laquelle nous sommes aujourd'hui trois à être en détention préventive), un rassemblement antimilitariste non autorisé, une manif sauvage, un cocktail Molotov contre la caserne des Carabinieri de Rovezzano à la suite de l'arrestation de deux compagnons et une compagne pour une rixe avec les flics devant un concert, des tags sur les murs de la ville... et enfin les délits liés à l'attaque de la Saint-Sylvestre, que les enquêteurs utilisent comme point central de l'affaire.

Une enquête dont le rythme répressif s'est beaucoup accéléré après le 1er janvier 2017, et dans laquelle il ne pouvait pas manquer une accusation d'association de malfaiteurs et quelques rebondissements incroyables : arrestations, libérations, contrôles judiciaires endurcis à cause de quelques tags, révisions, cassation, contre-révisions... juge d'instruction compétent, juge d'instruction incompetent, chefs de la police et services antiterrorisme, Unité opérationnelle de la police italienne (UOPI) et *tutti quanti*... Un bordel judiciaire qui vise à frapper certaines pratiques et celles/ceux qui les portent, parce que insoumis.e.s au système, mais plutôt ses ennemi.e.s.

Les méthodes d'enquête ont été des plus dégueulasses et des plus sordides, mais comment s'attendre à autre chose de la part de nos ennemis ? Plus précisément, pour justifier l'accusation de tentative d'homicide et les délits annexes (possession, fabrication et transport d'arme de guerre), qui touchent nous trois en prison et un autre compagnon, des écoutes de bribes de bavardages entre ami-e-s deviennent des preuves fondamentales, des fragments d'ADN prélevés au gré du hasard deviennent des signes indiscutables de culpabilité, des états d'âme émotifs et personnels deviennent des signes d'admission de culpabilité.

Pour ne pas parler de leur mesquine tentative, à travers tout ce papier qui ressemble plus au scénario d'un film qu'à un dossier judiciaire, de diviser les compagnon-ne-s sous enquête et les monter les un-e-s contre les autres. Tout cela pas seulement pour trouver ceux/celles qui, à leur avis, sont coupables de délits imputés, pour arrêter du monde et expulser des lieux, mais aussi pour essayer de se débarrasser du milieu anarchiste de Florence et le fragmenter encore plus.

Bien, perso, je me dis qu'ils ont essayé, bien qu'ils n'y soient pas du tout parvenus ; il y a encore du monde qui s'organise, discute et agit en ville et ceux/celles qui ont été frappé.e.s par la répression en cette période sont encore là, sur leurs positions, la tête haute; et je crois qu'ils/elles se disent consciemment « je pense que mon parcours est juste parce que j'ai raison ! ».

Leur répression nous a frappé.e.s, oui, mais ne nous a pas du tout annihilé, comme cela était prévu dans leur objectifs de départ.

Aujourd'hui, comment continuer ? Leur répression n'attaque pas, attaquons-la ! Il serait important enfin, à ce point, de recommencer, plutôt que de discuter et réfléchir de mille manières au sujet de la solidarité à apporter comme réponse à la répression, de ces pratiques qu'ils nous contestent et qui les dérangent beaucoup plus que nos discours théoriques.

Oublier cette année et demie de coups durs et repartir de là où ça leur a fait le plus de mal : pour nous, dans ces murs, en nous pliant le moins possible face à leur pouvoir, pour celles/ceux qui sont dehors « avec le choix des armes, qui est à toi, pour ce duel ».

Un bonjour, une énorme accolade et un cri chargé de rage et d'amour pour Ghespe et Giova !  
Contre le pouvoir, contre l'autorité, pour la liberté !  
Pour l'anarchie !

*Paska*

\*\*\*\*\*

*Pour lui écrire :*

**Pierloredo Fallanca**

Casa Circondariale di Teramo

Contrada Castrogno

64100 Teramo

*Et voici aussi les adresses de Ghespe et Giova :*

**Salvatore Vespertino**

**Giovanni Ghezzi**

Casa Circondariale di Sollicciano

via G. Minervini 2/R

50142 Firenze

[Traduit de l'italien de [Anarchici Fiorentini](#) par [Attaque](#), mercredi 4 juillet 2018]

## France

### **Plutôt foutre le feu à ce monde que céder à l'euphorie nationaliste...**

#### **Dol-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine) : Incendie sur le chantier**

*Ouest France / Mardi 11 juillet 2018*

Mercredi 11 juillet, à 00 h 15, les pompiers de Dol sont intervenus pour éteindre **un incendie qui a détruit deux véhicules de chantier, un camion et un tractopelle**. Le feu a été fort heureusement rapidement maîtrisé, les deux engins se trouvaient à proximité immédiate de la salle multifonctions de Dol-de-Bretagne. **Le**



**préjudice matériel devrait se monter à plusieurs milliers d'euros.** Le commandant Emmanuel Aubry qui commande la compagnie de gendarmerie de Saint-Malo et les gendarmes de Dol de Bretagne ont été rapidement sur place pour constater les dégâts. Une enquête est en cours avec pour l'instant très peu d'élément.

« *Nous ne pouvons pour l'instant, déterminer la cause de l'incendie. Nous devons attendre les résultats des expertises* », explique la gendarmerie. Le maire Denis Rapinel explique aussi qu'il est bien dommage que cet incendie ternisse la victoire de l'équipe de France. Après le match, la commune était très animée. Mais il se refuse à faire le lien entre les deux événements.

\*\*\*\*\*



## **Les Ulis (Essonne) : Surprise dans le parking de l'hôtel de ville (mais un jeune se fait arrêter)**

*Le Parisien / samedi 13 juillet 2018*

La nuit suivant la victoire des Bleus en demi-finale de la Coupe du monde avait été tendue aux Ulis. **Un incendie s'était déclaré dans le parking sous-terrain de la mairie. Un mineur a été interpellé ce jeudi. Le véhicule d'un employé de la mairie des Ulis avait entièrement brûlé** mardi soir, peu après la victoire (1-0) de la France face à la Belgique, en demi-finale de la Coupe du monde. L'incendie volontaire s'était déclaré dans le parking sous-terrain, au cours d'une fin de soirée tendue. Un garçon âgé de 16 ans a été interpellé et placé en garde à vue ce jeudi dans les locaux du commissariat de Palaiseau. **Il aurait pu être identifié grâce à la vidéosurveillance.**

Le dimanche soir, déjà, d'autres incidents étaient survenus, cette fois devant le commissariat des Ulis. Des jets de pierres et de mortiers d'artifice avaient endommagé le bâtiment, la façade et la porte de l'édifice, causant des dégâts considérables. Quatre jeunes âgés de 16 et 17 ans ont été interpellés mercredi. Chez l'un d'eux, d'autres mortiers ont été retrouvés. Ils ont eux aussi été placés en garde à vue.

\*\*\*\*\*

## **Yvelines : Nuit mouvementée**

*Le Parisien / mercredi 11 juillet 2018*

Plusieurs villes du département ont été touchées par des incidents ce mardi soir à la suite de la qualification de la France pour la finale de la Coupe du monde de football. Douze poubelles et trois conteneurs à ordures ont été incendiés, de Trappes à Achères en passant par Bois-d'Arcy, Plaisir, Verneuil-sur-Seine et Montigny-le-Bretonneux. Sept voitures et un scooter ont également été détruits par les flammes à Chanteloup-les-Vignes, Gargenville, Achères, Andrésy et Houilles. Par ailleurs, **de nombreux affrontements entre des groupes de personnes et les forces de l'ordre ont émaillé le département.**

**Chanteloup-les-Vignes.** La police municipale de Carrières-sous-Poissy a été prise à partie rue des Pierreuses, à Chanteloup, aux alentours de 22 h 20 par une trentaine de personnes. Elle prenait en charge une voiture dont le conducteur, perdu sur le secteur, refusait d'obtempérer. Après que les individus ont quitté les lieux, le véhicule présentait de nombreux impacts.

**Mantes-la-Jolie.** 300 individus se sont regroupés avenue de la République vers 23 heures et ont lancé des projectiles, notamment sur les pompiers. La police, la Bac, l'unité canine et l'Unité d'intervention spécialisée (USI) sont intervenues, essuyant également des jets d'objets. Quatre personnes ont été interpellées.

**Montigny-le-Bretonneux.** Une soixantaine d'individus ont pris à partie les effectifs de police place Georges-Pompidou aux alentours de 22 h 40. Après avoir porté plusieurs coups sur le véhicule, l'un d'entre eux a réussi à briser le pare-brise. La police s'est libérée avec l'aide d'une grenade lacrymogène.

**Plaisir.** Au rond-point Robert-Schuman, une trentaine de personnes ont jeté des pierres vers 23 h 30 sur un équipage de la Bac. Les policiers ont riposté en lançant trois grenades lacrymogènes.

**Trappes.** À 23 h 30, les pompiers ont fait l'objet de jets de projectiles par une vingtaine d'individus avenue Henri-Barbusse. En raison d'un feu de poubelle, les effectifs de police locaux sont intervenus pour aider les pompiers.

**Vernouillet.** Une quinzaine d'individus ont mis en place des barricades boulevard de l'Europe à 0 h 25. Alors que la police tentait de rétablir la circulation en déplaçant les barricades, ils ont fait l'objet d'un jet de projectile, avant de réussir à disperser le regroupement.

\*\*\*\*\*

## **Savigny-le-Temple (Seine-et-Marne) : Les policiers caillassés**

*Le Parisien / jeudi 11 juillet 2018*

L'après-match a été un peu tendu à Savigny-le-Temple, mardi 10 juillet, à l'issue de la demi-finale France-Belgique de la Coupe du monde de football. Vers 0 h 15, **les policiers sont appelés pour des feux de plusieurs containers à poubelles** avenue du Clocher, située en Zone de sécurité prioritaire (ZSP). Une fois sur place, **ils essuient des jets de projectiles**. Ils ont dû répliquer en lançant des grenades de désencerclement, du gaz lacrymogène et en tirant à l'aide de flash-ball. Ils ont surtout **arrêté l'un des auteurs de troubles présumés, qui a été placé en garde à vue**. Aucun policier n'a été blessé durant l'intervention.

\*\*\*\*\*

## **Aurillac (Cantal) : Feu dans des parking de la ville**

*La Voix du Cantal / mercredi 11 juillet 2018*

Mardi 10 juillet 2018, jour de demi-finale de coupe du monde de football entre la France et la Belgique. Une fan-zone est alors installée sur l'esplanade Michel Crespin. La match se termine vers 22h, l'heure est à la fête quand il est 23h15 environ et que les pompiers sont prévenus d'un départ de feu dans le parking souterrain de l'immeuble des Gentianes, situé en face du cinéma le Cristal.

**Un immeuble qui abrite des services de la Caba [Communauté d'agglomération du bassin d'Aurillac; NdAtt.], de Pôle Emploi et des appartements.** Sur place, les pompiers interviennent dans un espace contraint, de la fumée se dégage. « *Au total, 2 voitures ont été entièrement brûlées et quatre autres sont partiellement endommagées. Des personnes ont dû être transportées à l'hôpital d'Aurillac à cause de l'intoxication* » indique le capitaine Cambon. D'autres personnes ont été relogées par la Ville. Au total, 35 pompiers sont intervenus lors de l'opération, le Smur et la police étaient aussi présents.

**Quelques minutes plus tard, vers 0h30, un autre départ de feu est constaté au niveau 2 du parking souterrain de l'Hôtel de ville. Une deuxième équipe est intervenue. Là aussi, 6 voitures ont été brûlées dont un véhicule de la municipalité.**

Une enquête a été ouverte et : « *deux individus cagoulés sont recherchés* » indique Pierre Mathonier, maire de la ville. Des individus qui sont apparus sur les caméras de vidéoprotection. « *Je déplore bien évidemment ce geste qui est de la violence urbaine gratuite.* » Si le parking de l'hôtel de ville a été fermé aujourd'hui, tout devrait rentrer dans l'ordre ce jeudi et le marché traditionnel du samedi ne sera pas perturbé.

Le maire a décidé de maintenir la fan-zone pour la finale de la coupe du monde qui aura lieu dimanche 15 juillet à 17h. Une fan-zone située sur l'esplanade Michel Crespin.

De son côté, la Caba indique : « L'accès à l'Immeuble de la Paix étant temporairement interdit, les services de la CABA situés au sein de ce bâtiment sont relocalisés sur différents sites communautaires. Un acte de malveillance perpétré dans la nuit du 10 au 11 juillet dans le garage de l'Immeuble de la Paix entraîne une interdiction temporaire de l'accès à ce bâtiment. Dans la matinée du 11 juillet, la Direction et les Services de la CABA ont mis en place en urgence des solutions pour réorganiser les postes de travail concernés et réaffecter dans d'autres locaux les 45 agents travaillant dans cet immeuble afin d'assurer la continuité du service public. [...]

## **Des mauvais moments pour les bleus (mi-juillet 2018)**

**Draveil (Val-d'Oise) : Attaque au mortier du centre de formation des flics**

*Le Parisien / Mercredi 11 juillet 2018*

La police est dans le viseur des délinquants. Après [l'attaque au mortier d'artifice survenue ce week-end contre le commissariat des Ulis](#), c'est le centre régional de formation (CRF) de la police nationale de Draveil qui a été la cible d'un petit groupe de jeunes dans la nuit de lundi à mardi.

Selon nos informations, **le château abritant les formations initiales des adjoints de sécurité a été visé par**

**des tirs de mortier d'artifice** qui n'ont causé aucun dégât et fait aucun blessé. Une patrouille du commissariat de Draveil a repéré un groupe qui prenait la fuite en courant à travers le quartier des Bergeries, voisin du CRF. L'un de ces jeunes, un adolescent de 15 ans déjà bien connu des services de police, a été interpellé et placé en garde à vue.

**En 2005, l'école avait été visée par des jets de cocktails Molotov contre un des bâtiments.** « *A ma connaissance, il n'y a pas eu de faits de cette nature récemment* », note Georges Tron, maire (LR) de Draveil. Pourtant, l'école s'est dotée, il y a quelques semaines, de rouleaux de barbelés surmontant la clôture donnant sur le quartier des Bergeries. « C'est de nature à stigmatiser tout un quartier, estime un autre élu, d'autant que cette installation a été réalisée sans que la mairie ne soit prévenue... »

D'après Jean-François Papineau, directeur départemental de la sécurité publique (DDSP), « ces barbelés ont été installés il y a plusieurs années. Mais il se peut que la protection ait été renforcée ». Sur des photos datant d'octobre 2017, ces rouleaux n'apparaissent pas... Contactée, la direction de l'école n'a pas souhaité répondre à nos questions.

\*\*\*\*\*

## **Toulouse : Touchés !**

*actuToulouse / jeudi 5 juillet 2018*

Les tensions entre policiers et jeunes des quartiers de Toulouse sont toujours vives et les violences toujours d'actualité. Mercredi 4 juillet 2018, plusieurs incidents ont eu lieu entre forces de l'ordre et habitants du Mirail et de Bagatelle dans le cadre de contrôles en rapport avec des trafics de stupéfiants.

Alors qu'ils sont en train de sécuriser un hall où s'effectuent divers trafics de drogue, un équipage de policiers est pris à parti par une quinzaine d'individus, chemin Auriacombe, dans le quartier du Mirail, mercredi soir. **Des projectiles sont alors lancés en direction des forces de l'ordre**, notamment par de jeunes guetteurs. **Chaises, bouteilles en verre... La situation avait tout d'un guet-apens.** Les policiers ont été contraints de faire l'usage de gaz lacrymogène pour se dégager, avant qu'une autre patrouille ne leur vienne en renfort. **Deux agents ont été blessés après avoir été touchés à la jambe et au visage**, notamment.

Dans l'après-midi du mercredi 4 juillet 2018, déjà, d'autres policiers avaient été agressés. Alors qu'ils sont en train d'effectuer un contrôle sur un individu sur le lieu d'un trafic de stupéfiants, dans le quartier Bagatelle, ce dernier lance **un grand coup dans le véhicule des fonctionnaires, entraînant leur chute.** Déséquilibré par l'impact, l'homme en question est également tombé à terre, ce qui a permis aux agents de procéder à son interpellation.

\*\*\*\*\*

## **Héricourt (Haute-Saône) : La BAC se fait remettre à sa place**

*France 3 / jeudi 5 juillet 2018*

Il est deux heures du matin, ce mercredi 4 juillet quand la BAC, la brigade anti-criminalité, intervient à Héricourt en Haute-Saône pour des dégradations commises par deux individus. Après une enquête de voisinage, les forces de l'ordre retrouvent les auteurs et les interpellent. Une interpellation qui tourne mal. **Les deux auteurs agressent les policiers. Les blessures de l'un d'eux nécessiteront neuf points de sutures au niveau de la tête. Les deux autres ont été blessés à la main et à la cuisse.**

Les deux individus ont été présentés ce jeudi 5 juillet au tribunal de Vesoul. [...]

\*\*\*\*\*

## **Lyon : Il aurait mieux fait de la fermer**

*Lyon Capitale / mercredi 4 juillet 2018*

Dans la nuit du vendredi 29 juin au samedi 30 juin, un policier a subi des agressions à la sortie de la péniche Le Sirius. **Alors qu'il avait demandé à un pickpocket de sortir de la péniche, il a terminé la soirée dans un guet-apens.**

Il y a foule le week-end sur les berges du Rhône, en particulier sur la péniche Le Sirius. Un policier de repos a décidé d'y passer la soirée avec son frère et deux amis. En remarquant un individu en train de fouiller les poches et les sacs des clients, le policier lui demande de quitter la péniche sans révéler sa fonction. Lorsque le groupe d'amis s'apprête à longer les berges du Rhône, **un groupe de dix personnes, dont le pickpocket, les accueille avec des panneaux de signalisation provisoires en guise d'armes. Le policier tente de calmer la situation en leur indiquant sa profession, mais cela n'arrange rien, car une rixe a quand même lieu.** Selon son avocat maître Philippe Bontems, le gardien de paix a sorti sa matraque télescopique pour se défendre et aurait blessé légèrement un des agresseurs. Alors que d'autres policiers viennent en renfort, l'homme à l'origine de la rixe prend la fuite et seul son frère a pu être interpellé. Il a été mis en examen pour violence entraînant une ITT inférieure ou égale à 8 jours avec arme, en réunion et en état d'ivresse. Depuis dimanche, il a été placé en détention provisoire dans la maison d'arrêt de Corbas. **Le policier a en effet eu une ITT de 2 jours**, il est désormais partie civile auprès du juge d'instruction qui va se charger de l'enquête afin de trouver le principal responsable. Et Maître Bontems de conclure : **“La police n'est plus considérée comme gardienne de la paix, mais la cible privilégiée.”**

\*\*\*\*\*

## **Gignac (Hérault) : Entre municipale et gendarmes, ils ne font pas de préférences**

*e-metropolitain / lundi 2 juillet 2018*

[...] ils ont volontairement dégradé des véhicules en stationnement, notamment en ciblant à trois reprises dans la nuit, la même voiture d'un Gignacois exaspéré, mais, **l'un des mineurs a bombardé de pierres la façade de la brigade de gendarmerie de Gignac, pendant que ses deux complices présumés étaient entendus dans le cadre d'une garde à vue.**

Cette garde à vue visait les dégradations volontaires, mais également les délits d'**outrages et de rébellion envers les militaires de la gendarmerie.**

On apprend ce lundi que **ces trois adolescents avaient caillassé un véhicule d'intervention de la police municipale de Gignac, quelques jours avant d'avoir pris pour cible les gendarmes** de la communauté de brigades de Gignac-Aniane. La voiture des policiers municipaux a été endommagée. La mairie de Gignac a déposé plainte.

Le dossier concernant les agissements des trois adolescents qui devient volumineux a été transmis au parquet des mineurs du tribunal de grande instance de Montpellier qui a donner des suites pénales. Un juge des enfants pourrait être rapidement saisi.

\*\*\*\*\*

## **Loir-et-Cher : Tout le monde (ou presque) déteste la police et les pompiers**

*La Nouvelle République / jeudi 12 juillet 2018*

Pour les policiers et les gendarmes de terrain, le constat est sans appel. « **Les violences, il y en a de plus en plus.** En intervention ou en contrôle, il faut toujours être sur le qui-vive, ça peut toujours partir en situation compliquée », relate la policière V., une quinzaine d'années d'expérience derrière elle, tout comme son collègue M.

Le binôme blésois évoque un quotidien pas toujours facile, avec des insultes, parfois des menaces, voire des coups. « **Il y a dix ans en arrière, ce n'était pas comme ça, c'est allé crescendo.** On fait davantage attention. On ne va pas aller au clash, ça n'en vaut pas le coup. On a de l'expérience, on prend du recul », insistent les deux policiers. Ils indiquent qu'ils déposent plainte systématiquement quand ils sont victimes de violences physiques. Mais lorsqu'ils sont insultés... « Les outrages, on ne les relève pas tout le temps. »

Les violences verbales ou physiques peuvent survenir à tout moment. « On est obligé de se le dire et on se doit de le prendre en compte », insiste le capitaine Christophe Guertin, commandant en second de la compagnie de gendarmerie de Romorantin. Aussi, l'officier précise que les conditions d'interventions ont évolué, pour des

raisons de sécurité des personnels, tant sur le plan des équipements matériels que dans l'organisation des patrouilles.

Les policiers M. et V. ont déjà été blessés lors d'interventions. « Ça marque. Même pour nos enfants, ils ne comprennent pas comment on peut s'en prendre à un policier... »

Le capitaine Guertin, lui aussi, a déjà été pris à partie : « On est blessé dans sa chair, mais dans la tête, on l'est aussi. »

Dans leur quotidien, Éric et Philippe, de l'escadron départemental de sécurité routière, sont confrontés à un autre type de violence : la violence routière. Ils ont déjà dû se jeter au fossé pour éviter d'être renversés par des automobilistes pas très enclins à s'arrêter à un contrôle.

Les deux gendarmes relèvent que les refus d'obtempérer sont plus nombreux qu'avant, surtout depuis l'instauration du permis à points en 1992.

Les deux gendarmes vivent parfois difficilement les sempiternelles « accusations » des usagers de la route contrôlés : « Vous n'avez que ça à faire ? », « Vous n'avez pas honte quand vous vous regardez dans la glace ? » « A cause de vous, je vais perdre mon boulot ! »

Les deux hommes partagent le même sentiment. Ils perçoivent ses remarques « comme des insultes ». « C'est du non-respect, ça chagrine. » Mais les militaires ne veulent pas noircir le tableau et précisent que « dans la majorité des cas, ça se passe bien ». Philippe précise : « Les gens alcoolisés qu'on arrête, le lendemain, neuf fois sur dix, ils s'excusent. »

La problématique de l'alcool et des stupéfiants est majeure dans les cas de violences envers les forces de l'ordre. Elle est présente dans « 80 % » des cas souligne le capitaine Guertin. Et ces agressions surviennent essentiellement la nuit. La misère sociale et la détresse psychologique, qui vont souvent de pair, sont aussi « propices » à des dérapages.

Alors, y a-t-il toujours le respect de l'uniforme ? « D'une manière globale, on va dire que oui. Après, de là à dire qu'on est respecté tel qu'on devrait l'être, c'est différent », note le capitaine Guertin.

« **La peur de l'uniforme, elle n'existe plus.** Avant, c'était une force. Aujourd'hui, c'est un peu une faiblesse, même si on est très fiers de porter cet uniforme ! » lancent Éric et Philippe. Des propos que leurs collègues policiers rejoignent.

Malgré des situations parfois difficiles, les hommes et femme rencontrés ont leur métier chevillé au corps. « J'aime rechercher le bandit, le ramener... Je suis faite pour ça ! », lance la policière V. Éric aussi. « Après coup, je me demande ce que j'aurais fait. C'est riche comme métier. Ce que je suis aujourd'hui, je le dois à la gendarmerie. »

Vendôme, dimanche 17 juin 2018. Trois **pompiers** interviennent pour qui ce qui s'apparente à un départ de feu dans un appartement de l'allée Louis-Jouvet. Ils s'apprêtent à aérer la pièce quand, soudain, l'occupant des lieux se jette sur eux. Les trois pompiers sont blessés, l'un d'eux s'est vu octroyer une incapacité totale de travail de huit jours.

Les statistiques au niveau national montrent **une augmentation des agressions envers les pompiers : une hausse de 17,6 % en 2016.** Mais ces données cachent des disparités, notamment en Loir-et-Cher. Les violences envers les pompiers ne sont pas en hausse. Au contraire. « Il y a beaucoup moins d'agressions depuis une dizaine d'années », témoignent Gilles, 35 ans d'expérience, Dominique, 32 ans d'interventions au compteur, et Guillaume, 16 ans d'ancienneté.

Gilles et Dominique se souviennent des années 2000-2001, où ils avaient été victimes de caillassages à Blois et de ces interventions entourées d'un cordon de CRS. Si les secours sont parfois encore la cible de jets de pierre, cela reste des « cas particuliers ». « Il y a des pics comme ça », indique Gilles, parfois en lien avec des



actualités nationales, comme ce fut le cas lors des violences urbaines à Clichy-sous-Bois en 2005, qui avaient eu des répercussions pour les secours en Loir-et-Cher.

Pour Dominique, les violences sont « des actes isolés, imprévisibles, plutôt que quelque chose de récurrent. » L'exemple de Vendôme le 17 juin illustre bien ces propos. « Tu pars pour un feu, tu y vas confiant et tu te fais agresser sauvagement », souligne Gilles. Et de poursuivre : « On est dans l'aide à la personne, et on se fait agresser. C'est hyperparadoxal ! »

Si les agressions sont « rares physiquement », « oralement, c'est régulier ». Car les pompiers sont, comme les forces de l'ordre, parfois victimes d'insultes. « Les gens râlent beaucoup parce qu'ils veulent qu'on soit là tout de suite, ils sont de plus en plus exigeants », explique Guillaume.

Habitué à répondre aux appels d'urgence « 18 », il précise que le Service départemental d'incendie et de secours forme les opérateurs aux « appels difficiles ». « Cela permet de prendre du recul quand on est face à beaucoup de nervosité. On apprend aussi à prendre l'ascendant sur une personne agressive. Le but c'est de temporiser parce que si vous rentrez dans le jeu de la personne, vous perdez du temps sur l'opérationnel. »

Les pompiers partagent le même point de vue que les gendarmes et policiers de terrain rencontrés : « L'uniforme est beaucoup moins respecté qu'avant. » Un « problème de société » dû notamment à une plus grande détresse sociale.

Les pompiers indiquent qu'ils sont « sur leurs gardes » quand ils interviennent mais qu'ils n'ont « pas d'appréhension ».

Cependant, après une intervention compliquée, les pompiers débriefent entre eux. Si besoin, ils peuvent aussi avoir recours à une aide psychologique, comme c'est le cas aussi pour les policiers et les gendarmes.

50 – C'est le nombre de plaintes déposées par les pompiers et le Service départemental d'incendie et de secours de Loir-et-Cher (Sdis 41) depuis 2012, « pour des motifs variés, dont des incivilités », indique le colonel Léopold Aigueparse, directeur du Sdis 41, qui précise également que « les chiffres sont stables tous les ans ».

Le colonel Phocas, chef des gendarmes, le colonel Aigueparse, chef des pompiers, le commissaire Milin, chef des policiers (dans le Loir-et-Cher)

Les chefs des pompiers, policiers et gendarmes affichent leur vigilance par rapport aux faits de violences physiques ou verbales que peuvent subir les hommes et les femmes de leurs services.

« Nous avons fait le choix du dépôt de plainte systématique dès qu'il y a des faits de violences ou d'insultes », insiste le colonel Léopold Aigueparse, directeur du Service départemental d'incendie et de secours (Sdis).

L'encouragement au dépôt de plainte est le même dans le discours du colonel Guilhem Phocas, n° 1 des gendarmes, et du commissaire Guy Milin, patron des policiers. Mais ce dernier précise : « Il faut distinguer les outrages du reste. Un policier, par nature, se blinde. Il ne " s'offusque " plus, même si ça ne fait jamais plaisir, car il sait qu'il va parfois se retrouver face à un public qui le traitera de tous les noms. Mais cela reste inadmissible. » Le patron des policiers ajoute que, s'il y a des outrages caractérisés, des violences et/ou une rébellion, il ne faut pas laisser passer.

« Il y a à l'égard de l'uniforme une agressivité. Ça s'est dégradé », souligne, quant à lui, le colonel Aigueparse.

Le respect de l'uniforme est mis à mal, est-ce à dire que la peur du gendarme ou du policier n'existe plus ? « Heureusement qu'elle existe encore ! Cette peur, c'est ce qui participe à l'ordre républicain », souligne le commissaire Milin.

Mais cette peur et ce respect de l'uniforme disparaissent d'autant plus quand les forces de l'ordre ou les secours ont face à eux des gens sous l'emprise de l'alcool ou de stupéfiants.

« Quand on est alcoolisé, oui, on ne respecte plus l'uniforme », note le colonel Phocas. Et le commandant du groupement de Loir-et-Cher d'insister sur la nécessité de « sécuriser les interventions ». La géolocalisation de

chaque véhicule de gendarmerie va dans ce sens. Ainsi, en cas de difficulté, la patrouille la plus proche peut rapidement venir en renfort de ses collègues.

## Que brûlent les feux de joie, que brûle la France

Le foot et sa liesse « populaire » comme outil de pacification sociale du capitalisme, qui permet de cacher la misère sous le tapis à grand coup d'unité nationale soit-disant multiculturelle.

Suite à la victoire de l'équipe de France en demi-finales de la coupe du monde, une certaine ferveur s'est emparé des rues dans les différentes villes du « territoire français ». Dès le coup de sifflet de final, des centaines voire des milliers de personnes se sont réunis sur les places des centre villes. On pouvait entendre crier, chanter, rire, voir des inconnus s'embrasser et danser, des individus sauter sur les voitures passantes, sentir des fumigènes s'allumer. Quelque chose d'inhabituel flottait dans les airs. Une fièvre qui avait un avant-gout de ce à quoi pourrait ressembler un moment d'effervescence révolutionnaire, de rupture avec la normalité.

Or, dans ce monde de patrons, de flics et de politiciens, le foot (au même titre que l'alcool, la drogue, la religion, les jeux etc.) sert la pacification sociale. Parce qu'il nous fait sortir de la morosité du quotidien et de la misère (matérielle et affective) le temps d'un instant (sans pour autant que rien ne change dans nos vies), le football contribue à mieux nous faire accepter la merde quotidienne. De même que le rap, le foot (ou plus largement la musique, l'art et le sport) offre des possibilités individuelles de sortir de la galère. Mais combien de footballeurs et de rappeurs millionnaires pour combien de précaires, de chômeurs, de galériens ou de prisonniers ? Le capitalisme vend des rêves de jours meilleurs. Il nous apprend à sagement attendre un hypothétique jour de gloire. Mais tout cet espoir n'est qu'illusion. Nous ne sommes – une fois la France qualifié en finale du Mondial- toujours rien d'autre que le rôle qui nous a été assigné par le capital.

Et si les politiciens de tous bords ont salué la victoire de l'équipe de France, ce n'est pas un hasard. Car derrière les querelles politiciennes et les apparences de pluralités idéologiques, de Mélenchon à Le Pen, on soutient le capital et la nation. Que le capital soit géré par des libéraux ou par des keynésiens n'est pas la question. Que la nation se fasse l'étendard de la liberté ou de l'égalité non plus. Car le problème est précisément l'existence de nations, de capitalistes et de tout ce qu'ils comprennent d'exploitation, d'écrasement, de frontières, de guerres et de morts. Et alors que l'on nous chante, comme il y a 20 ans, la formidable existence d'une « équipe de France black blanc beur » vu comme symbole du modèle d'intégration républicain à la communauté nationale, on tait bien vite les conflits sociaux réels. Cette même équipe de France dont les joueurs étaient traités de « caïds immatures » par la ministre des sports Roselyne Bachelot en 2010. Car quand les « bleus » sont mauvais, médias et politiques les renvoient immédiatement à leur condition originelle : celle de prolétaire issu de l'immigration, de « racaille ».

Et alors que les drapeaux français sont brandis aux quatre coins des rues, il semble important de rappeler que la nation n'est rien d'autre qu'une idée (de merde), un mythe visant à créer un sentiment d'appartenance commun servant à justifier l'existence d'un État, autorité dont les intérêts seront toujours contraires à ceux des individus. Et alors que des bourgeois s'extasient aux côtés de pauvres de la victoire de la FRRAAANCCEEE, peut-être ferions-nous mieux de nous demander comment il est possible d'accepter un telle hypocrisie. Car ce sont les mêmes qui soutiennent les assassinats de l'État par l'intermédiaire de sa police qui font d'Umtiti un héros national. Mais comment cela pourrait-il en être autrement ? La police n'a jamais eu d'autre fonction que de maintenir l'ordre social en place, c'est-à-dire de protéger la propriété privée (socle sur lequel repose le capitalisme et donc la richesse de ces mêmes bourgeois nationalistes) et les institutions étatiques.

Dans un monde qui ne laisse pour seul alternative au travail que la prison, le spectacle que représente le foot et le folklore qui l'accompagne contribuent à nous faire miroiter des rêves d'argent, de voitures de luxe, de femmes objets. Car championne du monde ou pas, l'équipe de France sera toujours composée de millionnaires quand tu retourneras trimer pour un patron ou t'exploiter toi-même (start up nation oblige).

Alors s'il y a bien quelque chose à faire de cette éventuelle victoire (ou défaite d'ailleurs) de l'équipe de France en finale de la Coupe du Monde, c'est de profiter de notre présence massive dans les rues pour partager et propager un peu de la joie et de la rage que nous portons au travers de la destruction de tout ce qui nous opprime quotidiennement. Car pour que la joie perdure, que les possibles s'ouvrent, que la fête se prolonge, les institutions et les hommes qui font de nos vies un ennui mortel doivent être attaqués et réduits en cendres. Au lieu de brandir des drapeaux français, brûlons-les avec fierté – non pas pour les remplacer par d'autres – mais pour que plus jamais nous n'ayons à nous conformer à des identités, à subir l'enfermement dans les cages et les catégories du pouvoir. Pour ne plus jamais suivre quelconque bannière vantant les mérites de la nation ou dont ne sait quelle connerie.

Pour vivre libre ici et maintenant.

Mort à l'État, mort au patriarcat.

Que brûlent les prisons, que meurent les patrons.

Nik la France et toutes les nations.

## **Tout niquer devient Mondial**

*Pourquoi tout niquer lorsqu'on est Champions du Monde ?*

Parce que le foot c'est la fête, même si on s'en fout de l'Équipe de France.

Parce qu'une victoire en phase finale c'est ivresse, joie et bordel assuré dans la rue.

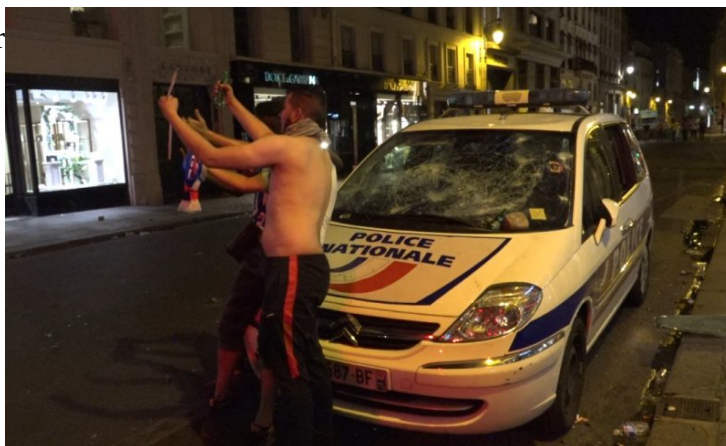
Parce que c'est pas tous les jours qu'on peut faire les zinzins sur les voitures ou les bus.

Parce qu'il y a mille raisons d'insulter les flics, pour Aboubakar, et tous les autres.

Parce que le champagne, les boissons fraîches et les polos Lacoste, c'est mieux quand c'est gratuit.

Le Lacoste de Lyon qui se fait vandaliser après le match de la coupe du monde  
[pic.twitter.com/yxXEjo9Mnk](https://pic.twitter.com/yxXEjo9Mnk)

Parce que M'Bape checke les Pussy Riots qui envahissent le terrain pour demander la libération des prisonniers politiques.



Parce que les banlieusards et leurs drapeaux viennent nous rappeler que les trois-quart de l'Équipe de France est issu de l'immigration.

Une trentaine de jeunes ont cassé et pillé dimanche soir le Drugstore Publicis des Champs-Élysées, à Paris, où des centaines de milliers de personnes fêtent la victoire française à la Coupe du monde  
[#AFP pic.twitter.com/J4cTs95BnW](https://pic.twitter.com/J4cTs95BnW)

— Agence France-Presse (@afpr) [July 15, 2018](https://twitter.com/afpr/status/960000000000000000)

Parce qu'on a connu 98 et la France Black-Blanc-Beur et qu'on se fera pas avoir deux fois.

Parce que la Marseillaise c'est la révolution, pas la république.

Parce que barricader les rues et ralentir la police, c'est faire durer ce moment d'exception.

**Parce qu'il n'y aura pas d'unité nationale.**

Coupe du monde: pillage et affrontement avec les forces de l'ordre en marge de la fête sur les Champs-Élysées [pic.twitter.com/Dj24B0Hnzz](https://pic.twitter.com/Dj24B0Hnzz)

— BFMTV (@BFMTV) [July 15, 2018](#)

L'article [Tout niquer devient Mondial](#) est apparu en premier sur [Rouen dans la rue](#).

## **14 juillet et finale de foot : A bas la France !**

### **Fiers d'être anti-bleus**

#### **Bilan de la répression après leur victoire**

*Le Figaro via AFP / Mardi 17 juillet 2018*

Dimanche soir, plusieurs heures après la victoire des Bleus en finale de la Coupe du monde, ils ont quelque peu gâché la fête. Vols, violences, dégradations, outrages et rébellion aux forces de l'ordre... Hier soir, le parquet de Paris a indiqué que **les gardes à vue de 31 personnes soupçonnées d'avoir participé aux débordements survenus dans la capitale avaient été prolongées**. La préfecture de police avait initialement annoncé, hier, que 90 personnes avaient été placées en garde à vue dans la capitale, mais le parquet de Paris a revu ce bilan à la baisse dans la journée pour atteindre **un total de 57 gardes à vue**. Selon le parquet, ce différentiel s'explique par le fait que ce comptage ne retient que les «infractions directement liées à la finale de la Coupe du monde de football», excluant par exemple d'autres délits comme certaines infractions routières. Au total, 292 personnes ont été placées en garde à vue dans toute la France lors de cette nuit festive, notamment émaillée dans plusieurs grandes villes, comme à Paris, Lyon ou Marseille, par des échauffourées opposant des forces de l'ordre à des groupes de «casseurs» **Sur les 57 personnes en garde à vue hier à Paris, 44 étaient majeures et 13 mineures. Concernant les 44 majeurs, neuf d'entre eux ont été libérés lundi sans être poursuivis en raison d'infractions insuffisamment caractérisées, tandis que 23 autres ont vu leur garde à vue prolongée lundi soir, certains soupçonnés d'être impliqués dans des scènes de pillages**, d'après une source proche de l'enquête.

Onze majeurs vont par ailleurs être présentés à la justice en vue d'une éventuelle comparution immédiate devant le tribunal correctionnel. Un autre a par ailleurs été convoqué devant le délégué du procureur qui pourrait lui notifier un stage de citoyenneté.

Du côté des mineurs, huit d'entre eux étaient toujours entendus en garde à vue lundi soir. Deux autres vont être présentés au parquet pour d'éventuelles suites judiciaires et un mineur est par ailleurs convoqué devant le juge pour enfants. Deux mineurs ont été relâchés pour infractions insuffisamment caractérisées.

\*\*\*\*\*

### **Pillages de l'avenue des Champs-Élysées à Paris, affrontements à Marseille, Lyon, Rouen, Nantes, Grenoble... Qui dit Bleus dit flicaille !**

*Le Parisien avec AFP / Lundi 16 juillet 2018*

**Un total de 292 personnes ont été placées en garde à vue dans toute la France**, selon le bilan établi lundi par le ministère de l'Intérieur. Quarante-cinq policiers et gendarmes ont été blessés au cours d'incidents mais aucun ne l'a été gravement, a précisé le porte-parole du ministère. [...]

**Des blessés et 102 interpellations à Paris.** 102 personnes ont été interpellées dimanche soir à Paris, et 90 d'entre elles placées en garde à vue, a annoncé lundi le préfet de police de Paris. De nombreux blessés sont à déplorer. « Compte tenu de la foule présente et malgré des débordements inacceptables, on doit enregistrer un bilan mesuré », a souligné le préfet Michel Delpuech, lors d'une conférence de presse.

**Trente interpellations après les violences à Lyon.** Les forces de l'ordre ont interpellé 30 personnes dimanche soir à Lyon après les violences, vols et échauffourées. Parmi elles, 18 ont été placées en garde à vue pour des «

vols » par effraction après le **saccage, notamment, d'une boutique de vêtements Lacoste et d'une vitrine du grand magasin Le Printemps au centre-ville**. Les 12 autres sont mises en cause pour des « violences » et « jets de projectiles » sur les forces de l'ordre, ces affrontements sur la presqu'île et dans le quartier de la Guillotière ayant fait 11 blessés légers parmi les 360 gendarmes et policiers mobilisés pour encadrer la soirée.

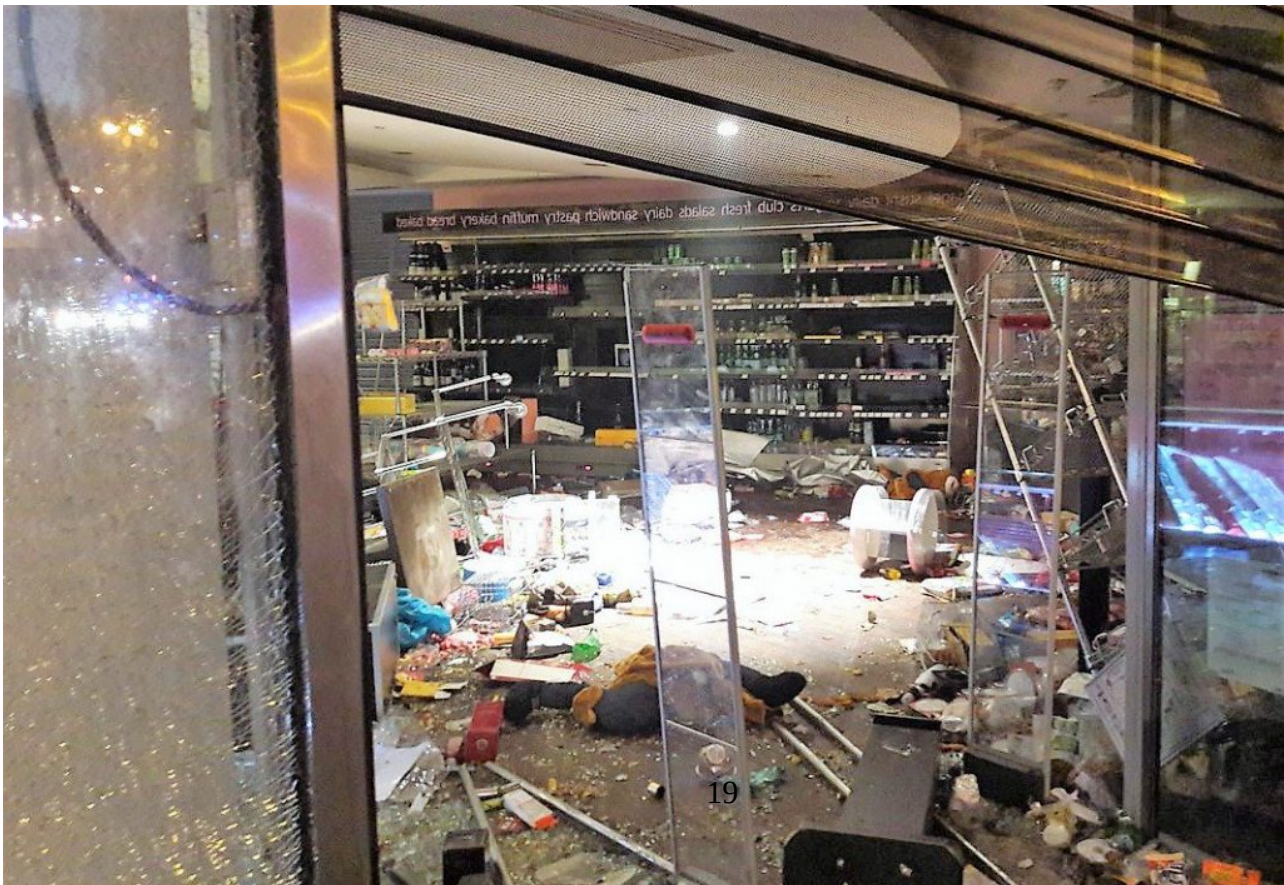
**Le Drugstore des Champs-Élysées pillé par des casseurs**. Dans la capitale, **une trentaine de casseurs [100 à 150 d'après d'autres sources, NdA] ont pénétré avant 22 heures dans le Drugstore Publicis des Champs-Élysées, pillant notamment bouteilles de vin ou de champagne**, avant d'être dispersés par les forces de l'ordre qui se sont ensuite employées à protéger l'entrée du magasin. **Au moins deux autres supérettes ont également fait l'objet de pillages**.

**À Marseille**, plusieurs incidents ont éclaté, notamment autour du Vieux-Port et de la fan zone. « *Il y a eu de nombreux jets de projectiles, deux membres des forces de l'ordre ont été blessés, et 10 personnes ont été interpellées* », a rapporté un porte-parole de la police. Peu avant 23 heures, la situation était redevenue calme.

**À Strasbourg ou à Rouen**, des heurts sporadiques ont opposé jeunes et forces de l'ordre qui ont échangé projectiles et gaz lacrymogènes. Sept personnes ont été interpellées dans la capitale de la Seine Maritime, a rapporté la préfecture. Au total, **quarante-cinq policiers et gendarmes** ont été blessés au cours d'incidents mais aucun ne l'a été gravement, a précisé le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Frédéric de Lanouvelle. [...] Au total, quarante-cinq policiers et gendarmes ont été blessés au cours d'incidents mais aucun ne l'a été gravement, a précisé le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Frédéric de Lanouvelle.

*Images des Champs-Élysées après la fête aux bleus :*





\*\*\*\*\*

## Seine-Saint-Denis : incendies et attaque des bleus

*Le Parisien / Lundi 16 juillet 2018*

**Vingt-quatre véhicules incendiés et dix-huit détruits par propagation des flammes** ont été recensés la nuit dernière en Seine-Saint-Denis. Il a aussi été comptabilisé **vingt-huit jets de projectiles dont huit tirs de mortiers ainsi que douze feux de poubelles repérés notamment à Sevran**. Vingt-huit personnes ont été interpellées à la suite de ces violences diverses. On ne déplore aucun blessé. Ce bilan « relativement satisfaisant » s'explique par la forte mobilisation policière et peut être aussi par un « effet Mbappé », l'attaquant vedette des Bleus, natif de Bondy. Lors de la nuit du 14 juillet, toujours attendue avec appréhension par les forces de l'ordre, « il y a eu moins de véhicules brûlés que l'an dernier », indique la préfecture qui ne divulgue plus officiellement ces chiffres pour éviter un effet de surenchère. En 2016, elle avait recensé une trentaine de voitures détruites par incendie dans le département.

\*\*\*\*\*

## Val-de-Marne : des véhicules cramés, un comico sous les projectiles (dont des Molotovs)

*Le Parisien / Lundi 16 juillet 2018*

Il y a eu des dégâts. Mais bien moins que ce que craignaient les autorités. Selon nos informations, **une dizaine de véhicules ont été incendiés** dimanche après la victoire de l'équipe de France en Coupe du monde. Quelques personnes, principalement des mineurs, ont été interpellées. C'est dans le quartier de La Haie-Griselle à Boissy-Saint-Léger qu'il y a eu, semble-t-il, le plus d'incidents recensés. Dans la nuit de samedi à dimanche, deux jeunes ont ainsi été interpellés pour des menaces de mort sur un policier en faction. Une insulte qui survenait alors que **le commissariat avait été la cible de projectiles, notamment des cocktails-molotov, tout au long de la soirée**. Toujours la même nuit à Vitry, un jeune de la commune avait été arrêté alors qu'il préparait **une rampe de lancement pour mortiers en direction du commissariat**. Au même moment, rue du Docteur-Calmette, à Limeil, la vitre d'un camion de pompiers avait été brisée après un caillassage.

\*\*\*\*\*

## Grenoble : des affrontements, de la casse et des pillages

*France Bleu Isère / Dimanche 15 juillet 2018*

Peu après la victoire des Bleus en finale du mondial dimanche soir, les premiers incidents ont éclaté à Grenoble, **cours Jean-Jaures et cours de la Libération et du Général de Gaulle. Des casseurs – visage recouverts de foulards pour certains – ont renversé une trentaine de voitures, brisé des dizaines de vitres d'abri-bus et de tramway, avant de mettre le feu à de nombreuses poubelles sur les trottoirs**.

Une confrontation avec les forces de l'ordre s'est alors engagée. Policiers et gendarmes ont fait usage de gaz lacrymogène pour faire reculer les fauteurs de troubles qui projetaient sur eux toutes sortes de projectiles. **Au total, cinq personnes ont été interpellées dans les rues de Grenoble**. La pluie qui s'est mise à tomber quelques heures après la fin du match a finalement refroidi les ardeurs des plus belliqueux, la tension retombant petit à petit en soirée.

---

*Le Dauphiné / Mardi 17 juillet 2018*

**Quatorze véhicules incendiés, plus d'une dizaine d'autres retournées, des arrêts de bus ou de tram démolis, deux commerces fracturés et pillés...** C'est une partie du bilan de cette soirée d'après-match dimanche qui a dégénéré en **violences urbaines opposant les forces de l'ordre à une foule hostile comptant, au plus fort, quelque 300 individus dont beaucoup avaient dissimulé leurs visages sous des tee-shirts ou des cagoules**. Pour les sapeurs-pompiers aussi cette soirée de victoire a été particulièrement agitée. Rien que sur l'agglomération grenobloise, ils sont intervenus à 59 reprises pour des secours à personne liés à ces



**rampe de lancement pour mortiers en direction du commissariat.** Au même moment, rue du Docteur-Calmette, à Limeil, la vitre d'un camion de pompiers avait été brisée après un caillassage.

\*\*\*\*\*

## **Grenoble : des affrontements, de la casse et des pillages**

*France Bleu Isère / Dimanche 15 juillet 2018*

Peu après la victoire des Bleus en finale du mondial dimanche soir, les premiers incidents ont éclaté à Grenoble, **cours Jean-Jaures et cours de la Libération et du Général de Gaulle. Des casseurs – visage recouverts de foulards pour certains – ont renversé une trentaine de voitures, brisé des dizaines de vitres d'abri-bus et de tramway, avant de mettre le feu à de nombreuses poubelles sur les trottoirs.**

Une confrontation avec les forces de l'ordre s'est alors engagée. Policiers et gendarmes ont fait usage de gaz lacrymogène pour faire reculer les auteurs de troubles qui projetaient sur eux toutes sortes de projectiles. **Au total, cinq personnes ont été interpellées dans les rues de Grenoble.** La pluie qui s'est mise à tomber quelques heures après la fin du match a finalement refroidi les ardeurs des plus belliqueux, la tension retombant petit à petit en soirée.

---

*Le Dauphiné / Mardi 17 juillet 2018*

**Quatorze véhicules incendiés, plus d'une dizaine d'autres retournées, des arrêts de bus ou de tram démolis, deux commerces fracturés et pillés...** C'est une partie du bilan de cette soirée d'après-match dimanche qui a dégénéré en **violences urbaines opposant les forces de l'ordre à une foule hostile comptant, au plus fort, quelque 300 individus dont beaucoup avaient dissimulé leurs visages sous des tee-shirts ou des cagoules.** Pour les sapeurs-pompiers aussi cette soirée de victoire a été particulièrement agitée. Rien que sur l'agglomération grenobloise, ils sont intervenus à 59 reprises pour des secours à personne liés à ces "festivités" et ont été engagés pour éteindre 78 incendies de diverses natures. Dimanche soir, on était très loin du slogan de la « Métropole apaisée ». Outre ces dégradations, on apprenait aussi par le biais de témoignages qu'un **autocar Flixbus qui passait sur le cours Jean-Jaurès à proximité d'un rassemblement hostile a vu ses soutes ouvertes par des personnes qui voulaient y voler les bagages des voyageurs** avant d'être pris en chasse et mis en fuite par le chauffeur, des témoins et des policiers. Un peu plus tôt, le chauffeur d'un autre autocar de la même compagnie avait été frappé alors qu'il essayait de circuler sur le boulevard Gambetta. Au total, quatre hommes ont été interpellés. Deux d'entre eux avaient jeté des projectiles sur les forces de l'ordre. Un troisième faisait partie d'un groupe qui retournait des voitures sur le cours de la Libération. Ces trois-là, ont été laissés libres et sont convoqués à une date ultérieure devant la justice. Le quatrième en revanche était toujours hier soir en garde à vue. Il avait été appréhendé sur l'avenue des Jeux-Olympiques en possession d'un cocktail Molotov. Hier matin, vers 10 heures et 12 h 20 de nouveaux véhicules ont été détruits par les flammes Allée Picasso à Saint-Martin-d'Hères et rue du Maquis de l'Oisans à Grenoble.

**A Annecy, six véhicules ont été incendiés** au cours de la nuit de dimanche à lundi.

\*\*\*\*\*

## **Mulhouse (Haut-Rhin) : une centaine de jeunes affrontent les bleus**

*DNA / Mardi 17 juillet 2018*

Le dispositif de sécurité mis en place par la Ville de Mulhouse en concertation avec la police a bien fonctionné. Dans l'hypercentre-ville, la circulation des véhicules a été interdite. Des patrouilles fixes de la police municipale ont bloqué la plupart des entrées et des rochers et blocs de béton ont été posés sur certains axes pénétrants. Et hormis quelques fumigènes lancés dans la foule, aucun incident notable n'est à déplorer. C'est finalement loin de ces dispositifs que **les premiers incidents ont été enregistrés vers 20h, avec une voiture incendiée avenue Aristide-Briand.** La présence d'un groupe hostile, avec des individus au visage masqué, a rendu l'intervention des pompiers compliquée. **Les motards de la police municipale, qui sécurisaient**

**précisément une intervention des soldats du feu, ont été la cible de jets de projectiles. Un policier a été atteint au niveau du casque.** Ce même groupe a très vite grossi. On parle d'une centaine de personnes vindicatives. Très mobiles, elles ont joué au chat et à la souris avec les forces de l'ordre entre le quartier de la rue Franklin, la place du Marché et l'avenue Aristide-Briand. **Les policiers ont essuyé des jets de pierres et même de boulons démontés sur du mobilier urbain.**

C'est à l'intersection entre la rue Franklin et le boulevard Roosevelt que les affrontements ont été les plus violents. Les casseurs ont profité de la présence de barrières et de panneaux sur un chantier pour barrer la route et empêcher la progression des forces de l'ordre. Les fonctionnaires de police, épaulés par les CRS, ont fait usage de leurs LBD, des lanceurs de balles de défense, mais aussi de grenades lacrymogènes, lesquelles ont permis de mettre à distance les petits groupes et de les disperser. Les affrontements ont duré jusqu'à 23h30. Une dizaine de personnes ont été interpellées, la plupart sont des mineurs de 16 et 17 ans, les autres de jeunes majeurs, le plus âgé ayant 24 ans. **Plusieurs véhicules de police ont été dégradés, notamment ceux de la BAC, brigade anticriminalité, et quatre policiers ont été légèrement blessés.**

\*\*\*\*

## **Strasbourg (Bas-Rhin) : pas de fête sans un peu de casse**

*DNA / lundi 16 juillet 2018*

Des actes de vandalisme ont gâché la fête dimanche soir dans les environs de la place des Halles, un secteur de la ville habituellement calme. **Plusieurs véhicules garés rue des Halles ont été dégradés par des bris de vitres ou de pare-brise.** La vitrine du local à vélos d'un immeuble donnant sur la rue a également été brisée. Rue Friese, plusieurs poubelles ont été incendiées.

Les dégâts les plus importants ont été commis rue du Travail, à La Solidarité. **La brasserie, qui était fermée dimanche soir, a subi de lourds dommages. Ses quatre larges baies vitrées ont volé en éclats et les deux vitres de la porte d'entrée ont été étoilées.** Les casseurs ont utilisé les bancs et les tables qui étaient bâchés sur le trottoir pour saccager les lieux. « Ils étaient là pour casser, indique un employé affairé à enlever les débris de verre ce lundi matin. Ils sont venus avec des cailloux. » **Une partie des éléments de la terrasse a été brûlé par les casseurs sur le trottoir.** Le patron ne sait pas encore quand il pourra rouvrir. « On espère dans la semaine, peut-être demain ou mercredi », confie-t-il, alors que des fonctionnaires de la police scientifique tentent de glaner des indices à l'intérieur.

\*\*\*\*

## **Marseille: Grabuge sur le Vieux-Port**

*France Bleu Provence / Dimanche 15 juillet 2018*

[...] Malgré un arrêté d'interdiction, des fumigènes, des pétards et des projectiles ont été tirés notamment en direction des forces de l'ordre. Elles ont répliqué en utilisant des gaz lacrymogènes. **Une voiture de police a été coincée à l'angle de l'Opéra et du Vieux-Port.** Et sur le rond-point du Prado, plusieurs personnes sont montées sur un bus et abîmé le pare-brise. **Des poubelles ont également été incendiées.** 27.000 personnes ont assisté à la finale au parc Chanot à Marseille où une fan zone avait été installée. **Pour assurer la sécurité sur la fan zone, la préfecture de police des Bouches-du-Rhône avait équipé un ballon d'une caméra, volant à 200 mètres de haut.** Sur le Vieux-Port ce sont près de 40.000 personnes qui se sont rassemblées, certaines se jetant à l'eau. 2500 policiers et gendarmes ont été mobilisés dont 1300 à Marseille, les 14 et 15 juillet.

\*\*\*\*

## **Rouen : les journaliers se mangent des coups**

*France Bleu Normandie / Dimanche 15 juillet 2018*

**A Rouen, les premiers incidents ont commencé à 19h45 avec des jets de projectiles contre les forces de l'ordre.** Les incidents se sont poursuivis vers 21h avec un groupe plus organisé près de l'Hôtel de Ville. La police évoque « *une petite centaine de personnes* ». Les forces de l'ordre ont utilisé leur gaz lacrymogène et la place a du être évacuée. Au total 10 personnes dont 2 mineurs ont été interpellées. Parmi eux : 6 sont entendus pour des jets de projectiles et 4 pour dégradation rue Jeanne d'Arc, rue du Général Leclerc et rue Saint Sever. Il y avait à 8h30 ce lundi matin **3 vitrines brisées**.

**Deux journalistes qui travaillent pour le site internet 76 actu ont été blessés.** Une jeune femme explique « *Un homme s'est fait agressé par une trentaine de personnes, un autre a voulu l'aider et après ils ont été pris en charge par les pompiers puis les policiers sont arrivés* ». Ce lundi matin, les deux journalistes ont annoncé qu'ils portaient plainte et ils ont reçu le soutien du SNJ. Dans un communiqué, le Syndicat National des Journaliste, section Normande, réagit et estime que « *la liberté de la presse reste menacée même dans la pratique la plus anodine du métier* ». Ensuite, la place de l'hôtel de ville a été sécurisée. Ses accès bloqués. A 22h, la préfecture de Seine-Maritime confirmait que deux journalistes ont été blessés, pris en charge par les pompiers et conduits sur l'hôpital. Elle précisait qu'il y avait eu **plusieurs feux de poubelles et du matériel de chantier dégradé**.

**Au Havre aussi, il y a eu quelques incidents : « des jets de projectiles contre les forces de l'ordre »** rapportent les autorités mais il n'y a pas eu d'interpellations et aucun blessé.

\*\*\*\*

## **Tours : Accueil des bleus en bonne et due forme**

*France Bleu Touraine / Lundi 16 juillet 2018*

Les policiers ont été appelés par des conducteurs qui venaient de passer au rond-point des mariniers, juste au-dessus de la guinguette de Tours-sur-Loire. Des gens affolés d'avoir vu des dizaines de personnes secouer leurs véhicules, taper dessus, voire même tenter de retourner les voitures, selon certains témoignages. **Quand les agents arrivent, ils sont presque immédiatement pris pour cible. Une pluie de bouteilles, de verres, et de canettes.** Ils utilisent alors des gaz lacrymogènes pour disperser les **2 à 300 personnes présentes**. Certaines descendent vers les quais de Loire et la guinguette de Tours sur Loire, mais d'autres reviennent à la charge. Le calme ne revient que deux heures plus tard, vers 3h du matin.

Il n'y a pas eu de blessé. Pas d'interpellation non plus. Au commissariat, on explique qu'arrêter quelqu'un à chaud, dans ce genre de situation, est compliqué. En revanche, les bandes de vidéo-surveillance sont en cours d'examen, pour tenter d'identifier les principaux auteurs de troubles. Pour l'instant, au commissariat de Tours, on se dit incapable de dire combien de plaintes ont été déposées suite à ces événements. Leur nombre devrait être communiqué mardi 17 juillet.

\*\*\*\*

## **Auxerre (Yonne) : quelques feux de joie**

*L'Yonne Républicaine / Lundi 16 juillet 2018*

Il y avait encore, sur place ce lundi 16 juillet au matin, une forte odeur de tôle calcinée. Plusieurs voitures ont été brûlées, dans la nuit de dimanche 15 à lundi 16 juillet, dans le quartier Sainte-Geneviève, à Auxerre. **Le premier départ de flammes a été enregistré vers 00h15, rue Cézannes, sur la place juste devant la Mission locale, où deux véhicules ont pris feu.** Une petite demi-heure plus tard, c'est au niveau de l'avenue Delacroix, à quelques encablures du Phare, qu'**une paire de voitures on été incendiées, avec une troisième dégradée.** **Entre les deux, un véhicule de chantier a également été brûlé,** sur l'avenue Courbet, à proximité du gymnase, la chaleur générée par les flammes entraînant l'explosion de plusieurs vitres du bâtiment.

De l'autre côté de l'Yonne, dans le quartier Saint-Gervais / Brazza, quelques dégradations sur des véhicules ont également été recensées par les forces de l'ordre, dans le courant de la nuit. Vers 00h20 d'abord, ou une voiture



sans permis a été partiellement retournée sur la chaussée, avant d'être dégagée sur le bas-côté. Plus d'une heure après, c'est dans la rue de Brazza qu'un véhicule de ce type est, lui aussi, retrouvé sur le flanc.

\*\*\*\*\*

## Nantes : Sept interpellations

*Ouest France / Dimanche 15 juillet 2018*

De nombreuses personnes se sont amassées près du CHU, quai de Turenne. C'est ici que vers 22 h, l'ambiance s'est tendue. Des projectiles ont été lancés sur les forces de l'ordre, qui ont répliqué avec des gaz lacrymogènes. De peur que la situation se dégrade, les Nantais ont commencé à quitter le quai Turenne. Vers 23 h, les tensions ont repris, toujours près du CHU. Les policiers ont de nouveau fait usage de gaz lacrymogènes sur des jeunes qui leur jetaient des projectiles et des pétards.

*Ouest France / Lundi 16 juillet 2018*

Sous les coups de 20 h, un motard a percuté un véhicule non homologué de la BAC, cours des 50-Otages. Dès lors, le jeune homme de 19 ans a fui, en courant. Rattrapé par les hommes de la BAC, le mis en cause leur a jeté son casque. En vain, car il a été interpellé dans la foulée. Vers 22 h 10, près du CHU, deux hommes alcoolisés ont été interpellés et placés en garde à vue pour avoir lancé des bouteilles de bières sur des hommes de la Compagnie départementales d'intervention. L'un des deux mis en cause avait le visage masqué au moment des faits. Certains policiers ont été légèrement blessés et l'un de leurs camions a été endommagé. À 22 h 40, un autre homme a été interpellé pour les mêmes faits. Il visait une compagnie de CRS.

\*\*\*\*\*

## Saint-Denis (La Réunion) : deux bus partent en fumée

*Zinfos 974 / Lundi 16 juillet 2018*

La nuit a été agitée pour les pompiers de Saint-Denis qui ont dû lutter vers 23 heures, contre un **incendie qui a touché deux bus de la compagnie L'Oiseau bleu, chemin Grand canal, à Sainte-Clotilde, près de la Technopole. Les deux bus ont été détruits.** On ne sait pour l'heure si cet incendie a un rapport avec les festivités consécutives à la victoire de la France en Coupe du monde de football. Seule l'enquête pourra le dire avec précision.

\*\*\*\*\*

## 229 ans après

### Bilan des deux nuits – 13 et 14 juillet 2018

*Ouest France / Lundi 16 juillet 2018*

**Un total de 845 voitures ont été brûlées et 508 personnes ont été placées en garde à vue lors des deux soirées du 13 et du 14 juillet en France,** a annoncé dimanche soir le ministère de l'Intérieur. Le nombre de voiture brûlées est en baisse par rapport à l'an dernier où 897 véhicules étaient partis en fumée. Le nombre de gardés à vue a revanche bondi de 368 en 2017 à 508 cette année, a précisé le porte-parole du ministère qui souligne qu'« aucun incident majeur n'a été à déplorer ».

Selon le bilan de la place Beauvau, **29 membres des forces de l'ordre ont été blessés durant ces deux nuits** de festivités vendredi et samedi, contre 21 l'an dernier. Quelque 110 000 policiers et gendarmes ont été mobilisés à l'occasion des festivités du 14-Juillet et de la finale du Mondial qui s'est déroulée ce dimanche.

\*\*\*\*\*

## **Saint-Brieuc (Côte d'Armor) : La patrouille de police reçoit des pavés**

*Ouest France / Lundi 16 juillet 2018*

La soirée a été plutôt tendue dans le quartier de la Ville-Oger à Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor), samedi soir vers 19 h. **La police a subi des jets de pierre.** Des faits plutôt inhabituels à Saint-Brieuc et notamment dans ce quartier. Les fonctionnaires intervenaient rue Louis-Aragon à la suite d'un appel au 17 : un conducteur roulait vite et faisait crisser ses pneus. Il a perdu le contrôle de sa voiture et a percuté un véhicule à l'arrêt. C'est le propriétaire de la voiture bien amochée qui a fait appel à la police. Une patrouille s'est rendue sur place pour constater les dégâts. **Des cailloux ont commencé à voler sur la voiture de police. Les fonctionnaires se sont retrouvés face à « un groupe de quinze à vingt jeunes »,** raconte l'un d'entre eux. Mais il y avait aussi des enfants. La police a donc choisi de ne pas faire usage de la force pour les disperser. Aucune interpellation n'a eu lieu mais la police poursuit son enquête.

\*\*\*\*\*

## **Essonne : attaques contre les yeux de l'Etat et quelques bagnoles incendiées**

*Le Parisien / Dimanche 15 juillet 2018*

Après une soirée du 13 juillet marquée par plusieurs incidents dans le département, les policiers de l'Essonne ont à nouveau été pris pour cible cette nuit de samedi à dimanche. Très souvent le même scénario : de petits groupes isolés déclenchent un feu de poubelle ou de voiture pour attirer les forces de l'ordre. Une fois les fonctionnaires sur place, ils sont caillassés avec des pierres ou des mortiers d'artifice. **Un policier a d'ailleurs été légèrement blessé à la jambe par un projectile, à Boussy-Saint-Antoine.**

La soirée avait pourtant été calme en marge des festivités du 14 juillet. C'est vers 1 heure du matin que la situation a dégénéré. **A Etampes, trois voitures ont été incendiées dans le quartier Guinette et une caméra de vidéosurveillance a été prise pour cible, allée des Alizés.** « Ils ont utilisé une poubelle pour mettre le feu au pied du mât, précise le maire, Bernard Laplace (SE). La caméra a disjoncté mais le service a été remis en place. Cinq personnes ont également été interpellées. » **Pour protéger ses équipements publics, la commune a déployé du personnel et a fait appel à une société de gardiennage pourvue de maîtres-chiens.**

Le mât de la caméra incendié

**Des véhicules ont également été brûlés dans le quartier de Grigny 2 ou aux Tarterêts à Corbeil-Essonnes. Par ailleurs, des incidents ont éclaté dans le quartier de la gare à Boussy, aux Cinéastes à Epinay-sous-Sénart, ou au Vieillet à Quincy-sous-Sénart.**

« C'est désolant, en premier lieu pour la population et les lieux de vie », commente ce dimanche matin Jean-François Papineau, directeur départemental de la sécurité publique de l'Essonne. Il salue le travail des policiers « présents un peu partout, qui ont très bien réagi et ont réussi à rétablir le calme rapidement ». Et de souligner la réaction des polices municipales venues en renfort sur les événements. [...]

Pendant cette nuit du 14 juillet, une vingtaine de personnes ont été interpellées en Essonne.

\*\*\*\*\*

## **Bar-le-Duc (Meuse) : Incendie de véhicules**

*Est Républicain / Dimanche 15 juillet 2018*

Par deux fois dans la nuit de samedi à dimanche, les pompiers de Bar-le-Duc sont intervenus pour circonscrire des incendies, non pas d'habitations mais de véhicules. Le premier appel a eu lieu un peu après 4 h du matin. Les pompiers sont intervenus rue Montant à Bar-le-Duc pour **un début de feu sur deux véhicules en stationnement. Deux feux dont l'origine accidentelle semble peu probable.** D'après les premières constatations **un engin incendiaire aurait été glissé entre le garde-boue et une roue arrière.** Deux heures

plus tard, un peu après 6 h, c'est un matinal joggeur qui a prévenu les secours. **Un camion benne stationné devant l'entrée d'une maison en construction rue de Corotte, toujours à Bar-le-Duc et dans le même secteur, était en feu.** A l'aide d'une lance, ils ont circonscrit l'incendie, évitant que celui-ci ne se propage à la benne, pire à la maison en ossature bois en cours de construction. Là encore, la piste accidentelle semble peu probable.

Une enquête de police est en cours, il n'est pas impossible qu'un lien soit fait avec un autre récent feu de voiture. **Dans la nuit de vendredi à samedi, c'est un 4x4 stationné impasse du Pont Génin, encore à Bar-le-Duc, qui avait pris feu.**

\*\*\*\*

## **Besançon (Doubs) : Casse d'abribus et affrontements avec la bleusaille aux cocktails Molotov**

*Est Républicain / Dimanche 15 juillet 2018*

Trois jeunes, dont au moins un mineur, ont été interpellés et placés en garde à vue, après les affrontements qui ont éclaté dans la nuit de samedi à dimanche, en marge des festivités du 14-Juillet, dans le quartier de Planoise à Besançon. **Plusieurs dizaines de jeunes se sont opposées à d'importants effectifs de policiers**, dont une demi-compagnie de CRS, qui se sont déployés en nombre pour tenter de faire revenir le calme.

Les heurts se sont concentrés dans le secteur du centre commercial d'Ile-de-France. **Les vitres de trois abris de bus ont été cassées, et quatre bacs à ordures ont été incendiés. Des cocktails Molotov ont été lancés.** Les riverains rentrant du feu d'artifice, tiré dans le centre de Besançon, étaient obligés de zigzaguer entre l'essence embrasée répandue sur la chaussée.

Une habitante du quartier indique également que sa voiture a été la cible d'un jet de barre en ferraille. Les heurts ont duré jusqu'à 2 h dimanche matin, après quoi la situation s'est un peu apaisée. Mais plusieurs groupes de policiers demeuraient encore sur place, faisant face à d'importants rassemblements de jeunes, regroupés au pied des immeubles de ce quartier populaire de Besançon, qui abrite 20 000 habitants.

Les jeunes placés en garde à vue ont été interpellés en flagrant-délit de casse d'abri de bus. **Des faits délictueux, de moindre intensité, ont également été constatés du côté des Orchamps, quelques poubelles ayant aussi été incendiées** selon des habitants du quartier.

La préfecture indique que d'importantes mesures de sécurité ont été mises en place en prévision de la retransmission de la finale ce dimanche soir, et de l'éventuel déferlement populaire, tant à la fans-zone du stade Léo-Lagrange que dans les quartiers. Ainsi qu'au centre-ville, où des milliers de personnes sont attendues en cas de victoire de l'équipe de France.

\*\*\*\*

## **1ere nuit (du 13 au 14 juillet 2018): Bilan des dégâts en Ile-de-France**

*LCI / Samedi 14 juillet 2018*

**Les festivités de la nuit du 13 au 14 Juillet 2018 ont donné lieu à plusieurs débordements. Selon nos informations, sur l'ensemble de l'agglomération parisienne, 237 individus (dont 92 mineurs) ont été interpellés et 183 d'entre eux ont été placés en garde à vue. Au total, 134 véhicules ont été incendiés (dont 16 deux-roues) et 4 policiers, 4 pompiers ainsi qu'un gendarme ont été légèrement blessés.**

Aucun événement majeur n'a été signalé dans Paris. La nuit a été un peu plus agitée dans les départements de petite couronne. A Montreuil en Seine-Saint-Denis, vers 21h, rue Delpech, un mineur a été interpellé pour port de substances explosives. Dans son sac à dos : plusieurs pétards d'artifice, du matériel et des substances pour confectionner un engin explosif et incendiaire, une bouteille d'acide et une bouteille en plastique vide ainsi que des morceaux d'aluminium. Le mineur âgé de 15 ans a été placé en garde à vue.

**A Saint-Ouen, en Seine-Saint-Denis, un peu avant 2h du matin, rue Henri de Lamonta, deux policiers ont vu des individus en train de confectionner des engins incendiaires. A la vue des policiers, ils en jettent un allumé vers les policiers. Deux d'entre eux ont été légèrement brûlés par du liquide enflammé qu'ils ont reçu sur les bras et les mains.** Les trois individus sont interpellés.

**A Villeneuve-Saint-Georges, dans le Val-de-Marne, vers 1h, avenue de l'Europe, une trentaine d'individus a voulu entrer au bal des pompiers sans se soumettre aux règles de palpation ni au filtrage.** Ils ont pris à partie les pompiers et les policiers municipaux présents. Quatre pompiers ont été blessés par des jets de barrière et d'autres projectiles. **Un véhicule des pompiers et un autre de la police municipale ont été dégradés.** Quatre individus ont été interpellés et placés en garde à vue.

\*\*\*\*\*

## **Breuil-le-Sec (Oise) : Trois entreprises incendiées d'un coup ! 34 personnes au chômage technique**

*Le Parisien / Samedi 14 juillet 2018*

**Un incendie s'est déclaré vers 5 heures du matin ce samedi, à Breuil-le-Sec, et a détruit un bâtiment de 800 m<sup>2</sup>. Trois entreprises ont tout perdu.**

Pour eux, ce 14 juillet n'est pas un jour de fête. **Les locaux de trois entreprises, installées dans la zone d'activités de Breuil-le-Sec, ont été entièrement détruits par les flammes** ce samedi matin. Il est tout juste avant 5 heures lorsque les 800 m<sup>2</sup> s'embrasent. « C'est l'agent de sécurité de l'hôpital psy qui m'a réveillé, il avait appelé les pompiers. Le bâtiment était déjà détruit à deux tiers », regrette le propriétaire, Philippe Dassonville qui vit en face. Malgré l'intervention d'environ 30 pompiers de tout le département, les trois entreprises qui étaient installées là ont tout perdu. **Au total, 34 salariés se retrouvent au chômage technique.**

Après 9 heures d'intervention des soldats du feu, le constat est terrible pour Delphine Maisonnette, responsable de Proximed. Son entreprise d'installation de matériel sanitaire à domicile emploie dix personnes [...]

Pour Jérémie et Julien, qui ont installé leur salle de cross training dans ce bâtiment il y a deux ans et demi, c'est le même sentiment. « *Nous sommes tristes et dégoûtés. On espère que les enquêteurs trouveront l'origine de ce feu* », ont-ils seulement lâché. « Cette salle de sport marchait vraiment bien », s'attriste Denis Dupuis, le maire (SE) de Breuil-le-Sec, qui est allé soutenir les différents chefs d'entreprise sur place. [...]

**Une troisième entreprise, C2F, qui sécurise les chantiers nocturnes de la SNCF et emploie une vingtaine de personnes, se retrouve aussi sans local.** Le propriétaire, Philippe Dassonville, est abattu. « **En quatre ans, c'est le 4<sup>e</sup> incendie de l'un de mes bâtiments** », se désole celui qui a déposé plainte.

**La piste criminelle est envisagée [des individus auraient été aperçus en train de prendre la fuite, selon une source proche de l'enquête, AFP 14.07.2018]. La brigade de gendarmerie de Clermont et la brigade de recherches sont chargées de l'enquête.**

\*\*\*\*\*

## **Groslay (Val d'Oise) : il aura suffi d'un feu de poubelle pour réduire la salle communale en un tas de cendres**

*La Gazette du Val d'Oise / Samedi 14 juillet 2018*

« Je suis bouleversé. C'est 50 ans d'histoire de la ville qui sont partis en fumée », expliquait, samedi, Joël Boutier, maire (Lr) de Groslay. « C'est le plus grave évènement que j'ai connu sur la commune », ajoute l' élu à la tête de la commune depuis 1983. C'est un préjudice financier important pour la commune. Une salle comme celle-ci c'est 1 à 2 millions d'euros, déplore l' élu local. **L'incendie, probablement criminel a été déclenché par un feu de poubelle, qui s'est propagé sur l'équipement communal.** Le sinistre n'a fait aucun blessé, mais a nécessité un important déploiement de sapeurs-pompiers. La police criminelle s'est rendue sur les lieux.

« J'ai pris toutes les dispositions pour sécuriser le lieu. J'ai fait placer un maître-chien pour surveiller le site samedi et dimanche », explique le maire. Lundi 16 juillet, le maire réunira une commission pour organiser la rentrée de septembre.

Il va falloir trouver une autre organisation pour les écoles et les associations. Cette salle était réservée un trimestre à l'avance. Je vais solliciter les maires des communes voisines.

\*\*\*\*\*

## **Essonne : vive le pillage et le combat de rue !**

*Le Parisien / Samedi 14 juillet 2018*

**Un magasin Franprix dévasté à Vigneux-sur-Seine et des affrontements nombreux avec les forces de l'ordre.** La nuit de vendredi à samedi a été agitée pour les policiers du département. A Vigneux-sur-Seine, un supermarché a été attaqué par une cinquantaine de personnes. « Les dégradations sont nombreuses, confirme la procureure de la République, Caroline Nisand. Il y a eu des pillages et de la casse. » Deux personnes ont été interpellées en flagrant délit. Ce samedi matin, l'enseigne accueillait tout de même ses clients habituels. « Ce n'est pas la première fois, regrette une habitante en sortant de la supérette. Ce sont nos seuls commerces de proximité et voilà ce qui se passe... C'est lamentable. »

**L'entrée, condamnée par des planches en bois et d'imposantes palettes à l'intérieur, témoigne encore de la violence des faits. « Ils ont cassé l'entrée, ont pénétré dans le magasin et ont fait exploser des pétards, témoigne une employée. Pour l'heure, le préjudice n'est pas encore connu, mais ils ont volé une dizaine de bouteilles d'alcool, des bonbons et des glaces. »**

A quelques kilomètres, **le centre-ville de Crosne a lui aussi connu une nuit mouvementée.** « Nous avons retrouvé cette situation dans plusieurs communes du département, souligne Jean-François Papineau, directeur départemental de la sécurité publique de l'Essonne. **Des petits groupes s'en sont pris aux policiers avec des cailloux, des mortiers d'artifice et parfois même des pavés.** Aucun policier n'a été blessé. »

Pour faire face à la situation, les effectifs des forces de l'ordre avaient été renforcés. « *Ce déploiement supplémentaire nous a permis d'avoir une réactivité optimale, conclut le numéro 1 de la police en Essonne. La situation a été très bien tenue.* » Selon nos informations, **au moins neuf interpellations auraient eu lieu à la suite d'incidents dans les communes de Vigneux-sur-Seine, Crosne, Sainte-Geneviève-des-Bois ou encore Saint-Michel-sur-Orge.**

« Les situations les plus agressives se sont déroulées sur le **Val d'Yerres**, note le syndicat de police Alliance 91. **Quand les collègues avaient rétabli le calme sur un point, ils étaient immédiatement mobilisés autre part.** Malgré le manque d'effectifs, la situation a pu être maintenue grâce au professionnalisme des forces de l'ordre. » Pour Unité SGP Police, ces violences qui visent les policiers « se sont tristement banalisées » : « Il y a un réel sentiment d'impunité, la réponse pénale n'est pas à la hauteur, tranche le syndicat. Les événements tels que le 14 juillet, la Coupe du monde ou le Nouvel an ne sont que des prétextes pour en découdre. »

\*\*\*\*\*

## **Vernon (Eure) : ça fait la fête aux journaflics !**

*Le Démocrate / Samedi 14 juillet 2018*

La devanture de notre rédaction est totalement détruite. **Dans la nuit du vendredi 13 au samedi 14 juillet 2018, la vitrine du journal Le Démocrate, située place de la Halle à Vernon, dans l'Eure, a été vandalisée.** Vers 1 heure du matin, plusieurs jeunes, qui rentraient des festivités de la Fête nationale, s'en sont pris aux locaux du journal.

**Ils ont fait voler en éclats la vitrine principale avec des cailloux et en ont endommagé une seconde.** Du vandalisme purement gratuit, semble-t-il. La Police Nationale et la Police municipale se sont rendues sur les

lieux. Les forces de l'ordre ont notamment procédé aux premières constatations. Une plainte va être déposée dans les tous prochains jours et une enquête sera bien sûr menée pour identifier les auteurs de ces actes. Qu'il nous soit permis de remercier ici les policiers pour leur intervention rapide et leur écoute, en particulier, sur ce dernier point, le Commandant Perrain en charge de la Police Nationale de Vernon. [et blablabla, les journalistes remercient leurs maîtres, secrétaire d'Etat, maire et élus locaux pour leur soutien; NdAtt]

\*\*\*\*

### **Val-de-Marne : Moins de bagnoles cramées que les années précédentes...**

La nuit du 13 juillet a été plutôt calme dans le département. Du moins en comparaison aux années précédentes. **Au total : 18 voitures ont été incendiées dans le Val-de-Marne** selon la police. Des feux de poubelles et de conteneurs ont été également signalés. Ces incidents se sont concentrés sur les communes de **Villiers-sur-Marne, Boissy-Saint-Léger et la ville voisine de Limeil-Brévannes**. L'an dernier, ce sont 25 véhicules qui avaient été incendiés contre 34 en 2016 dans le 94.

\*\*\*\*

### **Lyon et son agglomération : bilan des désordres incendiaires**

*Lyon Capitale / Dimanche 15 juillet 2018*

**Voitures brûlées, jets de pétards, de fusées... 17 individus, pour la plupart mineurs, ont été interpellés dans la nuit du 13 au 14 juillet suite aux violences commises dans l'agglomération lyonnaise.**

La situation a finalement été maîtrisée par les autorités. **Mais la nuit du 13 au 14 juillet n'a pas été de tout repos dans l'est de la métropole, notamment à Vénissieux, Saint-Priest, Villeurbanne, Saint-Fons et dans le 7<sup>e</sup> arrondissement de Lyon.** Au total, selon *Le Progrès*, **22 véhicules ont été incendiés et 3 autres détruits par propagation**, suite aux festivités de la Fête nationale. Un chiffre cependant en baisse de moitié par rapport à la même nuit l'année dernière. 17 individus, pour la plupart mineurs, ont été interpellés, principalement pour des jets de projectiles et des transports d'engins incendiaires, toujours selon le quotidien. Hier encore, après le feu d'artifice du 14 juillet à Lyon, les déflagrations de pétards et autres engins pyrotechniques se sont fait entendre jusque tard dans la nuit, notamment en Presqu'île, mais aucun chiffre n'a pour l'instant été communiqué à ce sujet.

\*\*\*\*

### **Saint-Denis-de-Pile (Gironde) : incendie de l'école**

*France Bleu Gironde / Samedi 14 juillet 2018*

Un incendie s'est déclaré ce samedi matin à l'école maternelle et primaire de Saint-Denis-de-Pile entre Libourne et Coutras, fermée pendant ces vacances scolaires. Les pompiers ont été appelés vers 6h30. Vingt sapeurs-pompiers sont intervenus au moyen de deux lances. **300 m<sup>2</sup> de bâtiment sur la partie école primaire ont été brûlés soit 8 classes dans cette école accueillant 185 élèves.** Reste à déterminer si l'origine du feu est volontaire, la piste criminelle est envisagée.

## **Ca brûle à l'intérieur : dans les méandres de la médecine transphobe**

Déjà, quand t'es pas dans la case mec cisgenre hétéro blanc et valide, la médecine occidentale c'est vraiment de la merde. Alors quand tu rajoutes le facteur "trans", faut s'accrocher...

18 juin 2018

*Ca brûle à l'intérieur*



J'ai une date. Une date pour mon opération.

Ca devrait me réjouir ; et ne vous détrompez pas, ça a été le cas pendant environ une demi-journée.

Mais voilà, c'était trop beau pour être vrai. Déjà, quand t'es pas dans la case mec cisgenre hétéro blanc et valide, la médecine occidentale c'est vraiment de la merde. Alors quand tu rajoutes le facteur "trans", faut s'accrocher...

J'ai contacté un.e des deux médecins qui doit signer un accord (=entente préalable) avec la Caisse Primaire d'Assurance Maladie pour qu'on me rembourse une petite partie sur un total de 5200 € (coucou les dépassements d'honoraires honteux !). Cette personne a refusé de signer l'accord, car elle considère qu'elle ne m'a pas vraiment suivi. Car on ne s'est vus qu'une fois. Elle dit, qu'elle a une position très "stricte" sur les ententes préalables de la CPAM. Elle dit, qu'il faut qu'elle soit "honnête". Elle dit, "qu'il suffit que je demande au médecin qui me prescrit les hormones". "Il suffit". Ca résonne dans ma tête pendant quelques secondes après que j'ai raccroché.

Elle ne dit pas, que quand on est trans, il faut que plusieurs médecins attestent de notre identité si on souhaite obtenir des soins souvent vitaux. Si le.la psychiatre fait pas cette atteste, t'es pas un vrai trans. Elle ne dit pas, qu'à chaque étape de notre transition, à chaque rendez-vous médical ou administratif, on nie nos existence, nos vies, nos expériences, notre capacité à nous déterminer, à savoir ce qu'il y a de mieux pour nous. On nous impose des choix de transition, ou on refuse de nous laisser transitionner. Elle ne dit pas, ou ne sait pas, que quand t'es trans, il ne "suffit" jamais de faire quoi que ce soit. Faut toujours faire plus. Et s'en prendre plein la gueule avec le sourire. Et prouver qui on est à des gens.tes qui n'ont aucune idée de ce que c'est qu'être trans. Mais iels sont médecins. Alors iels ont tous les pouvoirs.

Elle ne dit pas qu'elle a le pouvoir de délivrer ces fameuses attestations qui nous autorisent à accéder à certains soins, ou à se faire rembourser certains soins, et qu'elle s'autorise régulièrement à refuser de les délivrer. Elle ne dit pas qu'elle exerce son métier comme une honnête médecin transphobe, en toute impunité et avec tout le pouvoir que l'Etat et les institutions médicales lui octroient. Elle ne dit pas, qu'être "honnête", c'est un autre mot pour dire "lâche", "transphobe" ou "opresseur.se".

Elle ne dit pas qu'elle prend le fric des trans, quand iels viennent la voir en consultation, mais qu'elle ne délivre pas certains papiers qu'on lui demande, car elle demande l'attestation d'un.e psychiatre en échange, et que beaucoup d'entre nous n'en ont pas. Elle ne dit pas qu'elle fait des remarques déplacées sur le physique, le comportement, ou le bilan sanguin de certain.e.s d'entre nous. Elle dit, qu'elle est "honnête" avec la CPAM. C'est tout ce qu'elle dit.

Cette personne lâche, pardon que dis-je "honnête", n'a pas d'excuses. Si elle ne sait pas le pouvoir qu'elle possède, lorsqu'elle accepte ou refuse de délivrer un papier ou un soin à un.e trans, c'est entièrement sa faute. Cette personne transphobe, pardon que dis-je "ignorante", se réfugie derrière des textes de loi qui n'existent pas ou plus. Des textes qui diraient selon elle que seul.e un.e psychiatre peut attester de notre identité. Elle se réfugie derrière le principe de la responsabilité professionnelle, pour ne pas faire ces soins et ces papiers qu'on nous demande sans cesse. Elle dit qu'on pourrait la poursuivre en justice, si il y a un problème. Moi ce que je dis, c'est qu'il y a des trans qui font des dépressions et/ou se suicident parce qu'on leur refuse les papiers qu'elle refuse de délivrer. C'est tout ce que je dis.

Cette personne est un.e médecin transphobe tout ce qu'il y a de plus ordinaire. Elle exerce une violence systémique sur les personnes trans, une violence enrobée de bonnes intentions, qu'elle justifiera volontiers par a+b si on la questionne. Une violence qui ligote ceux qu'elle touche, qui les marque à vie, qui les enserre jusqu'à immobilisation, ou auto-destruction.

Pour revenir à l'objet premier de ma colère, c'est-à-dire le remboursement d'une partie de cette opération.

Moi, je l'ai l'argent pour faire cette opé. Ca me dégoute de devoir le donner à ce chirurgien qui fait des dépassements d'honoraires obscènes, mais au final je peux me le payer.

Ca me dégoute d'avoir cédé à la CPAM et de leur avoir donné (roulements de tambours...) deux certificats de médecins pour obtenir mon ALD ("Affection Longue Durée", qui est sensée permettre le remboursement des frais en lien avec la transition), pour qu'ensuite on me signifie que cette ALD n'a aucun intérêt pour mon

opération. Je me serais bien passé de mettre autant d'énergie et de temps pour obtenir cette foutue ALD, si j'avais su.

Tout ça, ça me dégoûte, ça m'épuise, ça me stresse. Mais au moins, j'ai l'argent pour payer la facture. Si je regarde la majorité de mes copains. ins trans, qui sont au moins aussi dégouté.e.s, stressé.e.s et épuisé.e.s que moi, combien de personnes n'ont pas les moyens ? Combien doivent attendre des années, faire des prêts faramineux, bosser à s'en crever, pour se payer une ou des chirurgies dont iels ont besoin ? Combien ? Tous. tes ces foutus médecins, quand iels refusent de nous donner ces papiers, iels y pensent à ça ? Le pouvoir, le prestige de la profession, l'argent, l'impunité transphobe, raciste, grossophobe, validiste, âgiste et j'en passe, et la possibilité de faire la sourde oreille en prime. C'est ça, la médecine.

Tout ça, l'endocrino "honnête", elle m'en a pas parlé au téléphone. Elle a juste pas voulu signer le papier. Maintenant, faut que j'appelle le "gentil" psychiatre. Et qui sait, peut-être qu'avec un peu de chance, il me servira la même rengaine. (#humournoir)

## **Paul Boyé Technologies : Des profiteurs de la guerre et de la répression**

*La Dépêche du Midi / vendredi 20 juillet 2018*

Après les gendarmes, les policiers : installé à côté de Toulouse, à Labarthe-sur-Lèze, **le groupe Paul Boyé Technologies-Calberson Sud-Ouest vient de remporter le marché de l'habillement de la police nationale.** Ce nouveau marché, de l'ordre de **248 millions d'euros sur 4 ans, porte à 270 000 hommes et femmes l'effectif qui sera habillé chaque année par la société haut-garonnaise**, représentant ainsi **une augmentation de son chiffre d'affaires de l'ordre de 25 à 30%**. Le groupe, qui emploie 243 salariés en Occitanie, annonce la création d'une trentaine d'emplois supplémentaires.

Installée au Vernet et à Labarthe sur Lèze, cette PME fondée en 1914 est devenue un des leaders mondiaux des uniformes et des vêtements de protection et de combat. Fondé par le grand-père de Jacques et Philippe Boyé, les actuels dirigeants de l'entreprise, l'entreprise fournit les forces armées françaises depuis trois générations et a commencé en livrant les capotes bleu horizon des poilus. Aujourd'hui, l'entreprise familiale est devenue un fleuron de l'industrie française avec 240 salariés en France dont 140 près de Toulouse, une centaine à Bédarieux dans l'Hérault ainsi qu'une usine de 600 personnes à Madagascar.

Dans les années 80, l'entreprise réalisait 50 % de son activité dans le militaire et autant dans le civil en fournissant la grande distribution (Carrefour, Kiabi...) en vêtements pour hommes (chemise, costumes...). «Les grandes surfaces ont failli nous faire mourir. Nous sommes sortis de ce système et sommes **aujourd'hui totalement recentrés sur le marché de la défense, de la santé et des grandes entreprises comme La Poste ou la RATP** par exemple» racontait en 2014 Jacques Boyé, le PDG de l'entreprise.

Le patrons, Philippe et Jacques Boyé

Mais la société a frappé un grand coup en décrochant **un contrat fin 2012 auprès du Pentagone américain pour fournir des milliers de tenues NRBC (nucléaire, radiologique, biologique et chimique) pour les GI's. Le contrat qui s'étirera sur plusieurs années est évalué à 100 millions de dollars.**

Aujourd'hui **l'export représente près de 30 % de l'activité de la PME vers des pays comme la Suède, la Suisse, les États-Unis, l'Arabie Saoudite, le Qatar, etc.**

« C'est une décision exemplaire du Ministère de l'Intérieur qui a fait le choix de retenir un industriel français de la filière textile habillement face à la concurrence d'intégrateurs dont la spécialité dans le marché de l'énergie (eau, gaz, électricité) est très éloignée du savoir-faire de la fabrication et de la distribution d'habillement

administratif et militaire. C'est une véritable victoire pour l'industrie française de la filière textile habillement » s'est félicité Jacques Boyé, le président de la société.

\*\*\*\*\*

*Les Échos / jeudi 19 juillet 2018*

**Habiller 270.000 gendarmes et policiers de 2019 à 2022**, c'est le contrat que vient de remporter le fabricant de tenues de protection militaires Paul Boyé Technologies. Implantée à Labarthe-sur-Lèze (Haute-Garonne) la société a gagné un marché de 248 millions d'euros sur quatre ans, qui pourra être prolongé de deux ans, pour habiller les agents de la tête aux pieds. Elle produit, achète, stocke les vêtements et **expédie des colis individuels aux agents**. Ces derniers passent commande sur un site Internet comptant 100.000 références, en utilisant leur crédit de points. Elle recyclera aussi les vêtements usés et les colis seront transportés par **Calberson Sud-Ouest**.

Paul Boyé Technologies s'est diversifié dans la logistique de vêtements quand l'administration a externalisé l'habillement des gendarmes. Il a obtenu deux contrats pluriannuels de la gendarmerie en 2011 et en 2014. Cette fois, l'appel d'offres a été élargi aux 145.000 policiers en plus des 125.000 gendarmes, ce qui représente une activité supplémentaire de 36 millions d'euros par an. « *Ce contrat augmentera de 25 % à 30 % notre chiffre d'affaires, qui atteindra 90 à 100 millions d'euros dans deux à trois ans* », se félicite Jacques Boyé, président de la société, dont les ventes ont été stables en 2017 à 65 millions d'euros dont 20 % à l'export.

## **Deux concurrents**

Pour ce marché, l'entreprise va recruter 30 personnes à Labarthe-sur-Lèze (160 salariés) et agrandir la logistique. Elle fabriquera 30 à 40 % de l'habillement et achètera le reste (coiffes, chaussures, maille, etc.) à des fournisseurs « *aux deux tiers français* ». Le marché a été attribué au mieux-disant, le critère du prix intervenant pour 60 % et la qualité pour 40 %.

Le fabricant a remporté l'appel d'offres face à deux groupes français de services et d'énergie. « *C'est une décision exemplaire du ministère de l'Intérieur, qui a choisi de retenir un industriel français face à la concurrence d'intégrateurs dont la spécialité dans l'énergie (eau, gaz, électricité) est très éloignée de la fabrication d'habillement administratif et militaire* », souligne Jacques Boyé.

## **Compromis entre protection et confort**

L'armée est le premier client du groupe qui est un spécialiste mondial des tenues de protection nucléaire, radiologique, bactériologique et chimique. Ces équipements de haute technologie sont produits à Bédarieux (Hérault) et exportés dans 41 pays. L'entreprise fabrique des tenues de combats et des gilets pare-balles en investissant dans la R&D pour trouver le bon compromis entre la protection et le confort. Elle fournit et entretient aussi les tenues des pompiers d'une trentaine de départements et équipe les services de santé.

La société fabrique les tenues techniques dans ses usines de Labarthe-sur-Lèze et de Bédarieux qui emploient 243 salariés. Pour l'habillement non technique, les appels d'offres européens et la concurrence des pays à bas coût ont obligé l'entreprise à fermer son usine de Sète (Hérault) en 1991 et à ouvrir un site de production à Madagascar en 1992, qui a été agrandi et emploie 1.000 salariés.

\*\*\*\*\*

*Quelques adresses utiles :*

### **Paul Boyé Technologies**

**Siège**, centre de stockage, production :  
1095 chemin de la Riverotte  
31860 – Labarthe-sur-Lèze

### **Usine de Bédarieux**

(Production de très hautes technologies de type NRBC filtrant)

Route de Clermont  
34600 – Bédarieux

### **PB Tex**

(Filiale de Paul Boyé Technologies)

31, rue Jacquard

09300 – Lavelanet

FRANCE

\*\*\*\*\*

### **Calberson Sud-Ouest**

Espace Seine

26 Quai Charles Pasqua

Levallois-Perret

## **[Affaire Benalla] Nous le savions : la police est une milice !**

Témoignage sur la violence d'un membre du cabinet de Macron participant au tabassage d'un manifestant hors de tout cadre légal. Si les médias appuient beaucoup sur la « faute morale » du cow-boy, très peu de gens insistent sur le fait qu'il a été accueilli à bras ouverts par la police.

On est quelques militants à avoir participé à la manifestation du premier mai. Comme chacun sait, elle fut épique, ponctuée d'affrontements et surtout de gazages policiers assez phénoménaux. Cette manif [fera couler beaucoup d'encre](#) bien que de l'avis général des camarades présent.es, ce fut loin d'être la plus violente de ces dernières années.

Après la manifestation, quelques individus ont appelé à un [rendez-vous place de la contrescarpe](#) à partir de 18h. Un rencard d'après-manif quoi. Avec du houmous des bières et (sait-on jamais) du sérum physiologique.

Cette soirée dans le quartier latin [sera finalement plutôt agitée](#) et beaucoup, beaucoup de flics seront mobilisés. On comptera 276 arrestations selon la préfecture de police, chiffre largement exagéré selon [des personnes arrêtées](#) dans le quartier latin.

Mais revenons à la Contrescarpe. On est plusieurs sur la place. On vide des bières en débriefant la manifestation. On se demande aussi si ça va partir en manifestation sauvage. Il est à peu près 19h. Soudain, les flics interviennent, choppent une meuf et un mec dont on peut se demander s'ils étaient vraiment manifestants ou simples passants (la place est pleine de gens venus boire des coups). On a vu des personnes arrêtées alors qu'elles étaient simplement venues boire des verres.

L'intervention est violente et provoque un mouvement de foule. Les flics gazent au poivre (ça pique) et ce qu'on croit à l'époque être des membres de la BAC interviennent pour faire des arrestations. A ce moment-là on note qu'un mec violenté est arabe et on se demande si c'est à cause de ça qu'il se fait défoncer.

Quelques heures plus tard une vidéo est mise en ligne par [une personne proche de la France insoumise](#) :

On y voit en substance un membre de la BAC participer à un tabassage gratuit. La personne ne sera en effet pas arrêtée et prendra juste des pains, à terre et sans défense par des connards casqués. Et hier, [le Monde](#) nous apprend que cette personne n'est en fait pas un flic, mais Alexandre Benalla, un proche collaborateur de Macron.

### **Barbouzerie**

Alors comment un civil s'est-il retrouvé avec un casque de garde mobile sur la tête alors qu'il n'est ni flic ni gendarme, et donc pas habilité normalement à faire du maintien de l'ordre ? Tout simple : il a demandé.

Celui-ci a été mis à disposition par le service de sécurité de l'Élysée car il « souhaitait participer à une intervention de police pour voir comment se gérait une grande manifestation, à l'occasion du premier mai ».

Bien sûr en tant qu'observateur.

Il se baladera donc tout l'après-midi avec un brassard de police (ce qui est pénalement interdit) et parfois un casque pour intervenir (ce qui n'était pas autorisé dans son cas même par sa hiérarchie).

Sauf qu'en fait le barbouze a un gros kiff pour la violence. [Le Monde](#) a trouvé plusieurs éléments prouvant que le mec a tout pour faire flipper :

- Il est viré du staff de Montebourg pour avoir provoqué un accident en 2015 et avoir essayé de fuir.
- Il a la réputation de se balader armé.
- Il rentre dans le staff de Macron en tant que chargé à la sécurité et tente de faire acheter des armes disproportionnées : des boucliers anti-émeute, 1 flash-ball, deux LBD40. Commande qui sera refusée par la direction d'En marche.
- il a participé à des actions musclées contre de manifestants pendant des meeting de LRM.

Bref, un mec fasciné par la violence et la force. Mais nous ne sommes pas surpris...

## **Les auxiliaires de police et les milices, un classique du maintien de l'ordre**

Les forces réactionnaires et les mecs violents sont nombreux dans la police. Cette institution fascine de nombreux mecs virils en manque d'adrénaline. Rien d'étonnant, en 2018, à l'heure où les fachos en tous genres mettent sur un piédestal la masculinité pour appuyer leur discours, que des mecs violents veuillent rejoindre les flics.

Une question se pose : qui a fourni ce matos à ce mec ?

Rien non plus de surprenant dans le fait que des apprentis keufs cassent des gueules, souvent par anti-gauchisme. Rien d'étonnant non plus à ce que les flics agrègent autour d'eux de la sympathie pour des discours réactionnaires.

Par contre ce qui est plus étonnant c'est qu'on ait pu donner à ce mec un brassard de police et un casque de maintien de l'ordre. Car si le syndicat alliance a chouiné (comme d'habitude) sur le fait que « l'image de la police soit ternie par le comportement d'un individu extérieur aux forces de sécurité et que s'ouvre à nouveau un débat sur les violences policières » une question se pose : qui a fourni ce matos à ce mec ? Pourquoi c'est cette personne extérieur aux forces de police qui a pris l'initiative d'une intervention et d'une arrestation qui se fait sur ordre ?

Pourquoi ? Parce que la police est bien contente d'avoir du renfort. Il s'agit d'un classique policier antisubversif de se faire aider par les réactionnaires ou les alliés de circonstance.

Ces alliés sont parfois idéologiques parfois du genre pratiques. Souvent les deux. Pour ce qui est de l'idéologie on peut noter l'an dernier une très belle coopération entre les flics et le DPS [à l'occasion d'un meeting du FN au Zenith \[1\]](#). C'est globalement la tendance majoritaire.

Nous maintenons qu'il n'y a aucune différence à se faire tabasser par un flic ou un non-flic

Mais on a aussi pu voir des alliances strictement opérationnelles où la préfecture de police de Paris a travaillé main dans la main avec le service d'ordre de la CGT [le 17 mai 2016 pendant la mobilisation contre la loi travail](#). Il y a plus longtemps c'est avec l'aide des syndicats jaunes que les flics intervenaient dans les usines pour chasser les ouvriers communistes ou socialistes qui l'occupaient... Bref. La police, comme toutes les milices armées, sait se trouver des alliés.

Nous ne sommes donc pas surpris et surtout, nous maintenons qu'il n'y a aucune différence à se faire tabasser par un flic ou un non-flic. La matraque est la même. Donc les journalistes, les mecs de droite et de gauche qui viennent pleurer devant cette barbouzerie, hésitez pas à venir rejoindre les coordinations anti-répression, les collectifs qui luttent contre les violences policières. Venez dans nos manifs prendre des coups et vous verrez si la déontologie des forces républicaines change quelque chose à la souffrance des hématomes.

---

[1] On peut bien parler d'idéologie avec les flics quand on sait [les scores du Front National chez les pandores](#).

Cliquer sur la couverture pour télécharger le numéro 0

## Gard

### [Saint-Jean-du-Gard \(Gard\) : Incendie d'une antenne relais... juste avant la finale !](#)

Objectif Gard / samedi 14 juillet 2018

**Les habitants de la commune de Saint-Jean-du-Gard pourront-ils regarder la finale de la coupe du monde de football dimanche ? Pas certain... Un relais, qui sert à la fois pour le téléphone et la télévision, a été incendié. Les dégâts ont été constatés samedi. L'origine criminelle est incontestable, car le grillage menant au relais installé sur la commune a été découpé et des accélérateurs pour faciliter l'incendie ont été retrouvés au pied de l'appareil. Un acte de vandalisme qui n'est pas revendiqué pour l'instant. De nombreux habitants du village Cévenol et du secteur seraient sans téléphone et sans télévision, ce samedi soir. Une enquête de gendarmerie est en cours....**

#### Plus de France Bleu...

France Bleu / lundi 16 juillet 2018

L'émetteur de France Bleu Gard Lozère desservant le secteur de Saint-Jean-du-Gard est hors service depuis ce lundi matin. Il a été endommagé après un incendie apparemment volontaire. Les services de TDF prévoient un retour à la normale pas avant la fin de la semaine. [...]

Les services de TDF mettent tout en œuvre pour un retour à la normale dans le secteur de Saint-Jean-du-Gard d'ici la fin de la semaine.

### [Saint-Jean-du-Gard, France : Quelques précisions au sujet de l'incendie d'une antenne-relais TDF le 14 juillet dernier](#)

Un reportage de France 3 local nous en apprend un peu plus sur [l'incendie de l'antenne-relais TDF de St Jean du Gard](#). Allumé le 14 juillet aux alentours de midi, « l'accès au relai et au pylône a été découpé avec des tenailles et du bois positionné près de l'arrivée électrique pour permettre un bon départ de feu ». En plus de la télé, c'est semble-t-il autant le sabotage de la téléphonie mobile (touchant Saint-Jean-du-Gard, Anduze et Thoiras)



qui fait beaucoup jaser dans cette zone touristique en plein été, et les réparations devraient prendre... au moins 3 semaines.

Il semblerait que la radio sera rétabli en premier, « qu'internet passe par endroits » mais que pour le reste (la TNT notamment), ça prendra plusieurs semaines.

Dans le reportage en question, on y entend par exemple une patronne d'un bar-restaurant, qui se plaint de ne plus avoir aucune connexion internet avec l'opérateur Orange. Elle affirme ne plus pouvoir travailler en raison de ce sabotage. En plus des lourds dégâts matériels sur la structure de l'antenne, il s'agit donc d'un bon coup porté au tourisme et à l'activité commerciale de la région en cette période de vacances estivales.



## Saint-Hippolyte-du-Fort, France : Pour le maire, la fête est gâchée – 15 juillet 2018

### La voiture du maire part en fumée

A Saint-Hippolyte-du-Fort (dans le Gard), pendant que le maire fêtait le 15 juillet la victoire de l'équipe de France, sa voiture personnelle a été incendiée dans le village avec des fumigènes. C'est sans doute ce qu'on appelle saisir l'occasion... Et l'édile dépité de rajouter, puisque **c'est la quatrième fois que sa voiture est prise pour cible** : « à chaque fois les dégradations ont été commises lors de réunions ou manifestations que j'organisais en ma qualité de maire ».

[Reformulé de la presse]

## Haiti

### Haiti : Trois jours d'émeutes contre le gouvernement et sa hausse du prix de carburants

*Du 6 au 8 juillet, suite à l'annonce du gouvernement d'augmenter les prix des carburants (et malgré le retrait de cette mesure deux jours plus tard), d'importantes émeutes ont secoué Haïti pendant trois jours.*

Vendredi 6, afin de respecter le Programme contrôlé par le FMI « Staff-Monitored Program » (SMP) signé en février dernier, le Gouvernement a publié un avis officiel d'augmentations du prix des carburants à la pompe. Dès que l'information a été connue, et devant l'importance des hausses (entre ±40 et 50%) la population a pris spontanément le béton pour libérer sa colère et protester.



**Dans les quartiers bourgeois, de nombreuses vitrines de magasins et des vitres de véhicules ont été brisées à coups de pierres** par des manifestants en colère qui accusaient le Chef de l'État d'être au service du FMI et non du peuple haïtien. **Plusieurs voitures ont été incendiées dont un véhicule de la Police Nationale d'Haïti (PNH)**

Toute l'après-midi une vive tension a régné dans la capitale, les principales artères de Port-au-Prince ont été bloquées par des barricades de pneus enflammés de roches, de vieilles carcasses de véhicules et de troncs d'arbres. La circulation était paralysée et la plupart des commerces fermés.

La situation était particulièrement tendue à Pétion-ville, à proximité de la résidence du Président haïtien Moïse, mais des manifestations avaient lieu également à Delmas, Lalue, Nazon, Champs de mars, Canapé-vert, Bon Repos, Portail Léogane, Carrefour Marassa, Kenscoff entre autres.

Samedi dans la soirée, la circulation était impossible dans plusieurs quartiers de Port-au-Prince à cause des nombreuses barricades et objets divers qui jonchaient les rues. Des violences ont également été rapportées au Cap-Haïtien, aux Cayes, à Jacmel et à **Petit-Goâve (où le tribunal a été incendié)** entre autres...

**Plusieurs bâtiments commerciaux, dont des supermarchés ont été attaqués, particulièrement sur l'axe de Delmas, en périphérie de la capitale. Des débuts de pillage ont été observés. Le Super Market Delimart**

**de Delmas 30, a essuyé des jets de pierre et des individus ont mis le feu sur la cour du Market** nécessitant l'intervention des sapeurs pompiers.

**Samedi, face à l'hôtel et sur le stationnement de l'hôtel Best Western, plusieurs voitures ont été incendiées, même situation rapporté à l'hôtel Oasis (où logent les touristes, journalistes et institutionnels).**

**Un début d'incendie a également été rapporté à l'usine de Coca Cola...**

Michel-Ange Gédéon, le Directeur Général de la Police Nationale d'Haïti (PNH) confirme **l'incendie d'au moins deux commissariats et de plusieurs voitures de police.**

Dimanche on nous signale que **le bureau de la douane à Malpasse a été pris pour cible.**

Samedi 14 juillet, pour tenter de calmer la grogne face aux manifestations qui continuent, le Premier ministre Jack Guy Lafontant a démissionné.

[Synthèse réalisée à partir de la presse, reçue par mail]

## Italie

### Tâtonner dans le noir

*Selva / lundi 25 juin 2018 [extrait de Stramonio, n. 2 – novembre 2015]*

*« Je pense que si on ne peut pas avoir confiance en l'amitié d'un être, le moins qu'on puisse faire est de se considérer comme son ennemi ».*

Renzo Novatore

Habituellement, quand un corps est en putréfaction, il est complètement inutile de s'affairer à le guérir coûte que coûte. Il est foutu, il vaut mieux s'en faire une raison ; qu'il repose en paix. Il n'y a pas besoin de diplômes de médecine pour savoir que garder en vie un organisme déjà mort signifie, tôt ou tard, finir par s'en nourrir. Se corrompant dans l'âme, ou dans l'esprit si on préfère. Si c'est vrai qu'à coucher avec des chiens on attrape des puces, cela est également indubitable que celui qui ne débranche pas le cadavre risque de le suivre assez rapidement dans l'au-delà.

Mais apparemment il n'y a pas que les blouses blanches qui subissent le charme de la pratique connue sous le nom d' « acharnement thérapeutique ». En effet, c'est ce qui arrive depuis un moment à ceux qui s'entêtent encore à garder en vie un sujet paradoxal nommé Mouvement, de la survie duquel paraît dépendre leur salut. Faute de celui-ci, ils sombreraient dans le plus gris des désarrois, tel celui ressenti par quelqu'un qui, après une rafale de vent qui lui emporte les habits, se retrouve tout à coup nu. De toute évidence, ce corps ne doit pas trop lui appartenir.

L'Italie est probablement le pays d'Europe où l'État a pondu dans les dernières années, le plus grand nombre d'affaires judiciaires visant ceux qui désirent en finir avec l'autorité et ses lois. Du coup – et c'est de même en Espagne, Grèce, Chili, Mexique – la répression tombe ponctuellement sur ceux qui n'acceptent pas de vivre en esclaves et poussent les autres à cultiver ce rêve fou. Mais qu'est ce qu'il en est de la réaction des ennemis de cet ordre ? Sans crainte de se tromper, on peut dire qu'elle laisse assez à désirer, notamment du fait que le vent de la solidarité révolutionnaire, de plus en plus semblable à une arme sans tranchant, ne fait pas peur au pouvoir. La façon dont nous répondons à la répression est trop peu incisive, la survie à ce qui nous domine éternellement, et que nous ne faisons rien pour renverser, est misérable.

La solidarité est l'un de ces nombreux moments qui risquent de devenir un défilé creux fait de tapes dans le dos et regards attristés. Les autoritaires aux côtés des anarchistes, les amis de la politique avec ses ennemis – ennemis, d'accord, mais tout de même pas trop, après tout on ne sait jamais, et si un jour on devait avoir besoin même de la solidarité des premiers ?

Quelle confusion, n'est ce pas ? Et pourtant ...

À bien y regarder, la meilleure façon d'éviter de se trouver dans l'embarras c'est de faire semblant que tout va bien, laissant tout problème derrière soi, ou bien en renvoyant sa solution à une date ultérieure. En déplaise à ceux qui ne veulent pas attendre pour vivre aujourd'hui ce qu'ils souhaitent pour le futur.

Face aux exigences dictées par les contingences, toutes les différences, même les plus profondes, sont au final recomposées et récupérées, comme cela arrive parfois pour une couple d'époux qui se détestent, quand leur fils se marie.

Par une série triste et infinie d'occasions, au lieu d'oser on préfère avaler tranquillement une soupe fade, produit d'une idée exhibée d'unité, prétendue solution à la lâcheté à laquelle nous semblons condamnés. Et voilà donc que le Mouvement est exhumé, pour l'intérêt de ceux qui ne voient dans la lutte contre le pouvoir rien d'autre qu'une bataille politique, dont il est nécessaire de bien garder en tête les ficelles dirigeantes, et de renvoyer à leur place d'éventuels provocateurs. Tout rentre ainsi dans l'ordre, cette réalité totale à laquelle nous sommes enchaînés jubile, tandis que notre soif de liberté se meurt à petit feu.

C'est chose bien connue, la création de mélanges de saveurs très différents entre elles, parfois même trop différentes, nous donne des mosaïques complexes mais fades. Plus la soupe sera hétéroclite, plus sa consistance sera édulcorée.

La peur de rester seuls nous pousse souvent à renvoyer le moment d'en finir pour toujours avec certaines fréquentations. C'est pourtant le cas pour tous les groupes d'amis, pour autant qu'on entende par *amitié* un lien bien plus profond que l'appartenance commune à un milieu. L'isolement, qui est une des conséquences possible du fait de savoir bien choisir ses amis, évoque pour certains une idée terrible : que cela soit, au fond, comme tâtonner dans le noir, une fois perdus ses repères. Il serait donc bien de faire attention, de brider sa fierté, car tout seul on ne va nulle part, tandis que si on est nombreux... Du coup ce n'est pas rare de voir ces inlassables médiateurs se jeter à corps perdu dans la vase de la politique dans le but de *se maintenir ensemble*, coûte que coûte, au delà de toute possibilité et évidence. Gare à leur faire remarquer leur ressemblance avec les vauriens qui siègent dans les palais du gouvernement !

« Mais enfin, nous sommes des anarchistes, sacrebleu ! »

Rester seuls, c'est ça la crainte qui vous enlève le sommeil ? Même si la tentation de voir dans l'individu et le groupe deux pôles opposés ne nous touche pas, nous demandons : celui qui vit dans la préoccupation constante de se référer aux autres plutôt qu'à soi-même, d'autant plus si avec ces autres il ne partage rien du tout, ne devient-il pas le premier maton de son individualité ?

N'est-il pas exact que là où l'individu a la pleine possession de ses facultés, là est l'anarchie ? De quelle manière la peur de voir se réduire le groupe de ses compagnons pourrait influencer celui qui a compris que la conscience est affaire d'*existence* individuelle et pas de *classe* ? Et si, comme le dit Galleani, ceux qui parlent d'*organisation* n'ont d'autre fixation que les masses qu'ils aspirent à gouverner, quoi dire de ceux qui ne veulent vraiment rien savoir des sinistres [« *sinistri* » – aussi « *de gauche* » ; NdAtt.] prosélytismes, mais qui pourtant veulent que l'incendie éclate ?

Qu'ils se calment, les divers politiciens de la « rinsurrection ». Pour certains, penser et agir sans prêter le flanc à l'opportunisme et au calcul de la politique ne signifie pas du tout tâtonner dans le noir. Au contraire, cela signifie voir plus clairement, respirer à pleins poumons. Et où est-ce que l'air est plus pur ? Ce n'est pas une réponse facile, tellement il est rare de tomber sur de tels lieux. Cependant, il y a une chose qui est certaine : pour les trouver, on ne peut pas se contenter de ce qu'il reste. D'ailleurs, même si nous ne sommes pas du tout réfractaires à la pratique dionysiaque de l'orgie, il y a partouze et partouze. L'orgasme est quelque chose de

sérieux, puisque il a à voir avec le plaisir et c'est justement pour cela qu'on ne peut pas partager son lit avec des balances, des délateurs, des autoritaires et leurs amis.

Il y a quelques temps, parlant de nucléaire et de sabotage, il a été dit qu'on voit plus clair dans le noir. Nous sommes d'accord. Le problème est que l'obscurité fait peur à de nombreuses personnes, puisqu'elle entraîne avec soi incertitude, risque, dans certains cas solitude. Trop souvent nous sommes prêts à nous en remettre plus au caractère concret du réel plutôt qu'au désir de vivre, au pragmatisme plutôt qu'aux rêves. Le premier craint les ténèbres : il porte avec soi l'intention de réduire tout sous sa lumière. La lumière oppressante du ciel. Mais les rêves, non : ils privilégient la nuit.

Loin de la conviction qu'un modèle donne forme à la réalité, nous refusons l'intention d'en élaborer un : que s'occupent de cela les amants de l'objectivité, bons seulement à changer de patron. Que nos potentialités croisent plus les possibilités du désordre que les formules de l'intellect. Et si notre intention, comme le disait E. Armand, est celle de *vivre pour vivre* – puisque la vie, celle qui est vécue pleinement, suffit à elle-même et nie radicalement la misère quotidienne – nous devons développer notre capacité de nourrir notre esprit à la source de la destruction, en imaginant et en créant des espaces avec ceux qui continuent d'être intimement secoués par cette perspective.

C'est sur le chemin de la vie, qui n'est rien d'autre qu'une longue lutte, que nous pouvons rencontrer des compagnons de jeu. Sur la route de la subversion de cette réalité il y a d'autres rebelles avec lesquels nous pourrions nous engager sur des modalités les plus fantaisistes et jouissives. Et rire, avec d'autres ou seul, à l'ombre des ruines de ce qui existe.

Il y a peu de questions au sujet desquelles on peut avoir des certitudes. Parmi celles-ci, une simple idée : on ne peut pas être en faveur de la liberté et en même temps faire de l'œil à l'autorité ; ni s'entretenir avec ceux qui la font, parce qu'avoir beaucoup d'amis c'est mieux qu'en avoir peu ou, pire encore, ne pas en avoir du tout. Nos pieds continueront de chausser une chaussure à la fois et de s'entourer de ceux qui n'hésiteront pas à cracher sur la rationalité du politicien. Au fond, la liberté a un prix élevé. Mais c'est comme ça, nous n'avons pas un drapeau à exposer au souffle du vent. Nous voulons être le vent, qui explore les risques de l'inconnu.

La peur de perdre le peu d'assurance que la société-prison nous garantit, tout en se moquant de nous, frappe tous ceux qui prennent au sérieux l'intention de renverser ce monde. *Tout* abandonner (et dans certains cas, si nécessaire, abandonner *tout le monde*) pour se lancer dans le vide c'est pour les *fous*. Mieux vaut s'accrocher très fort aux barreaux, car même si ce sont des barreaux, on les connaîtra toujours mieux et ils seront toujours plus rassurants que l'inexploré. Nous connaissons l'enjeu et – devinez un peu ? – nous voulons être *fous*.

## Jura

### Jura Bernois, Suisse : Sabotage d'éoliennes au parc du Mont-Crosin et du Mont-Soleil

« Deux éoliennes du parc du Mont-Crosin ont été victimes d'actes de vandalisme à la fin du mois dernier », indique la radio RTN.

Des déprédations à l'intérieur d'un mât et des dégâts importants aux installations. Voilà ce qu'on découvre à la fin du mois de juin les exploitants du parc éolien du Mont-Crosin.

Selon la radio RTN, c'est le second acte de vandalisme dont ont récemment été victimes les éoliennes, après une tentative d'intrusion au mois avril dans une autre éolienne.

Selon nos confrères, les dégâts seraient importants, mais les machines fonctionneraient toujours. La police cantonale bernoise a confirmé que des plaintes ont été déposées contre x. Le groupe BKW, propriétaire du parc, n'a pas fait de commentaires. »

[Repris de la presse suisse, 15.07.2018]

---

Et sinon, puisqu'il faut bien fabriquer ces ### d'éoliennes, voici par exemple où on les fabrique, dans le village de Montoir-de-Bretagne (Le Monde, 12 juillet) :

[htxxs://www.lemonde.fr/economie/article/2018/07/12/l-usine-d-eoliennes-general-electric-de-montoir-de-bretagne-attend-toujours-les-commandes-francaises\\_5330382\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2018/07/12/l-usine-d-eoliennes-general-electric-de-montoir-de-bretagne-attend-toujours-les-commandes-francaises_5330382_3234.html)

Et voilà un exemple de leur équipement périphérique à Rocquigny (Nord, 16 juillet) :

[hxxxs://www.lavoixdunord.fr/417748/article/2018-07-16/la-traversee-du-village-permettra-le-fonctionnement-d-eoliennes](https://www.lavoixdunord.fr/417748/article/2018-07-16/la-traversee-du-village-permettra-le-fonctionnement-d-eoliennes)

Et de comment on y collabore et on les fait accepter socialement, notamment en les faisant passer pour écolos (Dour, Belgique, 16 juillet) :

[xttxs://www.lalibre.be/culture/musique/dour-festival-inde-du-futur-au-pied-des-eoliennes-5b4ca7eb55326925481d0e9a](https://www.lalibre.be/culture/musique/dour-festival-inde-du-futur-au-pied-des-eoliennes-5b4ca7eb55326925481d0e9a)

## Lecce

### [Lecce \(italie\) les infiltrés](#)

[article 13 noblogs.org](#)

Nous savons bien que les forces de police de l'État utilisent divers outils pour contrôler et réprimer les rebelles et les subversifs et les anarchistes parmi eux. En plus de l'utilisation classique des mouchards, trouvés ces derniers mois dans les maisons, les voitures, les maisons des anarchistes dans diverses parties de l'Italie, une autre méthode consiste à utiliser un informateur pour recueillir autant d'informations que possible sur les personnes qui sont surveillées et initiatives qu'ils ont l'intention de mettre en œuvre. Ici dans le Salento, l'opposition au pipeline Tap a certainement attiré l'attention des hauts niveaux de contrôle, surtout pour la stratégie et la nécessité déclarées des travaux. Ainsi, après avoir recueilli de nombreuses informations nous-aussi, qui nous ont donné la certitude de ce fait, nous avons éloigné un sournois personnage, contacté et embauché par les services secrets, qui a fréquenté au cours des quatre derniers mois tous les lieux anarchistes de Lecce. Ce que nous savons directement, c'est que le personnage en question est apparu pour la première fois dans l'espace Tilt, dédié à la lutte contre le Tap, puis au à la Librairie Disordine, assidûment fréquentée. Disparu pendant un mois et demi, alors que nous recueillions des informations à son sujet, il est ensuite réapparu lors d'une soirée dans la bibliothèque d'où il a définitivement été éloigné.

Si nous écrivons ces lignes, c'est pour avertir de cette énième, quoique ancienne, pratique répressive en cours.

[.https://roundrobin.info/2018/07/lecce-infiltrati/](https://roundrobin.info/2018/07/lecce-infiltrati/)

**Voir aussi :**

[Angleterre : Infos à propos de l'ancien policier infiltré Mark Kennedy](#)

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

## Loire

## Charlieu (Loire) : Tags anti-police sur la façade de la mairie

*Le Progrès / dimanche 15 juillet 2018*

Ce dimanche, les élus charliendins se sont réveillés avec une double sensation. La première de joie, avec l'envie de faire une grande fête populaire sur la place Saint Philibert en cas de victoire de l'équipe de France ce soir. La seconde, plus aigre, avec la découverte de tags anarchistes et anti-policiers sur le fronton de la mairie.

En effet, dans la nuit de samedi à dimanche, **quatre tags ont recouvert la façade de la maison commune de Charlieu. Un sigle anarchiste, l'inscription « GA 92 »**

qui peut évoquer le groupe ultra du club de football de Saint-Etienne les Green Angels. Fait plus grave, deux inscriptions anti-policiers ont aussi été taguées : « **1 Flic 1 Balle** » et l'**acronyme ACAB**, qui veut dire en anglais « All cops are bastards », ce qui peut se traduire par « Tous les flics sont des bâtards ». Le maire Bruno Berthelier se désole de ces graffitis et a immédiatement été porter plainte.

Ces tags rappellent ceux qui avaient été inscrits [lors des élections présidentielles](#) dimanche 7 mai 2017. Le graffiti haineux « 1 Flic 1 balle » avait déjà été tagué. On pouvait à l'époque trouver aussi « Justice pour Adama », « Ni patrie ni patron » ainsi que le sigle anarchiste.





# Lyon

## « Une zone de guerre » : à Lyon, la justice réprime les débordements de la finale à coup de prison ferme

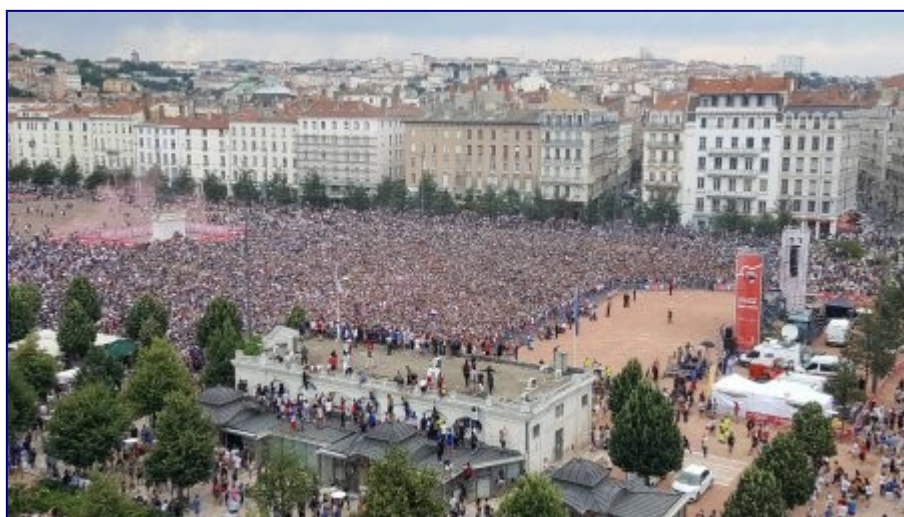


« Ils ont transformé cette ville en zone de guerre ». C'est ainsi que la procureur du tribunal de grand instance de Lyon justifiait les interpellations et les jugements de plus d'une vingtaine de personnes suite aux débordements du 15 juillet. Retour sur une journée de procès où la justice lyonnaise, de plus en plus décomplexée, n'hésite plus à demander des peines de prison ferme avec mandat de dépôt pour de simples vols de maillot de foot'.

15 juillet, fin de journée. Un soubresaut traverse la ville. Des cris, des étreintes. Et aussi de la casse. De la lacrymo pour tout le monde. Le claquement des canettes qui s'abattent sur les flics. Ça court dans tous les sens en suffoquant. Des foules humaines s'en prennent à la police, aux magasins, au métro, aux véhicules. 1000 grenades lacrymogènes tirées en une seule soirée ; un tiers de ce que les forces de l'ordre utilisent habituellement en une année (à Lyon).

Même en prenant tous les derniers mouvements politiques ensemble (élections présidentielles en 2017 avec Le Pen au deuxième tour, mouvement contre la loi travail XXL, « mouvement » étudiant et cheminot de ce printemps...) on n'arrive pas au niveau de bordelisation et d'affrontements en centre-ville qui a suivi la victoire des Bleus. Le lendemain, la préfecture annonçait une trentaine de personnes interpellées. Finalement, 24 ont été jugées en comparution immédiate le surlendemain.

Le chef d'accusation principal qui justifie quasiment tous les procès est : « vol en réunion avec effraction » au préjudice d'une série de magasins de la presqu'île et du 7<sup>ème</sup>. Personne ne passe pour « dégradations » (avoir casser des magasins). Quelques prévenus comparaissent pour « violences sur agents ».



## **« Et là, vous avez vu la porte ouverte du tribunal et vous êtes rentré ? »**

Pour qui n'a jamais mis les pieds dans un tribunal — et encore moins aux comparutions immédiates —, il faut s'imaginer que c'est un monde à part. Un endroit où tout le monde porte de longues robes noires et disserte pendant des heures devant des prévenus entourés de policiers pour décider s'il faut les envoyer au trou ou leur laisser une seconde chance. Il faut voir le spectacle assez lamentable de cet avocat des trois premiers prévenus (tous arrêtés pour vol) qui ne peut s'empêcher dans sa plaidoirie de faire des effets de manche à répétition, en citant Oscar Wilde et George Orwell alors que ses « clients » risquent de passer leur nuit et les suivantes à Corbas.

On comprend vite que c'est également un univers très hiérarchisé où tout le monde a, ou doit avoir, conscience de sa place. La première place, celle du maître de cérémonie, est celle du juge, sorte de super chef qui contrôle le déroulement des audiences. On ne s'adresse à lui, à elle en l'occurrence, qu'en montrant de la déférence. C'est elle qui peut se permettre de demander à la procureur de se taire quand elle discute avec un avocat pendant une plaidoirie de la défense. C'est elle qui peut lancer à un prévenu (un adulte comme elle) un glacial « Tenez-vous droit ! » ou encore, face à un interpellé qui regarde ses baskets, un « c'est par ici que ça se passe » ; « C'est maître X votre avocat ? » et l'avocat de bondir de sa chaise « Oui ! » avant de se rasseoir immédiatement. C'est encore elle qui n'hésite pas à reprendre un interpellé sur ses formulations langagières : « j'étais au trottoir d'en face », [le coupant] « sur le trottoir d'en face »... Face à un prévenu qui dit « j'ai vu plein de gens, je suis rentré [dans un magasin défoncé] », elle rétorque « Et là, vous avez vu la porte ouverte du tribunal et vous êtes rentré ? » Derrière, les flics se marrent. C'est pas joli à voir.

## **« C'est une honte pour ceux qui nous regardent depuis l'étranger »**

Ce mardi 17 juillet, la procureur, grandiloquente à souhait, ouvre le bal. « Ça devait être une fête, c'est devenue une guerre ».

Elle continue toujours aussi exaltée : « Pour tous les français, tous les lyonnais, ça devait être la fête. On devait être fiers d'avoir deux lyonnais dans l'équipe de France, d'avoir enfin deux étoiles au maillot. À cause d'eux [les interpellés du 15 juillet], la fête a été gâché. Lyon fait partie des trois villes où il y a eu des débordements [\[1\]](#).

Quand je dis « débordements », c'est guérilla urbaine. C'est une honte pour ceux qui nous regardent depuis l'étranger. Ils [les interpellés] ne sont pas responsables de tout mais il y a un contexte à saisir : à 20h, on a même pas le temps de s'embrasser, de profiter sereinement du moment que des gens cherchent à incendier un véhicule anti-bélier, portière défoncée et extincteur vidé. Alors que ce véhicule sert à protéger la société civile contre ce genre d'événements et contre les fous qui chaque jour font peser la menace d'un attentat terroriste. Des incidents se produisent dans le métro puis il est évacué avec la fermeture de la station Bellecour. Plusieurs enseignes — Lacoste, Nature et Découverte, etc. — sont vandalisées. La rue de la République ne ressemble plus à grand-chose. Place du Pont, les policiers sont victimes de jets de projectiles. Les émeutiers sont repoussés. Plus tard, des véhicules sont incendiés. Les pompiers eux-mêmes sont pris à partis et ne peuvent intervenir. Les passants sont ébahis et apeurés. Des groupes de pilleurs éventrent les vitrines pour se servir encore dans la nuit. »



Ce récit des événements du point de vue policier vient du PV de contexte que ces derniers ont communiqué à la justice et que la juge et la proc' s'empressent goulûment de lire à plusieurs reprises à l'audience. Ce PV n'apporte strictement rien au procès, puisque rien n'y est décrit qui concerne *personnellement* les inculpés. Ce sont seulement des éléments d'ambiance transmis dans le but de les faire condamner plus lourdement. Comme la police a globalement peu d'éléments contre les gens qu'elle a arrêtés, elle en rajoute avec ce genre de récit un brin catastrophiste.

En 2010, pendant les procès du mouvement contre la réforme des retraites, les juges se plaisaient à faire du *riot porn* en plein tribunal : ils avaient poussé le vice jusqu'à faire installer dans la salle d'audience un écran et diffusaient avant les journées de procès les vidéos des scènes d'affrontements et de casse filmées depuis l'hélicoptère de la gendarmerie [2]. À l'époque, les avocats se scandalisaient de tels procédés et certains se barraient des salles d'audience en gueulant. Aujourd'hui, ça ne provoque même plus de scandale.

À la lecture de ce « PV de contexte », on apprend que les deux grandes préoccupations de la police sont : 1) que les gens s'amuse pendant ces moments et 2) que les voitures roulent (le rétablissement du flux automobile est un de leurs objectifs).

**« Vous avez considéré que, parce que c'est la fête et la joie, tout le monde peut pénétrer et aller se servir après que les vitrines aient été fracassées »**

Les interpellés défilent dans le box des accusés. Ils sont souvent jugés en groupe en fonction du magasin vers lequel ils se sont fait chopper. Un premier groupe vers Espace Foot (à la Guill), ensuite le Printemps (vers Bellecour), après un magasin de vélos électriques (sur Gambetta), Lacoste, etc. Tous les gens se sont fait attrapés dans ou à proximité des magasins. Parce qu'ils n'ont pas couru assez vite. Parce que dans ce genre de moments, les pouvoirs publics ne peuvent pas se permettre de n'arrêter personne. Ils veulent faire du chiffre, histoire de montrer qu'ils ont la situation en main.

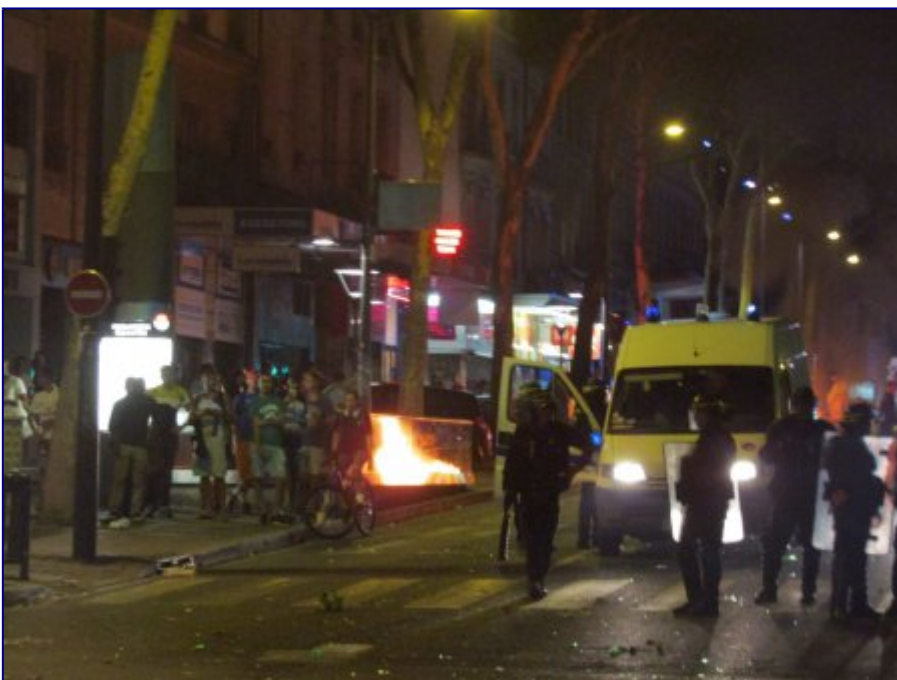




Au milieu de la foule des interpellés, il y a ce jeune homme tout juste majeur avec son histoire inattendue. Lui n'a pas été arrêté dans la rue mais s'est rendu de son plein gré. Ayant ramassé une veste qui traînait devant Espace Foot, il a « culpabilisé », l'a posé dans un buisson puis a marché et s'est rendu dans la nuit jusqu'au commissariat (les flics de Marlius Berliet annoncent fièrement dans leur PV « interpellons l'individu dans nos locaux à 00h40 ») [3].

La soirée de débordements du 15 juillet et les procès qui s'en suivent permettent de saisir les réactions du pouvoir face à l'événement émeutier. La réaction du pouvoir judiciaire n'est pas la même que celle du pouvoir marchand. Le pouvoir judiciaire est plein de mépris pour les interpellés, pour ceux qui n'ont pas fait la fête gentiment. Quand la proc' lit par exemple leurs déclarations en garde-à-vue : « je suis resté toute la soirée pour voir les émeutes », elle ironise « c'est un spectacle intéressant ».

Les marchands, quant à eux, incarnent plutôt la figure du pleureur. L'un a même osé faire le déplacement pour se plaindre devant le tribunal de son « préjudice » [4]. Un autre patron est présenté comme un type essayant péniblement de gagner sa croûte en vendant des vélos électriques (entre 1000 et 2000 euros le vélo quand même). L'avocate des parties civiles/du Capital essaie de faire pleurer dans les chaumières. « Ils [les gérants] doivent retrouver le droit et la possibilité de travailler dans [leur] magasin ». Sur ça on est d'accord, le droit du Capital en a pris un certain coup le soir du 15 juillet.



De manière générale, le pouvoir judiciaire plaint les gérants. Comme on est dans un tribunal et que ce ne sont pas des coupables, ce sont donc des victimes et il faut que ça se sache quitte à verser dans le ridicule.

La proc' : « Ces actes ne sont pas sans conséquences sur les entreprises qui sont des TPE avec des chefs d'entreprises qui ne sont pas milliardaires. Il y a une perte, une évansion de la clientèle. C'est un fait détestable. Un patron a le droit de participer à la liesse populaire sans être perturbé par les appels des forces de l'ordre qui lui disent que sa boutique vient d'être dégradé ».

Le gérant-prolétaire-et-vendeur-de-vélo-électrique est, paraît-il, dans un état pitoyable, pas seulement du fait du préjudice matériel mais parce qu'il ne comprend pas. Il a un besoin de comprendre qu'on s'en soit pris à son magasin alors qu'il n'y avait « que des chants, que de la joie dans la rue ».

D'un côté c'est un peu pitoyable de voir ça, ce goût de geindre publiquement. De l'autre, c'est assez cocasse quand on connaît la rapacité de ces gens-là. Pour ce qui concerne ce fameux magasin de vélos où, selon la procureur, 30 bicyclettes ont été dérobées — plus vraisemblablement à peine 5-6, selon les gens qui faisaient la fête à proximité —, lundi la vitrine était changée et mardi (soit le jour du procès) il rouvrait et reprenait son activité économique. *Business is business*. Sans parler du fait que tout ce petit monde judiciaire fait mine de ne pas savoir que les seules qui vont devoir réellement payer quelque chose dans cette histoire sont les assurances.

### « Ces gens-là ne respectent pas le travail des gens qui se lèvent à 6h du mat' pour faire tourner la boutique »

Ayant un rapport à la violence différent, le pouvoir économique et judiciaire se retrouvent néanmoins sur un point : la valeur travail.

La proc', encore elle : « C'est ça la réalité, c'est un pillage. Ces gens-là ne respectent pas le travail d'autrui, des gens qui se lèvent à 6h du mat' pour faire tourner la boutique ». (C'est sûr qu'elle en connaît quelque chose du monde du travail, assise toute la journée sur sa chaise à requérir des peines de prison et à infliger de la souffrance à ceux qui ont le malheur de lui passer sous la main.) Et c'est logiquement autour du travail que s'articule la pénalité (en faire gratuitement avec les TIG [5], être condamné à obligation d'en trouver un, avoir une peine plus clémente pour un prévenu « fixé » par un boulot...).



En face, quelques avocats assurent les défenses. Celles-ci sont plutôt moins mauvaises que la plupart du temps où les commis d'office des comparutions immédiates ne lisent pratiquement pas les dossiers, ne contestent rien et s'écrasent devant la cour, se contentant de demander à peu près la même peine que le parquet...

Pour bien comprendre le cérémoniel des comparutions immédiates, il faut avoir en tête que les prises de becs et autres confrontations verbales entre avocats de la défense et procureur ne font jamais que rejouer l'éternel « débat » entre la gauche et la droite sur le rapport que « la société » doit avoir face au crime. Pour la gauche, la police n'a pas attrapé « les bons », pas les premiers qui ont cassé, pris ce qui les intéressait et foutu le camp

mais des « seconds couteaux ». « Ce sont des vols d'opportunités, ils ne doivent pas assumer de responsabilité morale ». Pour la gauche, « il faut personnaliser la peine, l'adapter en fonction de la personnalité. ». « On n'est pas là pour faire une justice pour l'exemple » plaide contre l'évidence une avocate.

L'avocat de la défense joue la corde sensible, parle de l'âge du prévenu, de ses éventuels enfants, de son avenir qu'une peine de prison viendrait boucher. « Ce n'est pas une réponse adaptée » lance-t-il souvent. C'est le sempiternel balancement entre la gauche et la droite, entre l'avocat proche de son client, qui a un minimum d'empathie pour lui et le procureur, figure méchante par excellence qui réclame des exemples pour l'opinion, qui veut faire mal, terroriser, qui veut que les gens méditent leurs actions en maison d'arrêt, qui aimerait bien voir quelques têtes tombées si seulement la peine de mort était encore en vigueur.

Le procureur est, de par sa position, cet être qui carbure à la haine et qui surfe sur tous les affects micro-fascistes qui traversent la société (« en prison les casseurs ! », « mais sont-ils d'ailleurs bien français ? N'y-a-t-il pas quelques éléments pas vraiment de chez nous ? », etc.) et dont on peut se faire une idée en lisant les commentaires de faits divers de n'importe quel journal en ligne.

Mais, gauche et droite, tous sont d'accord et sur le fait central que le triptyque police-justice-prison est essentiel, qu'il faut punir ce qui s'est passé ce 15 juillet comme n'importe quelle manifestation qui prend la police et/ou le Capital pour cible, et que tout ce bordel c'est vraiment du n'importe quoi. Qu'une bonne fête n'a rien avoir avec l'idée et la pratique du débordement, qu'une fête dans la rue est un divertissement, si possible encadrée par la police et qu'en toute circonstances, même éméché, il faut respecter le règne de la marchandise. Au fond, on voulait la fête mais sans tout ce qui va avec.



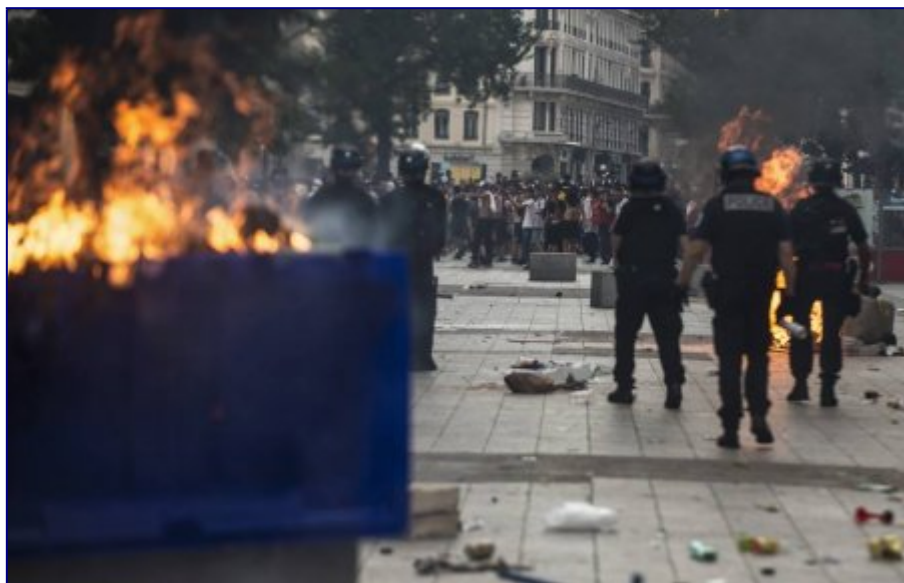
**« Pour citer Oscar Wilde, je dirais que la seule solution pour résister à la tentation, c'est d'y céder »**

Parfois, l'avocat de gauche se risque sur le terrain politique (l'avocat en question est proche des socialistes) et il approche alors le véritable rôle du dispositif des comparutions immédiates : « Pour atteindre sa cible, il faut viser juste. On ne juge pas un contexte, le parquet ne fait que communiquer, on fait passer un message de politique pénale ».

Lui n'est pas contre le fait que le parquet fasse passer un message. C'est d'ailleurs « un citoyen avant d'être un



avocat ». Mais qu'est-ce que c'est que cette histoire de cible ? « On n'atteint pas la cible, la procureur se trompe lance-t-il. [en montrant la salle] Elle est là-bas [la cible] ! » En fait, il n'y a pas que les interpellés qui sont jugés, c'est une illusion. La cible est beaucoup plus conséquente : c'est en fait l'ensemble de la salle d'audience, soit essentiellement les proches, et même encore plus largement, c'est l'ensemble de la population, à travers les comptes rendus journalistiques qui est la cible réelle de l'appareil judiciaire. Et le message est clair : si vous faites un pas en dehors des clous, si vous fêtez un peu trop bruyamment et sauvagement quelque chose, on ne va pas vous louper.



Une autre avocate s'offusque de cette évidence : à savoir que le contexte surdétermine tout dans ces affaires et que dans un autre contexte, la proc' demanderait des peines bien inférieures pour ce genre de faits (des rappels à la loi devant un OPJ ou des CRPC [6]). Il faut redescendre sur terre : « ils ne sont au mieux jugeables que pour vol. Le préjudice est le vol d'un t-shirt de couleur grise du club d'Arsenal. » Mais la procureur assume complètement le rôle politique de ses réquisitoires, le fait donc de ne pas juger tout le monde de manière équitable et annonce que sa sévérité est liée au contexte : les interpellés ont transformé cette ville en « zone de guerre pendant plusieurs heures » (elle n'a pas du souvent en visiter des « zones de guerre »), « chacun y a contribué à sa façon, à son échelle. Je ne m'échapperai pas de ce contexte ».

Au fond, comme le dit la même avocate, on leur reproche ce qu'on reproche à n'importe quel inculpé dans un procès politique : une intention, en l'occurrence une mauvaise intention : « Je ne vois pas ce qu'on lui reproche, il est juste dans le magasin, c'est tout. » C'est le fait d'avoir été traversé par ce « et tiens, si j'en prenais un » en s'approchant d'une vitrine défoncée qui est condamné. Un avocat de la défense ose même : « Pour citer Oscar Wilde, je dirais que la seule solution pour résister à la tentation, c'est d'y céder. » Au fond, on leur reproche surtout de ne pas être des citoyens irréprochables, d'avoir de mauvaises pensées qui les traverse.

### « On peut comprendre la fête. Mais les CRS n'étaient pas à la fête »

On le sait peu mais la police est une profession où l'on aime bien se victimiser. Victimes des délinquants, du désamour et de la non-reconnaissance de la population, du laxisme des juges. Un flic, ce 17 juillet, se victimise devant toute la salle d'audience :

- ▶ Avocat : vous avez pris votre service à quelle heure, 13h non ?
- ▶ Flic : 15h.
- ▶ A : Et vous deviez finir à quelle heure ?
- ▶ F : 23h.
- ▶ A : Et vous avez fini à quelle heure ?
- ▶ F : 5h du mat'.
- ▶ A : 5h du mat' ! Alors qu'à la base vous ne deviez même pas travailler et qu'on vous a rappelé !

L'avocat continue : « Les forces de police étaient là pour essayer de faire en sorte que tout le monde puisse rentrer chez lui dans un état à peu près correct ». Dans ce cas-là, il aurait fallu interdire l'alcool mais c'était alors s'en prendre à la marchandise (un peu comme les émeutiers).



Comme n'importe quelle victime, les flics ont besoin et attendent qu'on les reconforte. La proc' se lance dans une diatribe avec toujours la même retenue : « je tiens ici à saluer le courage et l'exemplarité [7]. Ou encore qu'un policier mette un coup de matraque télescopique a un autre dans la bouche et lui casse trois dents.]] des forces de l'ordre. Je sais que le week-end a été difficile, qu'il a fallu beaucoup d'énergie pour maintenir le calme. Je sais que la fête a tourné au fiasco. Je sais [leur mobilisation dans la nuit du 14 au 15 juillet](#). Ils sont là pour qu'il puisse y avoir une fête, pour sécuriser la vie de chacun d'entre nous. Pour lutter contre les risques qu'on court tous les jours avec des événements comme celui-ci et les risques terroristes. »

Et elle finit en faisant l'apologie du flic venant réclamer des dommages et intérêts pour s'être fait bousculer par un père de famille essayant de s'échapper d'un magasin. Le flic n'y est pas allé avec le dos de la cuillère : coup de pied dans le bassin, plusieurs coups de matraque télescopique, balayette, clef de bras et menottage. La proc' n'en peut plus : « C'est courageux comme positionnement. Il se met devant la vitrine, il est prêt au combat. Il aurait pu les laisser piller. » Tout ce petit monde aimerait bien avoir des héros à glorifier. Mais n'est pas Beltrame qui veut.

## Un affrontement de classes

La vérité de ce moment judiciaire, c'est que c'est un affect de vengeance qui anime le tribunal. Ceux qui se sont fait attraper doivent payer pour tout ce qui s'est passé le 15 juillet, le débordement de la fête. C'est ce qui explique l'énormité des peines (au final quatre personnes ont été emmenées en prison, les autres peines sont aussi très lourdes).

Ce que tout le monde fait mine d'ignorer et qui ne sera pas évoquer durant tous ces procès, c'est quelque chose comme « l'affrontement de classes » (comme on disait jadis) qui se lit dans cette émeute et la répression qui l'accompagne. Même sans être marxiste, quand on regarde ce qui s'est passé, on est obligé de constater que ce ne sont que des pauvres passent en jugement. Ce sont eux qui ont se sont saisis de la victoire de l'équipe de France comme une l'occasion d'aller foutre le zbeul en centre-ville, se refaire une garde-robe au passage et en profiter pour ravager la métropole rutilante. Un bien beau programme.

## P.-S.

Toujours bon à savoir : la proc' a demandé qu'il n'y ait pas de levée des scellés car des analyses vont se poursuivre notamment avec une veste abandonnée à l'intérieur du magasin de vélos et sans doute par les analyses ADN de traces de sang « relevées par les services de police ».

## Notes

[1] En fait, c'est faux, des affrontements se sont produits dans plusieurs villes : Paris, Nantes, Rouen, Grenoble, Marseille, La Roche-sur-Yon Toul, Mulhouse, Menton, dans les Yvelines, etc.

[2] Pour se donner un ordre d'idée, c'est comme si dans des procès pour détournement de fonds publics, les juges se laissent aller à diffuser des vidéos de pauvres qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts, histoire de bien faire comprendre le résultat du procès qu'on escompte.

[3] Être gentil face à ces gens-là ne sert à rien, le seul langage qu'ils comprennent, c'est le rapport de force. N'ayant au final rien volé et s'étant rendu, la proc' a osé demandé contre lui 4 mois avec sursis. La juge lui en a mis 6.

[4] Vitrine pétée, présentoirs vidés, murs dégradés, articles volés... Sur la vidéo-surveillance, il a comptabilisé une auto-réduction d'environ 50 individus.

[5] Travaux d'Intérêt Général, peine alternative à l'incarcération et où on travaille gratuitement...

[6] Comparution sur Reconnaissance Préalable de Culpabilité, sorte de plaidé coupable à la française.

[7] C'est sans doute cette même exemplarité qui a conduit à ce qu'un jeune homme [se prenne un tir de flash-ball dans la tête et perde un oeil](#) ce même 15 juillet place Bellecour.

## Marseille

### Marseille : Bruler Engie

*Indymedia Nantes / samedi 21 juillet 2018*

Début juillet, boulevard Hilarion Boeuf, à Marseille, un utilitaire Engie a été incendié. Inéo (filiale d'Engie) a été choisie pour la mise au point de la plate forme big data de marseille. à suivre...

*minimalist*

This entry was posted in [Antitech](#) and tagged [Bouches-du-Rhône](#), [Engie](#), [Inéo](#), [Marseille](#). Bookmark the [permalink](#).

## Mexique

## [Mexico] Les autorités pénitentiaires saccagent et détruisent la bibliothèque autonome Xosé Tarrío dans la prison nord . Répression contre le collectif CIMARRON

**Les autorités pénitentiaires saccagent et détruisent la bibliothèque autonome Xosé Tarrío dans la prison nord de Mexico. Répression contre le collectif CIMARRON**

Depuis le mois de novembre 2017, Fernando Barcenas ([qui est sorti de prison le 11 juin dernier](#)) et d'autres prisonniers du collectif Cimarron\* lançaient l'idée de mettre en place une bibliothèque autonome gérée par les prisonniers eux-mêmes à l'intérieur de la prison Nord de Mexico. Après plusieurs mois de travail et de construction à l'intérieur, d'organisation et de soutien de l'extérieur, la bibliothèque « Xosé Tarrío González » \*\* est inaugurée le 28 avril 2018, non sans difficultés. La bibliothèque grandit peu à peu, elle se dote de 1000 documents et livres environ, jusqu'à ce que, le 5 juillet 2018, les autorités pénitentiaires décident de mettre fin à cette initiative.

« Construire une bibliothèque à l'intérieur de la prison va bien au-delà du fait de créer un simple espace « culturel » ou de « loisirs », cela implique d'assumer le fait qu'il y aura des tensions et des affrontements parce que, pour les sbires de l'administration pénitentiaire, il est inconcevable que les prisonniers soient capables d'autodétermination. » [Écrivait Fer Barcenas au mois de février 2018, depuis la prison Nord]

**Communiqué envoyé par la Croix Noire Anarchiste de Mexico, 6 juillet 2018 :**

Jeudi 5 juillet 2018, les compagnons incarcérés dans la prison nord, qui font partie du projet collectif CIMARRON ayant mis en place une bibliothèque alternative [à l'intérieur de la prison] nous ont informé que cette dernière avait été attaquée par les gardiens sous les ordres des commandant Hormigo (chargé de la sous-direction de la sécurité) et Campos. Ces derniers ont obligé, mardi dernier, les compagnons à se couper les cheveux, en les menaçant d'être punis et envoyés dans le module de sécurité maximale de cette prison. Face à cette menace, les compagnons ont accepté de se couper les cheveux. Cependant, ils ont porté plainte contre les méthodes autoritaires du personnel de sécurité.

C'est pour cette raison que les commandants les ont convoqués à la direction pour renouveler leurs menaces. Cette fois-ci, ils ont dit que s'ils ne retiraient pas leur plainte, ils seraient transférés au module de sécurité maximale. Suite à tout cela, des fouilles violentes des cellules des compagnons ont été effectuées par les gardiens. Cela s'est fini par le saccage et la destruction de la bibliothèque alternative Xosé Tarrío González et le transfert du compagnon Gerardo Ramírez Valenzuela au dortoir de punition numéro 1 sous des prétextes absurdes.

Il faut rappeler que ce harcèlement dure depuis des mois. En effet, les autorités voient cette bibliothèque comme un danger pour leurs intérêts économiques.

Nous dénonçons l'attaque d'un espace culturel où les prisonniers peuvent s'exprimer librement. Nous mettons en question la duplicité morale et l'hypocrisie de l'administration pénitentiaire.

En effet, d'un côté, elle attaque des espaces culturels et artistiques, criminalise ceux qui refusent de se soumettre docilement à sa politique d'extermination et de mort, tout en autorisant et protégeant des entreprises criminelles auxquelles ces hauts fonctionnaires appartiennent.

Suite à ces faits, nous rendons responsables le directeur de la prison Enrique Serrano Flores, ainsi que Mónica Mandujano Rosillo la responsable de l'auditorium (où se trouve la bibliothèque) et les commandants Hormigo et Campos, des dégâts causés à la bibliothèque et à l'intégrité physique des compagnons du collectif Cimarron: Luis Lázaro Urgell, Alejandro N, Gerardo Ramírez Valenzuela. Nous exigeons que soit levée la punition de Gerardo et qu'il soit ramené à son dortoir.

**Sources :** Proyecto ambulante, Cruz Negra Anarquista Mexico

**Notes :**

\*Le collectif CIMARRON est formé par plusieurs prisonniers en résistance de la ville de Mexico dont : Fernando Barcenas Castillo [qui est sorti de prison le 11 juin 2018], Gerardo Ramirez Valenzuela, Luis Lazaro Urgell et Alejandro N. Il s'agit d'un petit groupe de personnes qui ont décidé eux-mêmes d'appeler « cimarrón » « cimarrón pouvant être tout animal domestiqué qui échappe à ses maîtres et redevient sauvage. Ce collectif a entamé un vaste travail de re-signification et de ré-appropriation de la vie à partir de la résistance culturelle, ignorant les espaces institutionnels pour mettre concrètement en place des ateliers, des discussions, une bibliothèque alternative, pour construire de la sorte une vie communautaire en marge du temps et des restrictions de la prison. En effet, la majorité de ceux d'entre nous considérés comme des « criminels » nous avons démontré que nous sommes capables d'assurer la subsistance avec intelligence, instinct et force physique en les combinant parfaitement entre eux, c'est ce qui fait de nous un ennemi en puissance à écarter par ceux qui nous dominent. C'est d'ailleurs pour ce motif qu'ils nous enferment dans des cages et qu'ils nous combattent de façon si brutale... Nombreux sont les « criminels » qui ne sont pas conscients de cela, mais d'autres comme nous l'ont perçu et sont prêts à livrer bataille contre le monstre carcéral et contre toute forme de domination... »

\*\*Xosé Tarrío González est né en 1968 à la Coruña. A onze ans il est enfermé dans un internat, puis en maison de redressement pour se retrouver à 17 ans en prison où il contracte le SIDA. En prison, il met en œuvre l'anarchisme et la rébellion, menant de nombreuses tentatives d'évasions, pratiquant la solidarité réelle entre les prisonniers, luttant résolument contre la prison et les gardiens de prisons ; toutes ces attitudes entraînent humiliations, mises à l'isolement et il est de nombreuses fois torturé. En 2004, son état de santé se dégrade une nouvelle fois à cause de la maladie et finalement, le 2 janvier 2005 il meurt victime de l'institution carcérale et de la société qui la soutient. Xosé était un prisonnier du régime spécial FIES (Fichier Interne de Suivi Spécial) et auteur du livre « Huye, hombre, huye ».

#### Plus d'infos:

**Fanzine du collectif CIMARRON :**

<https://liberonsles.files.wordpress.com/2017/01/fanzincimarrondefa.pdf>

**[D.F, Mexico] Lettres de Fernando Bárcenas Castillo : A propos de la bibliothèque Xosé Tarrío González , à l'intérieur de la prison Nord :**

<https://liberonsles.wordpress.com/2018/06/06/d-f-mexico-lettres-de-fernando-barcenas-castillo-a-propos-de-la-bibliotheque-xose-tarrío-a-linterieur-de-la-prison-nord/>

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

## Paris

### Etampes (Essonne) : Pas par hasard

*Le Parisien / vendredi 13 juillet 2018*

**Un feu a touché une structure modulaire installée sur le stade Poirier. Ce local n'était pas visé par hasard, car il alimentait quelques caméras de la ville.** « Ce local n'a pas été visé par hasard. » A la mairie d'Etampes, on s'attend à « un week-end du 14 juillet sous haute tension ». Car un incendie volontaire s'est déclaré sur une structure modulaire située dans le





complexe sportif Michel-Poirier, au milieu du quartier de Guinette, ce jeudi. Implanté à côté de huit autres petits blocs identiques, celui qui a flambé avait un intérêt particulier : il servait de local technique pour la vidéoprotection de ce quartier sensible.

Du coup, **certaines caméras du secteur ne fonctionnent plus.** « Je ne sais pas comment ces jeunes ont su ce qui se trouvait à l'intérieur, mais on va faire en sorte de sécuriser les bâtiments publics ce week-end, indique Bernard Laplace, le maire (SE) d'Etampes. Des binômes formés avec du personnel municipal seront chargés de la surveillance. » Une entreprise de sécurité privée va aussi assurer des rondes régulières.

Car le 14 juillet correspond aussi à la date où, il y a un an jour pour jour, lors des émeutes survenues rue Guettard et plus généralement dans le quartier de Guinette, un jeune avait été lourdement tabassé par des médiateurs. Ces derniers ont d'ailleurs été condamnés en février dernier pour cette agression d'une rare violence qui avait valu à la victime 45 jours d'ITT.

« On y a pensé, reconnaît l'édile. Mais je suis optimiste, je pense qu'une victoire de l'équipe de France en Coupe du monde peut aussi apaiser tout le monde. »

Les caméras hors-service sont en cours de réparation, mais ne seront sans doute pas utilisables avant quelques jours. Par ailleurs, le manque de sécurité autour d'une structure aussi sensible pose question. « On va revoir toutes les installations de ce type sur la ville, relate le maire. Les laisser dehors, sans surveillance, c'est terminé. D'ailleurs, à cet endroit aussi nous allons changer le local de place, pour qu'il soit mieux protégé à l'avenir. »

This entry was posted in [Anti-caméras](#), [Antiélectorat](#) and tagged [caméra](#), [Essonne](#), [Etampes](#). Bookmark the [permalink](#).

## [\[Keufmobile en feu\] Dernier encagé : pas de nouvelles de l'aménagement de peine](#)

Le 21 juin dernier, la dernière personne incarcérée pour l'affaire du quai de Valmy est passée devant le juge d'application des peines (JAP) pour une demande d'aménagement de peine.

Il est enfermé depuis bientôt un an et demi et sa date provisoire de libération est en février 2019. L'audience intervenait 9 mois après qu'il en ait fait la demande malgré les 4 mois de délai prévus par la loi.

L'administration pénitentiaire et le procureur ont donné un avis défavorable à sa libération, argumenté par son silence obstiné sur les faits. Le JAP a mis le résultat en délibéré au 11 juillet.

Apparemment ça ne suffisait pas de mettre un délibéré trois semaines plus tard, trois semaines d'attente et de possibles espoirs. Le 11 juillet, silence radio de la part du JAP et le 12 on apprend que le délibéré est repoussé « au début de semaine prochaine ». Ces contretemps permanents, qu'ils soient réfléchis ou simplement liés à la négligence de ceux et celles qui ont la liberté des autres entre leurs mains, usent les nerfs des prisonnier-e-s et de leurs proches. Ils ramènent à l'impuissance que génère la situation d'être pris-e dans la machine carcérale. Quand on pense que plein de personnes détenues n'ont aucune connaissance du droit, ne sont pas forcément entourées, pour certaines ne lisent pas le français, on imagine que beaucoup se retrouvent complètement à la merci de l'arbitraire pénitentiaire. On a déjà vu des personnes rester dedans alors qu'elles étaient libérables depuis plusieurs jours, sans possibilité de comprendre ce qui se passait.

Si l'AP et l'État tentent de briser les détenus et leurs proches par ces petites et grandes mesures arbitraires et vexatoires, soyons les bâtons dans les roues de ce système trop bien huilé.

Chaque jour passé en taule est un jour de trop !  
Détruisons toutes les prisons !

## Coupe du Monde 2018 : la joie et la rage mêlées sur les Champs-Élysées



« On veut vraiment finir bien, avec le sourire, faire péter la France. »

[Paul Pogba](#), 13 juillet 2018.

« Tout niquer sur les champs c'est comme un rêve d'enfants, tous banlieusards mis au ban, rats des villes et des champs, des cauchemars qui nous hantent comme des rêves attachants, des lendemains qui déchantent comme des refrains tranchants. »

Enedeka Maska, [SKP](#), 2013.

Ah cette Coupe du Monde, comme c'était kiffant, avec ses surprises (l'Allemagne sortie au premier tour avec une dernière défaite contre la Corée du Sud, l'Espagne éliminée aux tirs aux buts en 8<sup>e</sup> par la Russie, le Japon à deux doigts d'éliminer la Belgique qui finalement se qualifie et bat le Brésil...), et les matches de l'équipe de France qui sont de plus en plus enthousiasmants au fil du tournoi, avec Kanté, Griezmann, Mbappé, Varane, Pogba, Lloris et les autres qui nous font vivre des scénarios de oufs depuis les 8<sup>e</sup> contre l'Argentine jusqu'à la finale contre la Croatie ! Trop bon ! Merci les gars !

Mais on n'est pas dupes non plus. Cette joie est éphémère, et surtout, elle est systématiquement récupérée par le pouvoir, quel que soit le président en place, quel que soit le contexte politique. Alors Macron qui se tape l'incruste, qui claque des bises aux joueurs comme si c'était ses potes, on sait très bien qu'il est en mode récupération et ratissage [1], que c'est un moyen de nous faire oublier que la politique de son gouvernement est aussi merdique que celle des précédents gouvernements, si ce n'est pire. Et c'est sûrement pire, en fait.

En juillet 1998, ça avait péter dans la joie après la première victoire finale en Coupe du Monde. En 2006, ça avait péter aussi après les victoires des bleus en quarts et en demi (avec des matches de dingo de la part de Zizou), mais pas après la finale perdue contre l'Italie. Perso, je serais plutôt tenté de tout péter quand on perd, mais bon, la vérité c'est que ça me va de tout péter quelles que soient les circonstances. Tant qu'on vivra dans un monde d'exploitation et d'inégalités sociales, on aura raison de (vouloir) tout péter.

Ce dimanche 15 juillet, après la victoire des bleus en finale contre la Croatie, des centaines de milliers de personnes sont sorties fêter ça dans la rue, et c'est parti en émeute un peu partout en France, de Paris à Marseille, en passant par Lyon, Strasbourg, Rouen, Grenoble, Nantes, etc.

À Paris, il y avait une sorte de "lâcher prise" un peu partout, dans le métro, le RER et dans les rues, ça klaxonnait de partout, ça gueulait, et des centaines de milliers de personnes se sont retrouvées sur les Champs-Élysées et dans les rues autour. Des gens de toutes les générations, de toutes les couleurs, de tous les coins de l'Île-de-France (et d'ailleurs), et forcément, tout le monde n'était pas là tout à fait pour les mêmes raisons. Fêter la victoire finale en Coupe du Monde, bien sûr, c'était le dénominateur commun. Mais dans les VIII<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> arrondissements de Paris, l'avenue des Champs-Élysées, les coins les plus outrageusement bourgeois de Paris, avec des flics anti-émeute à tous les coins de rue, on peut comprendre qu'un bon nombre des personnes venues fêter la Coupe du Monde aient voulu en profiter pour mêler la rage à leur joie !

La liesse collective qui fait suite à la victoire des bleus fait oublier nos soucis personnels et nos galères quotidiennes pendant quelques heures, voire quelques jours, mais la réalité sociale est tenace et remonte vite à



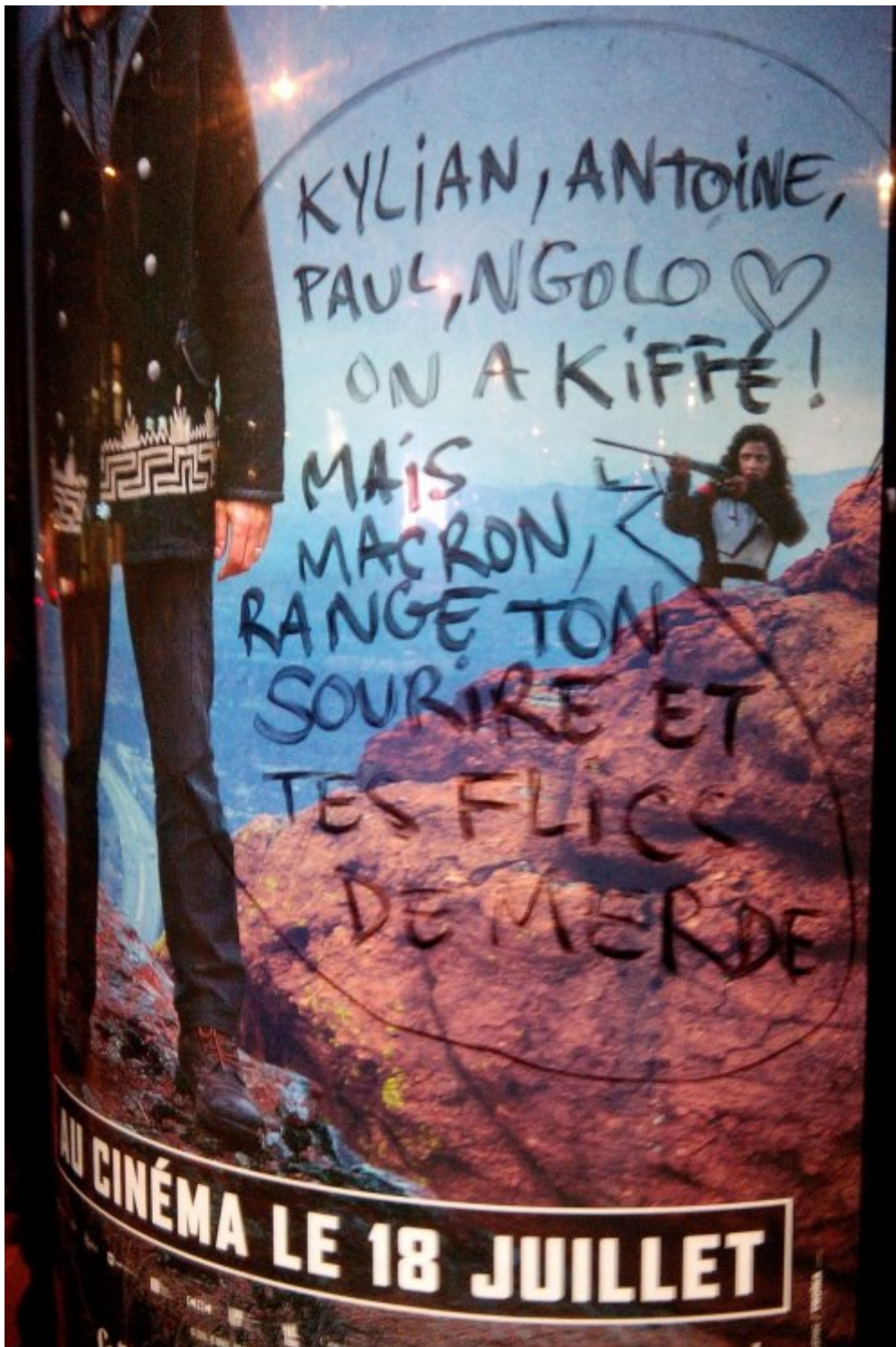
la surface : c'est la merde à l'école, au taf, avec les administrations sociales, avec les proprios ou les agences pour le logement, avec les autorités en général (et les flics en particulier), et tout ça n'est pas près de changer...

Alors Macron, remballe ton sourire et calme ta joie avec ta récup' politique tellement prévisible !

Je ne sais pas exactement comment les affrontements ont commencé sur les Champs, si c'est les flics et leurs attitudes de merde qui ont mis le feu aux poudres, ou si c'est quelques énervé.e.s qui ont commencé à les caillasser, mais dans les deux cas, la révolte est bien compréhensible, et nécessaire.

De mon point de vue, au milieu de centaines de personnes sur les Champs-Élysées, j'ai d'abord vu des flics balancer des palets de lacrymogène près de la foule et y créer un effet panique assez flippant. Des dizaines de milliers de personnes qui refluent sur un terrain bondé de gens, c'est pas évident. Et encore moins dans un contexte où l'expérience des manif et des émeutes manque à l'énorme majorité des gens présent.e.s. Il y a quand même eu de bons réflexes d'entraide, même si le sérum physiologique pour nettoyer les yeux attaqués par la lacrymo manquait cruellement. Parce qu'on a fini par être sérieusement noyé.e.s dans les gaz lacrymogènes !

Alors la rage a redoublé et de plus en plus de gens se sont mis à caillasser les flics, en plusieurs endroits des Champs-Élysées, pendant quelques heures, les flics ripostant systématiquement par des gaz lacrymogènes, puis en fin de soirée avec quatre canons à eau. Et pendant toute cette soirée, de beaux moments ont rendu la fête mémorable : le pillage de plusieurs magasins sur l'avenue des Champs-Élysées et sur l'avenue de la Grande Armée : notamment le Drugstore Publicis, un Intermarché, un magasin de scooters, un kiosque à journaux, ... La casse et/ou la tentative de pillage mise en échec du magasin Adidas et de la boutique officielle du Paris-Saint-Germain (cette dernière étant d'abord protégée par les flics, puis tristement gardée par des supporters zélés du PSG), d'un magasin Yves-Rocher, etc. Des barricades enflammées, notamment sur l'avenue Franklin D. Roosevelt, des arrêts de bus et des panneaux de pub pétés, des voitures renversées et/ou cramées, en plus des habituels pavés et autres bouteilles, des feux d'artifice servent de projectiles contre la police, cette ambiance émeutière gagnant un périmètre assez large, c'était le chaos dans les rues les plus riches de Paris, un très grand moment [2] ! Largement à la hauteur de cette belle Coupe du Monde.



Détournement sur l'avenue des Champs-Élysées  
Trouvé sur [depassement.tumblr.com](https://depassement.tumblr.com).

[1] Mais alors bien sale, pas comme N'golo Kanté !

[2] Seule ombre au tableau, près d'une centaine de gardes-à-voir auraient été effectuées sur Paris...

## **Claudio Lavazza transféré en France**

*Round Robin* / mardi 17 juillet 2018

L'anarchiste prisonnier Claudio Lavazza (en prison en Espagne depuis 1996\*) a été transféré depuis une dizaine de jours dans une prison de haute sécurité en région parisienne. Le transfert, souhaité par Claudio, est dû au

nouveau procès pour les faits dont Claudio est accusé en France, depuis les années 80. Une fois ce procès terminé, il sera transféré à nouveau en Espagne pour finir la peine qui lui reste à purger dans ce pays.

D'autres nouvelles suivront  
Contre toutes les prisons !

\*\*\*\*\*

*\*NdAtt. : Claudio a pris part au combat révolutionnaire armé à la fin des années 70 en Italie. Il est accusé de l'homicide d'un flic, revendiqué par les « Proletari Armati per il Comunismo », en 1979 (condamné à perpétuité par contumace). En cavale depuis le début des années 80, il se rapproche des idées anarchistes. Il sera arrêté seulement en 1996, en Espagne, à la suite d'un braquage qui finit par un échange de tirs avec la police (deux flics trouveront la mort). Claudio a été condamné à 49 ans de prison, Giorgio, hors-la-loi italien, à 48 ans, pour le braquage et la mort des deux flics. Avec eux ont été arrêtés deux compagnons italiens, Giovanni Barcia et Michele Pontolillo, en cavale car sous le coup de l'opération Marini. Claudio, Giovanni et Michele sont également condamnés à 11 ans de prison par la justice espagnole pour l'assaut du consulat italien de Malaga, en décembre 1996, lorsque le consul a été retenu durant quelques heures, pendant que des fax de solidarité avec les anarchistes sous le coup de l'opération Marini étaient envoyés à des institutions italiennes.*

*En ce qui concerne la France, Claudio est accusé d'avoir participé au « casse du siècle » du 4 juillet 1986 à Saint-Nazaire, lorsque des personnes se revendiquant par la suite comme « Des braqueurs funambules » emportent 88 millions de francs de la Banque de France. Alors que des articles de journaux attribueront ce braquage à AD, un communiqué parviendra à Libération, disant entre autre « ne pas être membres d'Action directe » et que « l'insécurité, ce n'est pas le grand banditisme ou ceux qui luttent contre un ordre établi » mais « c'est le chômage, le désespoir, la misère organisée et ses conséquences, drogue, Ricard et ses trafics ».*

*Pour plus d'infos, se reporter à la [brochure](#) publiée à l'occasion de la discussion du 5 avril 2012 à la Bibliothèque anarchiste Libertad, pour la présentation de la version italienne de l'autobiographie de Claudio, «Pestifera la mia vita».*

## **Yvelines : Les festivités continuent**

### **Yvelines : Voitures et poubelles en feu, flics caillassés**

*Le Parisien / mardi 17 juillet 2018*

Des nouvelles violences urbaines ont eu lieu la nuit dernière après la série survenue durant le week-end de la fête nationale et après la finale de la Coupe du monde de football.

**Lundi soir, les policiers ont été pris pour cible à Achères** par plusieurs individus qui ont jeté des projectiles en direction des fonctionnaires. **Plusieurs poubelles et des véhicules ont été incendiés notamment à Élancourt, Les Mureaux, La Celle-Saint-Cloud, Mantes-la-Jolie, Houilles ou encore Rambouillet.**

Ces six nouveaux actes s'ajoutent au triste bilan du week-end où pas moins de 78 véhicules et 77 poubelles avaient été incendiés de vendredi. Des échauffourées s'étaient également produites à Mantes-la-Jolie, Trappes, Versailles et Guyancourt. Les policiers avaient dû utiliser leurs armes de défense pour disperser les attroupements.

\*\*\*\*\*

### **Chanteloup-les-Vignes (Yvelines) : Même les murs insultent la police**

*Le Parisien / mercredi 18 juillet 2018*

Des tags injurieux ont été découverts mardi après-midi à Chanteloup-les-Vignes dans la cité de la Noé. Ces inscriptions peintes sur un immeuble proche de la halle du marché, rue des Pierreuses, visaient la police.

**Effectuées à l'aide d'une bombe jaune fluo, elles couvraient une zone de six mètres sur deux de hauteur.** Après avoir constaté cet acte, les forces de l'ordre ont prévenu les autorités et la mairie. Dans la foulée, les

agents municipaux des services techniques de la ville ont recouvert les inscriptions en appliquant une couche de peinture.

This entry was posted in [ACAB](#), [Des mauvais moments pour les bleus](#) and tagged [Achères](#), [Chanteloup-les-Vignes](#), [Comps](#), [Elancourt](#), [Gard](#), [Guyancourt](#), [Houilles](#), [La Celle-Saint-Cloud](#), [Les Mureaux](#), [Mantes-la-Jolie](#), [Rambouillet](#), [Trappes](#), [Versailles](#), [Yvelines](#). Bookmark the [permalink](#).

## Suisse

### [Sabotage contre le projet de camp fédéral au Grand Saconnex](#)

Les camps pour sans-papiers se propagent à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Europe. En Suisse, 20 nouveaux centres fédéraux pour personnes demandeuses d'asile sont en train d'être construits. Cet euphémisme ne doit pas masquer leur caractère de gestion, de contrôle et d'isolement qui ne cesse d'augmenter.

Au Grand-Saconnex, près de Genève, un complexe du même acabit est prévu en ce moment même (camp fédéral, police, gardes-frontières, police internationale). En concevant ses plans, le bureau d'architectes « Berrel Berrel Kreutler » de Bâle et de Zürich fait partie de ce nouveau régime. Son architecture d'une imagination débordante fait en réalité partie de l'architecture des camps en Europe – univers froid, brutal, retenu-e en isolement et coupé-e des autres. Ce sont des idées répressives coulées dans le béton qui sortent de terre de partout aujourd'hui.

La semaine dernière, nous avons mis ce bureau d'architectes face à ses responsabilités en lui brisant ses vitres et en taguant des slogans sur sa façade.

Des connaissances d'Aboubakar [1]

En solidarité avec toutes les personnes qui sont en lutte pour atteindre l'Europe.

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

## Toulouse

### [Toulouse : une instruction en cours pour une action au siège de l'UMP en 2015.](#)

*IAATA.info / mercredi 11 juillet 2018*

Le mardi 14 avril 2015, dans l'après-midi, une action a lieu à Toulouse, en solidarité avec les migrant-e-s de Calais. Le local de l'UMP situé rue Gabril-Peri, en plein centre de Toulouse, est « expulsé » par un groupe de personnes en représailles aux nombreuses expulsions de squats de migrant-e-s menés par la mairie UMP de Calais. En quelques minutes, le mobilier se retrouve sur le trottoir et les dossiers dans le caniveau. Deux tags sont laissés sur la façade, un tract est distribué dans la rue et, dans la foule, [un texte est publié sur Internet](#). L'UMP porte plainte, la presse parle de saccage et les partis politiques condamnent.

Plus de trois ans après, **le 12 juin 2018, une personne habitant à Toulouse (et ayant été placé en garde-à-vue dans [l'affaire de l'incendie des véhicules de gendarmerie à Limoges](#)) se rend à une convocation venant de la section criminelle de la police judiciaire de Toulouse. Il est placé en garde-à-vue durant sept heures pour des faits de « dégradations et/ou détérioration en réunion » et « violences en réunion sans**

**interruption de travail » pour des faits ayant eu lieu en avril 2015 à Toulouse, à savoir cette action au siège toulousain de l'UMP.**

Une instruction est en cours sous la direction de Florence Bru, juge d'instruction à Toulouse. Elle a délégué son pouvoir d'enquête aux flics toulousain via une commission rogatoire datée du 24 novembre 2017.

Selon les flics, les personnes présent-e-s au lors de cette action portaient des masques. Les flics pensent que la personne convoquée était sur place car des traces d'empreintes (appelées traces papillaires) lui appartenant auraient été retrouvés sur des masques en plastique blancs à proximité du siège UMP. Pour le moment, cette personne n'est pas mise en examen, mais, d'après les pandores de la Crim, elle devrait être convoquée ultérieurement par la juge d'instruction.

**Le mercredi 27 juin, la personne en détention provisoire à Limoges est extraite de la maison d'arrêt pour être également placée en garde-à-vue dans cette affaire. Elle est entendue à Limoges par des flics toulousains et n'est pas non plus pour l'heure mise en examen.** Des traces d'ADN qui lui sont attribuées auraient été également retrouvées sur un masque en plastique blanc récupéré par les flics.

Il semblerait que la criminelle suspecte d'autres personnes d'avoir participé à cette action. Il est possible qu'il y ait dans les temps à venir d'autres convocations et/ou garde-à-vue. L'existence d'une commission rogatoire ouverte par une juge d'instruction permet, pour police et justice, le déploiement d'un large arsenal de mesures de flicages

Liberté pour tou-te-s, avec ou sans papiers.

## USA

### **[Pennsylvania: Sabotage at Mariner East 2 Pipeline Construction Site](#)**

The post [Pennsylvania: Sabotage at Mariner East 2 Pipeline Construction Site](#) appeared first on [It's Going Down](#).

**The following communique was originally anonymously sent to and published on *Philly Anti-Capitalist*, which we reprint below.**

*Stock photo from The Business Journal*

The communique reads:

In late June, we sabotaged construction of the Mariner East 2 pipeline in Pennsylvania by tampering with the liquidation system of an excavator being used on a construction site. We did this in a way that would not be noticeable until operating the machine afterwards had ruined it permanently.

Despite conditions changing after several scouting trips, we were able to adapt our plans in the moment and find a different suitable target. If you visit the pipeline route, machines and other infrastructure are everywhere, and many are still unguarded.

According to Sunoco/ETP, the pipeline is 98% complete. But the pipeline project is struggling due to growing opposition, other vandalism incidents and repeated shutdowns of construction due to heinous environmental violations. These major financial losses and plummeting stocks make ETP a prime target for further sabotage, which could tip the scales so that this and future earth-destroying pipeline projects are no longer viable. We encourage people to safely do their own research and join in on the fun!



## USA : Call for International Solidarity with Prison Strike 2018



On August 21st, people locked up in prisons throughout the United States are set to go on strike, calling attention not only to heinous abuses and inhumane conditions, but also to the ongoing enslavement of millions of people inside American prisons. After the Civil War, slavery remained institutionalized in American society through the constitution's 13th amendment, which allows slavery to remain as punishment for a crime. In America, black people's criminalization is enforced by police who frequently shoot black people with impunity and by judges who sentence black people to draconian sentences, ensuring their enslavement in modern-day plantations.

Facing a situation meant to stifle any glimmer of joy and humanity, people in prisons across the United States are calling attention to the "lack of respect for human life that is embedded in our nation's penal ideology" by courageously going on strike from August 21st to September 9th.

The dates, chosen by prison organizers, signify the strike's continuation with the legacies of Nat Turner, who began his rebellion on August 21, 1831, and the Attica Uprising, which began September 9, 1971. Nat Turner, who was born into slavery, took part in a major insurrection, freeing slaves from plantations and executing slave owners. The Attica Uprising, an important milestone for prison resistance in the United States, took place following the shooting of black revolutionary George Jackson by a prison guard during an escape attempt. Like Nat Turner and the Attica rebels before them, prison strikers today are fighting for black liberation and the abolition of slavery.

Revolutionaries around the world should be aware of the struggle against slavery in America's prisons. The Trump presidency is one of the most barbaric regimes in the world today, continuing a long legacy of racism, exploitation and genocide engrained in the American state. People in prisons rising up to regain their humanity are providing some of the most inspiring resistance of the Trump era to the horrifying, dehumanizing policies of America's judicial system.

We call on comrades around the world to join in solidarity actions with the prison strike in the United States. The American state and corporations that benefit from prison slave labor must be held accountable for their atrocities by revolutionaries through direct action in locations around the world. Actions targeting American consulates and companies benefiting from slave labor, and destroying symbols of American prison slavery will draw the world's attention to the struggle taking place within the prisons.

Militant actions in support of the prison strike will send a powerful message of defiance to the American state and solidarity to rebels inside prison walls.

**Burn the prisons!**

**Support the prison strike!**

**Long live international solidarity!**

[revolutionaryabolition.com](http://revolutionaryabolition.com)

## Uk



## **Infos à propos de l'ancien policier infiltré Mark Kennedy**

*Contra Info / traduction reçue par mail le vendredi 13 juillet 2018*

Ce document veut rendre public **des infos de base sur l'ancien policier infiltré Mark Kennedy**. Il décrit ses allées et venues, son travail et ses loisirs. Il contient aussi une note sur l'ancienne policière infiltrée 'Lynn Watson'. Nous espérons qu'il leur apportera, ainsi qu'à leurs semblables, un sentiment de peur et d'insécurité. Que cela fournisse aussi un bon point de départ à ceux qui voudraient agir à partir de ces informations...

**Mark Kennedy a infiltré des groupes et des campagnes anarchistes et activistes entre 2003 et 2010 sous le pseudo de 'Mark Stone'. À notre connaissance, il était impliqué avec des groupes et individus en Grande-Bretagne, Islande, Allemagne, France, Danemark, États-Unis et Espagne** où il a recueilli des informations pour différentes forces de police, parfois de façon non-officielle, parfois en faisant partie d'opérations officielles internationales. Il a continué à exercer des missions similaires pour le secteur privé après avoir quitté la police et a fondé lui-même au moins deux entreprises.

Nous ne tenterons pas de documenter de façon exhaustive ses activités ici, pas d'avantage que nous ne pourrions espérer rendre compte du mal qu'il a fait. Nous ne sommes pas liés aux révélations initiales sur lui ou sur d'autres infiltrés. Des nombreuses informations existent déjà sur le net relatant leurs activités. Parce que les informations et les campagnes concernant ces révélations furent extrêmement problématiques et controversées, nous n'avons pas fait référence à des sites web ici, mais il y a beaucoup de sources sur le net. Cependant, nous encourageons fortement les individus à prendre connaissance de ces informations.

Donc...

Kennedy joue de la guitare dans un groupe de pub rock appelé 'The Barnstormers' (<https://www.facebook.com/barnstormerstheband/>). Ils jouent occasionnellement à The Anchor Inn sur Bridgewater Road à Bleadon. Ils ont aussi joué à The Ciderbarn (<https://www.facebook.com/ciderbarners/>) à Draycott à de multiples occasions. Ses collaborateurs pour ceci sont Lian Simmons, Jacob Monro, Corne van Touder et Tim.

Il a travaillé en tant que responsable des achats pour Darwin Escapes qui gère plusieurs stations touristiques dans le pays. Nous avons des raisons de croire qu'il travaille encore dans leur propriété à côté de Cheddar.

(<https://www.darwinescapes.co.uk/parks/cheddar-woods-resort-spa/> & <https://www.facebook.com/CheddarWoods>)

Il a été vu en 2017 en train de conduire une Hyundai Tucson gris métallisé avec la plaque HT17AUK. Nous avons des raisons de croire qu'il vit à Worle, une banlieue de Weston-Super-Mare.

Nous avons des raisons de croire que l'infiltrée connue comme 'Officier A' ou 'Lynn Watson' habite à Hull.

Voici une photo d'elle : <https://www.theguardian.com/uk/2011/jan/19/undercover-police-officer-lynn-watson>

Nous croyons que ces informations ne doivent pas rester la propriété d'une petite minorité qui pense être capable de décider qui doit savoir et qui ne doit pas. Nous demandons à tous ceux qui détiendraient des informations à propos de Mark ou d'autres infiltrés de les rendre public pour qu'il soit possible à chacun d'agir. Les révélations sur Mark Kennedy ont conduit la police à confirmer l'existence de nombreux infiltrés, par exemple Watson et 'Marco Jacobs' (photo – <https://bristle.files.wordpress.com/2014/06/marco-jacobs.jpg>) qui étaient tous les deux actifs au même moment que lui. Depuis lors, beaucoup d'autres infiltrés ont été grillés. Il y a des cas qui datent de décennies et certains continuent encore. Ils doivent être considérés comme la partie émergée de l'iceberg, les miettes que l'État a choisi de lâcher.

Nous ne sommes pas étonnés par l'utilisation d'infiltrés comme stratégie d'État. Ce serait une erreur de comprendre le cas spécifique de Kennedy comme quelque chose d'unique ou d'extra-ordinaire. Bien sûr, il y a certains traits particuliers mais, malheureusement, ce n'est pas inhabituel. Il a simplement continué une tradition, dans une longue histoire d'individus sans scrupules, qui ont été préparés, formés et employés à envahir et à saper la vie de ceux qui cherchent à remettre en cause le statu quo. Ces individus sont responsables de toutes leurs actions et de tous les ordres et instructions qu'ils suivent ou ont suivi. Nous n'avons aucune sympathie pour eux. Ils sont responsables de leurs décisions personnelles au jour le jour et des dégâts causées aux projets anarchistes et activistes comme des luttes contre des catastrophes environnementales, contre l'exploitation animale, le fascisme, le capitalisme et l'État.

Nous ne cherchons pas de reconnaissance. Nous ne voulons pas d'excuses et ne cherchons pas de justice à

l'intérieur ou à l'extérieur d'un tribunal. Nous ne trouvons aucun mérite à révéler la vérité au pouvoir, mais il est important que ces actions aient des conséquences.

Nous nous efforcerons de faire en sorte que leurs vies soient remplies de misère et de constante insécurité. Une vie où ils ne peuvent jamais être sûrs qu'ils ne sont pas observés et où ils ont toujours peur d'être reconnus par quelqu'un qui les déteste. Nous espérons qu'ils ne pourront pas oublier, pour les années qui viennent, les gens qu'ils ont fait souffrir, les vies auxquels ils ont causé du tort et la confiance qu'ils ont rompue.

Le texte anglais en PDF avec des photos : <https://en-contrainfo.espiv.net/files/2018/05/Text.pdf>

## Vallée

### Clavière (Italie) le lieu autogéré « chez Jésus » menacé d'expulsion

CHEZ JESUS SOUS EXPULSION



Le refuge autogéré Chez Jesus, salle paroissiale occupée sous l'église de Clavière, est menacée d'expulsion. Une plainte a été déposée depuis plus de deux mois et il semblerait que le Préfet exerce toujours plus de pressions pour faire évacuer. Dans le même temps, État et Église sont en train de « s'engager » pour trouver une « alternative ». Un lieu appartenant aux salésiens, loué par la fondation Magnetto et géré par deux employés de la fondation Talità Kum. Une sorte d'espace de transit qui ouvrira à Oulx, à 15 km de la frontière. Un lieu qui aura 15 places pour dormir et une petite cuisine pour qui est de passage.

« Une alternative » à Chez Jesus, comme nous le répète le prêtre engagé dans ce projet. Comme si un lieu géré par une fondation privée, à 15 km de la frontière, qui a pour seule fonction d'être un dortoir avec des employés payés pour faire de l'assistance, pouvait être une « alternative » à tout ce qui existe Chez Jesus. Depuis des mois, il y a au refuge des centaines de personnes qui passent, qui restent, qui vivent ensemble sur ce lieu en partageant le quotidien avec les solidaires, en partageant expériences et conseils précieux ; en trouvant toujours une porte ouverte après refoulement, en trouvant la possibilité d'échanger des témoignages après chaque abus de la police et trouver les moyens d'éviter de les subir à nouveau.

À Oulx, le projet devrait démarrer à la mi-septembre. L'idée serait que l'ouverture d'un lieu géré et contrôlé, uniquement « humanitaire », permettrait d'expulser plus tranquillement la salle occupée de Clavière qui, à l'opposé, vit en autogestion et a toujours refusé le principe de gestion des personnes de passage.

Église et État s'accordent pour mettre un terme à cette expérience et le font en s'en lavant les mains avec l'ouverture de ce nouvel espace, clairement inutile aux yeux de ceux qui sont présents sur la frontière cette

dernière année.

Le refuge autogéré pose problème à l'État français et sa police qui l'« accuse » d'abriter des passeurs et de faciliter le passage des « sans-papiers » en France. De compliquer les activités commerciales à Claviere, riche commune de montagne dont l'économie dépend largement du tourisme, et qui craint de perdre ses ressources avec l'image d'une montagne devenue route migratoire. Qui contrarie l'Église, qui se retrouve avec une salle paroissiale occupée et des factures d'eau et d'électricité à payer.

Il pose aussi problème à l'État italien, dont le ministre de l'Intérieur revendique la fermeture des frontières aux migrants et joue au dur avec Macron. Un ministre qui a comme cheval de bataille la fermeture des lieux occupés et la guerre aux migrants, et qui a réuni récemment les préfets pour renforcer et rendre effective sa ligne répressive.

La fondation Magnetto (financeur du nouveau projet sur Oulx) : « a été pensée comme une continuation dans le temps de son engagement sur le territoire et modèle de l'engagement social d'un entrepreneur moderne. La fondation, créée et soutenue par la Famille (Magnetto), intervient préférentiellement dans le lieu d'origine du chevalier, la vallée de Susa. Les contributions sont rarement d'origine privée. »

La fondation Talita Kum est directement liée aux intérêts économiques de l'Église. Elle-même a cherché et obtenu le financement par la fondation privée Magnetto. Nous ne voulons pas en tirer de conclusion hâtive. Mais nous nous posons évidemment quelques questions. En l'occurrence, nous savons qu'une discussion est ouverte entre mairies et évêché sur le paiement des factures de Chez Jesus. Le préfet demande l'expulsion parce qu'il est l'objet de « diverses pressions » mais aimerait apparaître politiquement correct. On parle néanmoins d'expulser par la force une salle paroissiale occupée où passent des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants. Un lieu qui cet hiver a protégé tant de personnes en cherchant à éviter les morts. Ce refuge permet de s'organiser face à la violence systémique et sélective de la frontière.

L'État ne veut plus de nous dans ces montagnes. Peut-être n'accepte-t-il pas un lieu où personne n'est identifiable, où il n'y a ni gestion ni contrôle, mais où on s'auto-organise en toute liberté. L'Église cède volontiers aux pressions et est bien contente finalement de se débarrasser du problème de Claviere, de la question des factures et du conflit politique avec la mairie et la préfecture.

Les salésiens jusqu'à ce jour n'étaient pas actifs sur la question des migrants traversant la haute vallée de Susa. C'est seulement maintenant qu'on commence à parler d'intérêts économiques qu'ils paraissent s'intéresser à la situation.

**De Claviere nous ne partirons pas. Et nous continuons à dénoncer l'instrumentalisation qui eera faite de cette expulsion.**

traduith<https://hurriya.noblogs.org/post/2018/07/14/claviere-che>

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

## Solidarité avec les 4 nouvelles personnes arrêtées à Briançon



Comme attendu, la réponse à la Question Prioritaire de Constitutionnalité (QPC), qui a certes décriminalisé l'aide au séjour et à la circulation, n'a rien changé au fond du problème ([cf. communiqué de presse du 26.06.18](#)). Pire, suite à cette abolition tant déclamée, la répression se poursuit et les arrestations reprennent. La solidarité est toujours un délit.

Le recours au Conseil constitutionnel, organe oligarchique dit "des sages", était présenté comme une opportunité de changement radical. Il a surtout permis de redorer temporairement le blason des institutions françaises. Il a également donné un répit au procureur de Gap, dont les épaules sentaient la pression de la mobilisation des personnes solidaires.

C'est à une volonté toujours aussi aveugle que nous faisons face : celle de faire respecter des normes et institutions, telles que les frontières, plutôt que la dignité humaine. L'intégrité des personnes en exil continue d'être piétinée, tout comme celle des personnes qui leurs viennent en aide. En déclarant criminels et en incarcérant des gens qui traversent des montagnes en quête d'un meilleur futur, l'Etat français détruit des vies. Une traque généralisée, comme en témoigne le déplacement massif des forces de l'ordre (police et armée) aux frontières, pour se défendre contre des prétendus "ennemis extérieurs", à l'instar de la méditerranée où la machine européenne Frontex ne semble pas subir l'austérité – sans oublier les contrôles au faciès. Il donne ainsi la priorité à des mécanismes sociétaux artificiels plutôt qu'à la vie.

Désigner sept coupables parmi toutes les personnes présentes lors de la marche du 22 avril n'a aucun sens. Désormais nous sommes sept prévenus, qui sait comment va encore évoluer cette affaire. Peut-être nous retrouverons-nous à deux cents sur le banc des accusés le 8 novembre prochain ? Il en faudra en tout cas certainement pas moins pour que l'Etat puisse enfin caractériser sa bande organisée, qui ne deviendra alors qu'une belle mascarade aux yeux de tous.tes.

Et c'est en ce sens que la mobilisation populaire est capable de contrecarrer les plans du gouvernement français. Ne le laissons pas définir la bonne ou la mauvaise solidarité. Toutes ses formes, organisées ou non, sont justes. La violence provient de l'Etat, celui-là même qui se targue de représenter la volonté du peuple.

Solidarité et courage aux quatre nouvelles personnes inculpées.

Le comité Genevois de soutien aux Sept de Briançon



## Comme une odeur de couvre feu...texte d'un gardé à vue

Hautes-Alpes/Marche du 22 avril 2018: Comme une odeur de couvre feu...texte d'un gardé à vue.

Je sors de garde à vue (17/07/18). Privé de liberté pendant toute une journée. J'ai longtemps réfléchi à ce que je pourrais exprimer en sortant d'ici. Essayer de comprendre les motivations jusque boutistes du procureur de la république de Gap.

Je me suis dit, au début, que le proc' avait du essayer quelques traumatismes dans sa jeunesse pour être d'une détermination aussi extrême. Peut-être était-il étudiant en décembre 95, lorsque la France a été secouée par une grève générale. Peut-être que sa faculté de droit avait été taguée "fac de droite" à ce moment-là. Que les entrées avaient été barricadées par des montagnes de poubelles, de tables, de chaises, et que peut-être de là coulait son esprit de revanche contre la gauche et les militants de ses rangs.

Puis après, je me suis dit que peut-être avait-il tout simplement envie d'être muté. Devenir multi-récidiviste dans la négation des droits pour énerver sa hiérarchie. Humilier nationalement le tribunal de Gap en requérant la mise en détention des premiers solidaires. Et ainsi se barrer d'ici, être envoyé n'importe où, même substitut du procureur dans la Creuse, mais à tout prix se barrer d'ici.

Puis finalement, à bien y réfléchir et au vu des notes du ministère de l'intérieur concernant le délit de solidarité, et bien je me suis dit que comme dans toute bonne république qui se respecte, que les chefs avaient des chefs et qui eux-mêmes avaient des chefs. Et que les ordres tombaient. Que le procureur, malgré sa qualité de chef, restait un subordonné et agissait en tant que tel.

Au programme : Liquider la résistance en Haute-Durance, piétiner les solidarités aux frontières, effrayer les populations pour régner en vainqueur. Faire en sorte qu'un africain n'ait pour avenir en France qu'une prison, un charter ou une tombe. Et que tout ça c'était des ordres, le choix d'une politique très claire, une politique d'extrême droite.

Le procès qui se tiendra le 8 novembre se devra d'être notre tombeau. Celui qui asphyxiera les solidarités. Celui qui plongera nos rêves et nos luttes au plus profond des poubelles de l'Histoire. Ce procès se devra d'être le coup de semonce final sur la tête des vaincus.

J'ai toujours pensé que l'Etat de Droit, du moins son concept érigé en doctrine, permettait à une classe sociale d'en subjugué une autre. Que ces 3 mots Etat-Dé-Droit revenaient sans cesse dans la bouche de certains pour justifier l'idéologie des puissants, et ainsi assujettir notre liberté pour faire de nous des sujets. Sujets du roi, sujets du prince, sujets des multinationales... Nos frères et soeurs africainEs, en choisissant la route de l'exil ont décidé de redevenir maître de leur destinée, après ces centaines d'années passées les chaînes aux pieds.

En tant que vaincu, je les considère comme mes semblables. En tant que vainqueurs, vous les voyez comme une menace. Vous avez raison. Leur exil nous montre à quel point la guerre économique que vous menez en Afrique et ailleurs est définitivement perdue. Les sous-sols du continent africain que vous vous disputez entre vainqueurs s'épuisent à mesure que grandit votre bêtise. Votre bêtise, construite sur une idéologie du passé qui se résume elle en 5 mots : Augmentation-Du-Taux-De-Profit.

Bolloré et consorts, vous rappelez-vous sûrement des mots esclavage, colonie, pillage, FrançAfrique... Vous qui vous gavez ici, là-bas, partout, vous essaieriez de nous faire croire que le problème serait nos frères et soeurs africainEs? Le problème, C'EST VOUS! La destruction que vous engendrez vous tétanise déjà. Vous avez peur, partout. Vous érigez des murs, vous surarmez les pandores, vous construisez des cages. A mesure que la vérité éclate sur l'effondrement prochain de votre civilisation capitaliste, vous agressez, vous violez. Et pourtant c'est inéluctable, la fin d'un monde approche.

Nous sommes à un point de non retour, d'un côté le chaos climatique, guerrier poussant des dizaines de millions d'individus sur les routes de l'exil et de l'autre le glissement totalitaire des sociétés dites démocratiques. Humiliation des syndicats, répression des mouvements sociaux, suppression des libertés, surveillance à outrance, militarisation des frontières. Bref, ras l'bol!

En Marche, préparez-vous à courir!

Mathieu, un des 3+4 de Briançon

## Texte d'un 2ème gardé à vue le mardi 17 juillet 2018...

A Mesdames et Messieurs les forces de l'ordre, les décideurs et les élites qui se sentent concernés ou sont impliqués dans notre garde - à - vue et notre comparution au tribunal le 8 novembre prochain,

La violation quotidienne du droit des étrangers à la frontière, c'est vous. Les arrestations et les refoulements sans ménagement des demandeurs d'asile, c'est vous. Le non respect du droit des mineurs que la France se doit de protéger, c'est vous. Les refus d'entrée pré-remplis et la falsification des informations, c'est vous.

Le délaissement des exilés malades ou blessés qui ont besoin de soins ou d'une hospitalisation, c'est vous.  
Les chasses à l'homme noir, c'est vous.  
Les guets apens, les pièges tendus, les planques avec jumelles à vision nocturne et caméra thermique, c'est vous.  
La mise en danger des exilés, poursuivis dans la nuit, et la négation de leur vulnérabilité, c'est vous.  
La collusion avec les militants de Génération Identitaire, que vous remerciez pour le bon boulot qu'ils ont fait lorsqu'ils vous remettent des exilés, c'est vous.  
Le dépouillement des exilés interpellés, c'est vous.  
L'interpellation de femmes, accompagnées d'enfants qu'elles portent dans leurs bras, et sommées de se coucher à terre, c'est vous.  
Ces coups qui pleuvent parfois sur ceux qui demandent juste une protection et qui sont en quête d'un bout de terre habitable alors même qu'ils vous supplient à genou de ne pas les renvoyer en Italie, c'est vous.  
Les menaces faites armées à la main << arrête toi où on tire >>, c'est vous.  
Les violences verbales faites à des femmes sur le point d'accoucher " ma mère à moi a bien accouché dans la neige, tu peux le faire aussi et si c'est ici devant la Paf ça ne me dérange pas >>, c'est vous.  
Les paroles abjectes << Vous êtes trop nombreux, Macron ne veut plus de vous, retournez en Italie >>, c'est vous.  
Les réflexions odieuses, lorsqu'un exilé qui sent que ses droits sont bafoués vous rappelle que la France est le pays des droits de l'homme, et que l'un de vous lui rétorque << ah mais ça c'est l'ancienne France, désormais ce n'est plus comme ça >>, c'est vous.  
Les exilés reconduits en Italie à pied et poussés par une voiture des forces de l'ordre, comme du bétail, c'est vous.  
Les faux randonneurs qui font mine d'indiquer le chemin à des exilés égarés qui quelques minutes plus tard tombent entre les mains de vos collègues qui les ramènent en Italie, c'est vous.  
La répression et le découragement des solidarités et des idéaux de fraternité, jetés par dessus bord, c'est vous.  
L'intimidation et le harcèlement des solidaires et de leurs familles, c'est vous.

Est ce que vous la voyez mieux, maintenant, la véritable bande organisée ?

Et nous, à l'heure où les frontières tuent, solidaires qui venent en aide, comme nous le pouvons, à des exilés pour préserver leur dignité et leur intégrité, et veiller au respect des droits fondamentaux, nous aurions quelque chose à nous reprocher ?  
Se sentir rassuré et protégé, choisir l'endroit où l'on veut vivre sont bien les droits les plus élémentaires, ceux que nous tenons à faire respecter.

Le 22 avril 2018, pour cela, et parce que la veille des militants d'extrême droite déployaient, en toute impunité, des messages d'incitation à la haine raciale, nous avons juste osé marcher pour dire notre indignation.  
Marcher, c'est être un homme de la terre. Le marcheur emprunte des chemins de terre. Il ne se sent pas supérieur, mais au contraire pétri de cette terre qu'il foule de ses pieds, humble.  
Humble qui vient de humus, ce mélange de matériaux d'origines et de provenances différentes, charriés par le vent, la pluie et l'eau.

Nous y voilà. J'espère que vous voyez dans ce mélange qui donne au sol toute sa richesse et est garant de l'avenir, une similitude avec ce qui nous arrive ici, dans ces montagnes, depuis plus de 2' ans.

Comme l'humus que, vous le vouliez ou non, vous êtes vous mêmes, tous issus de la diversité. Celle des nombreux hominoïdes qui peuplaient la planète bien avant l'apparition de l'homme et bien avant que le concept de frontière ne soit inventé.  
Rappelez vous aussi qu'il y a 500 000 ans des hommes sont partis de l'Afrique pour gagner l'Europe et qu'il y a seulement 6000 ans, oui, tous vos ancêtres européens avaient encore la peau noire.

Ces exilés ne nous arrivent pas par hasard mais à cause de l'action cumulée des guerres, de la colonisation, des échecs du développement économique et de la mutation climatique. La mutation climatique balaye toutes les frontières, sans que nous puissions ériger de mur. Plus personne n'a donc de chez soi assuré. Nous sommes tous potentiellement en exil. Même vous, que vos uniformes et vos costumes cravates ne mettent à l'abri de rien, peuvent être jetés sur les routes du jour au lendemain.

Vous avez donc beaucoup plus de commun que vous ne le pensez avec ces gens que vous osez violenter.

Vous pouvez continuer à rester hors sol, à vous boucher les yeux. Vous pouvez continuer à vouloir préserver la sécurité de vos fortunes personnelles et la permanence de votre bien être. Vous pouvez continuer à vous accrocher à des frontières par peur de perte d'identité, à ériger des murs d'indifférence, à croire que ce qui compte avant tout c'est de ne plus avoir à partager un monde dont vous pensez qu'il ne sera plus jamais commun.

Mais qu'aurez vous à dire à vos enfants ou petits enfants si, un jour, c'est à votre tour de prendre la fuite parce que des événements vous rattrapent. Qu'aurez vous à leur dire si, au passage d'une frontière, on vous ordonne de retourner à l'endroit que vous avez quitté parce dans l'eldorado dont vous rêviez, il n'y a pas de place pour vous, qu'on piétine vos droits, qu'on vous maltraite, qu'on vous décourage, qu'on vous fait violence, qu'on vous surveille, qu'on vous déporte, qu'on vous ignore....  
Rien, vous n'aurez rien à dire, parce que vous vous souviendrez et vous vous sentirez responsable du déluge que vous aurez engendré et qui s'abat sur vous.

J'invite chacun d'entre vous à se réveiller. Réfléchissez à ce dont vous dépendez pour votre survie et avec quels autres humains vous êtes en interdépendance. Vous verrez alors que vous serez amenés à vous déplacer très loin d'ici. Vous allez devoir traverser toutes les échelles d'espaces. Alors il n'y aura bizarrement plus de frontières et uniquement des hommes habitant la terre. Vous serez un homme de la terre.

Les délinquants ce ne sont pas nous.



C'est la loi qui est délinquante ainsi que celles et ceux qui l'appliquent. << Mais les lois sont de passage. Le sentiment de justice n'est pas de passage. La fraternité n'est pas de passage, ni sujette à variation >>.

La fraternité qui est le fait de reconnaître en l'autre quelque chose qui nous est commun, ne peut pas être à géométrie variable. La fraternité ne peut pas avoir de frontières. C'est ce qui fait la grandeur de cette notion. Il n'y a ni bonne, ni mauvaise fraternité. Lui donner une portée juridique et des limites, c'est la rabaisser, c'est la piétiner, c'est aller à l'encontre des droits humains fondamentaux. Vous avez du culot d'invoquer le prétexte de préservation de l'ordre public car, que fabriquez vous dans tête de ces exilés avec votre façon de les accueillir, de les décourager, de les déporter, avec vos procédures administratives inhumaines... si ce n'est des germes de trouble à l'ordre public.

Nous, solidaires, nous invoquons un principe beaucoup plus réaliste de commune humanité. Nous continuerons d'organiser le défi d'un monde partagé, d'une vie collective et d'accompagner dans la recherche d'un sol durable des gens qui viennent à nous.

Lorsque la fraternité devient illégale parce qu'on lui donne des limites contestables, alors il faut désobéir.

Benoit DUCOS  
Le 17 juillet 2018

## Hautes Alpes (05) Désormais les sept de Briançon( 3+4)

by [hurriya](#)



Quatre personnes ont été mises en garde à vue mardi 17 juillet à Briançon. Quatre militant.e.s supplémentaires accusé.e.s « d'aide à l'entrée d'étrangers en situation irrégulière sur le territoire français en bande organisée » suite à la marche du 22 avril dernier !

Désormais les 7 de Briançon..

Hier en fin d'après-midi, ils ont été libérés de la garde à vue à laquelle ils étaient soumis, les 4 compagnons \* Qui avaient été appelés à se présenter dans la matinée à la gendarmerie de Briançon. Ils sortent avec une convocation au procès du 8 novembre ensemble avec [Elenora, thèo et Bastien](#), pour avoir participé à la marche du 22 avril parti de Claviere et accusés d'aide à l'émigration clandestine en bande organisée. L'un des 4 est également accusé de résistance pour avoir échappé au contrôle et à un tabassage à froid de la part de la police alors que le cortège était déjà terminé.

Pendant les convocations s'est déroulé un rassemblement sous la gendarmerie de la part des solidaires et des solidaires en attendant la libération des 4. En fin de matinée le rassemblement s'est transformé en un cortège spontané, riche en interventions et flyers, qui a bloqué pendant une heure Les rues de Briançon pour répéter que **la solidarité ne s'arrête pas** et que ce jour-là.. Sur ces sentiers, nous y étions tous \*.

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

# Zad

## Communiqué suite à l'action du jeudi 12 juillet sur la rd 81



Ce jeudi vers 15h30 une quarantaine de personnes sont venues déployer trois banderoles au carrefour de la Saulce, sur la route départementale 81 traversant la zone à défendre de Notre-Dame-des-Landes. Ces banderoles dénonçaient les meurtres des policiers et de la gendarmerie dans les quartiers populaires et dans des villages. Cette action faisait suite à la mort d'Aboubacar Fofana, tué par la police le 3 juillet lors d'un contrôle routier dans le quartier du Breil à Nantes, et de Madhi Boualouan, mort quelques minutes après avoir été interpellé au Taser à Vic-sur-Aisne le 5 juillet.

Après avoir déambulé le long de la route des Fosses Noires nous nous sommes déployées sur les côtés de la rd 81 afin d'être visible des automobilistes mais sans chercher à bloquer ni restreindre l'accès à la route. Cette semaine accueillant le rassemblement des ZadenVies, un festival de rencontres, d'échanges et de transmissions autour de la ZAD, la position au carrefour nous semblait surtout opportune pour sensibiliser chacun, passants et arrivants. L'action proposait des photos de groupe à transmettre en soutien, c'est pourquoi des personnes étaient masquées et d'autres non, les deux positions étant assumées. Deux véhicules de la gendarmerie sont alors passés en reconnaissance puis se sont postés quelques mètres plus loin. Des gendarmes sont sortis de leur voiture et un gendarme portait un lance-grenade de type Cougar à la main, un autre exhibait un pistolet-mitrailleur MP5.

Les manifestantes ont continué calmement le rassemblement et ont scandé "Justice pour Abou" et expliqué le meurtre de Mahdi Boualouan. Les gendarmes se sont postés plus loin et ont mis leur casque sur la tête....On a alors vu l'hélicoptère de la gendarmerie voler très bas à la fois au-dessus du carrefour, sur le rassemblement et plusieurs lieux alentours. Nous voyons ensuite plusieurs fourgons de gendarmes mobiles se poster au sud du carrefour et apprenons dans le même temps que trois accès de la Zad (Vigneux, les Ardillières et la RD 281) sont interdits d'accès par la gendarmerie sous le prétexte fourni aux automobilistes que des occupants bloquent la route, allument des feux et caillaissent depuis la route.

A ce moment-là nous sommes toujours quelques dizaines à simplement regarder les fourgons en chien de faïence.

Les gendarmes finissent par se rapprocher à une centaine de mètres au sud de la Pruche, lancent une première sommation puis projettent des lacrymos. Ils entrent dans le bois au sud de la Pruche, en font le tour puis tentent d'entrer dans la maison sans succès, tout en gazant les gens qui se trouvaient au carrefour de la Saulce. Un petit groupe de GM prend alors la direction de l'Est puis bifurque au Nord pour tenter de nasser les personnes qui se trouvent sur le chemin de suez. C'est peu après que 3 personnes se sont fait interpellé puis placé en garde à vue, pour le simple motif qu'elles ne fuyaient pas.

Les gendarmes ont alors gardé le carrefour quelques dizaines de minutes, coupant plusieurs barbelés des champs alentour, et gazant les gens qui s'y promenaient, avant de se replier vers le nord dans un gros nuage lacrymogène...

A l'heure où les manifestations semblent en voie de s'interdire à Nantes, où une déambulation également pacifique le 28 mai contre d'autres violences policières ayant mené à la mutilation de Maxime Peugeot par la gendarmerie a donné lieu à des charges aveugles de la BAC, où un barbecue en la mémoire d'Aboubakar FOFANA a été gazé par la BAC au quartier de Breil, où dans les quartiers les gendarmes mobiles et les compagnies républicaines de sécurité pratiquent des contrôles d'identité et des fouilles systématiques, où la BAC arrête et inculpe des gens en déformant les faits...On constate que sur la Zad le prétexte de la libre circulation des axes routiers est surtout utilisé pour empêcher la moindre expression revendicatrice.

Nous continuerons à laisser circuler toute personne voulant passer sur cette route sans avoir besoin que la gendarmerie nous en fasse la leçon, mais aussi à visibiliser les violences policières et militaires d'où qu'elles viennent, ainsi que notre soutien aux victimes.

Des participantes à l'action du 12 juillet 2018